

Lucie SÉNÉCHAL-PERROUAULT

**LES RELATIONS
ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES
ENTRE LA CHINE ET L'ANGOLA DEPUIS
LES ACCORDS DE PAIX DE 2002**

-

Un modèle en mutation

能熬过这个冬天，谁就能吃到肉

Qui survivra à l'hiver pourra manger de la viande

蒋晨悦 Jiang Chenyue, « 中国工程大军安哥拉十年：掘金战后重建，直面枪口与石油凛冬 [Pour ses dix ans, l'armée d'ingénieurs en

Angola fait face à l'hiver pétrolier], 澎湃新闻 *The Paper*, 25 mars
2017

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
INTRODUCTION : LES RELATIONS CHINE-AFRIQUE	4
1 LES RELATIONS CHINE AFRIQUE : APERÇU	4
1.1 Échanges commerciaux.....	4
1.2 Investissements	5
1.3 Aides.....	6
2 SÉCURISATION ET DIVERSIFICATION : NOUVELLES TENDANCES DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES SINO-AFRICAINS	6
2.1 Secteurs commerciaux.....	7
2.2 Autres secteurs.....	7
3 VERS DE NOUVEAUX RÉSEAUX D'INFLUENCE CHINOIS EN AFRIQUE ?	9
3.1 Fora et institutions en présence	9
3.2 Idéologie.....	11
4 CADRE CHRONOLOGIQUE DES RELATIONS CHINE-AFRIQUE	12
4.1 Années 1950-1970.....	12
4.2 Années 1980.....	12
4.3 Années 1990.....	13
4.4 2000-2014	14
LES RELATIONS CHINE ANGOLA : MODÈLE INITIAL	15
1 LA MISE EN PLACE DU MODÈLE CHINE-ANGOLA EN 2002-2004	15
1.1 Genèse des relations.....	15
1.2 La mise en place du « modèle Angolais » en 2002-2004.....	16
1.3 Contexte	16
1.4 Aperçu des prêts.....	17
1.5 L'accélération des échanges à partir de 2004	18
1.6 Un mariage de raison	25
1.7 Caractéristiques du modèle angolais	28
2 LIGNES DE CRÉDIT.....	34
2.1 Chronologie	34
2.2 Prêts initiaux non réalisés par l'Eximbank.....	37
2.3 Les prêts réalisés par l'Eximbank.....	38
2.4 Prêts de la China Development bank.....	42
2.5 Prêts de l'ICBC.....	44
2.6 Remises de dettes.....	45
2.7 Négociations en cours	46
2.8 Prêts Sonangol.....	47
3 LE CIF – CHINA INTERNATIONAL FUND, UNE ENTITÉ TRÈS OPAQUE	47
3.1 La société mère : le 88 Queensway Group.....	47
3.2 Le China International Fund	48
3.3 La China Sonangol	51
4 LISTE DES PRINCIPAUX PROJETS PAR CATÉGORIE	52
4.1 Infrastructures de transport	52
4.2 Infrastructures urbaines	60
4.3 Agriculture.....	63
4.4 Centrales d'énergie.....	76

4.5	<i>Telecom</i>	78
4.6	<i>Banque</i>	79
4.7	<i>Hydrocarbures</i>	80
4.8	<i>Autres ressources naturelles : diamants, bois</i>	85
RELATIONS CHINE-ANGOLA : NOUVEAU MODÈLE ?		88
1	DU MODÈLE INITIAL À L'ANNONCE D'UN CHANGEMENT : ANALYSE	88
1.1	<i>Critiques du modèle</i>	89
1.2	<i>Endettement et captation des exports en pétrole</i>	89
1.3	<i>La construction par des firmes d'État chinoise : moins rentable</i>	91
1.4	<i>Le recours massif à la main d'œuvre chinoise : critiques angolaises et difficultés de gestion chinoise</i>	93
2	CHANGEMENT DE MODÈLE : POSTURE OU RÉALITÉ ?	97
2.1	<i>Joao Lourenço, vers un nouvel agenda politique ?</i>	97
2.2	<i>L'investissement chinois privé en Angola : sélection naturelle et mutations</i>	100
2.3	<i>Obstacles économiques</i>	107
SYNTHÈSE - CONCLUSION		110
2.4	<i>Le cadre initial : les « modalités angolaises »</i>	110
2.5	<i>La remise en cause du modèle</i>	112
ANNEXE 1		116
	<i>Liste des entretiens réalisés</i>	116
	<i>Liste des déplacements et événements</i>	116

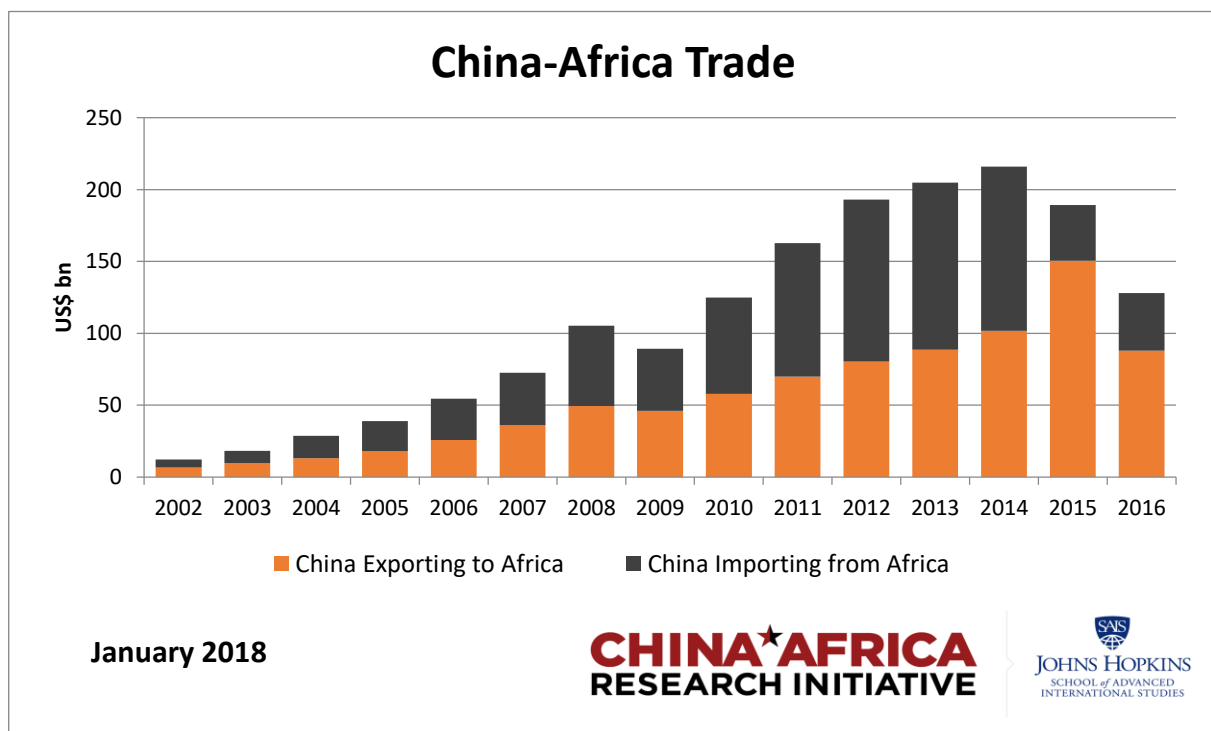
INTRODUCTION : LES RELATIONS CHINE-AFRIQUE

1 Les relations Chine Afrique : aperçu

La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial, le premier financeur d'infrastructure, le premier donneur du continent africain. Les échanges commerciaux ont atteint un pic de 210 Mds USD en 2013, ce volume atteignait 178 Mds USD en 2016. Bien qu'un recul ait eu lieu du fait de la baisse du prix des matières premières, les stocks d'investissements directs chinois en Afrique sont passés de 1 à 49 Mds entre 2004 et 2016. Entre 2000 et 2014, la Chine a distribué 100 Mds USD d'aides à l'Afrique.

1.1 Échanges commerciaux

Volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique en milliards de dollars



Source : SAIS-CARI John Hopkins University

Dès 2009, la Chine devient le premier partenaire commercial de l'Afrique au détriment des États-Unis et de l'Europe. Le total des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a augmenté d'environ 20% par an depuis 2000¹ et dépassé pour la première fois les 200 Mds USD en 2013 atteignant le niveau record de 210 Mds USD. En 2016, ces échanges se sont quelque peu repliés à 178 Mds USD, Li Keqiang a pour objectif de les faire passer à 40 Mds USD en 2020².

Les exportations africaines concernent majoritairement des matières premières, à hauteur de 80% environ. Les combustibles représentent 39% de ces exports, le pétrole brut se montant à 21%. Les diamants représentent 4%. L'importation est dominée par les produits manufacturés : 28%³.

Par ailleurs, ce modèle d'échange compromet le développement d'industries manufacturières autochtones par le « syndrome hollandais ». Les revenus tirés de l'exportation de matières premières entraînent une surévaluation de monnaies nationales, ce qui rend l'import plus attractif et mine l'avantage compétitif de l'industrie locale ; l'économie se trouve en outre exposée à l'instabilité des prix des matières premières et aux variations de la demande.

Les importations chinoises, majoritairement de produits manufacturés, ont gagné en importance au point d'arriver à une balance commerciale déficitaire de certains États, en particulier l'Afrique de l'ouest et de l'est. Le déséquilibre de la balance commerciale en Afrique subsaharienne s'accroît avec la chute du cours des matières premières en 2014.

Actuellement, l'activité économique de l'empire du milieu ralentit et les pouvoirs publics annoncent la réorientation vers la consommation domestique et les industries de pointe. Cette « économie de la nouvelle ère » (新时代的经济 [Xīn shídài jīngjì]), se traduit par l'affaiblissement de la demande Chinoise pour la fabrication des produits manufacturés cités ci-dessus qui participe à la baisse du prix des matières premières consécutive à la crise financière. On assiste à un recul des flux d'IDE et des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique sub-saharienne sur les deux dernières années. Les importations depuis l'Afrique subsahariennes ont ainsi chuté de 50% par rapport au pic de 2014⁴.

1.2 Investissements

Les IDE et prêts chinois se diversifient, partant des seuls secteurs de l'extraction pour s'orienter vers la production, les services publics et les services. Il reste que les prêts et les IDE sont largement inférieurs en valeur aux exports réalisés.

¹ McKinsey & Company, « Dance of the lions and dragon - How are Africa and China engaging and how will the partnership evolve? », juin 2017. p.13

² Les Conseillers du Commerce Extérieur de la France, « La relation sino africaine, sa place dans la stratégie mondiale de la Chine, ses conséquences sur la relation franco africaine », Observatoire de la Chine hors les murs (EHESS, 15 novembre 2017). p.11

³ Coface, « Chine-Afrique: le mariage de raison va-t'il durer? », Les publications économiques de Coface - Panorama, novembre 2017. p.4

⁴ Coface, p.5

En 2009 la Chine dépasse les États Unis en tant qu'investisseur sur le continent africain. Les flux d'IDE ont considérablement augmenté sur les dix dernières années, passant de 0,4 Mds USD en 2000 pour atteindre 3,2 Mds USD en 2013, avant de subir un relatif ralentissement par la suite. Les stocks d'investissements directs à l'étranger sont passés de 1 à 49 Mds USD entre 2004 et 2016. Les investissements en infrastructure représentaient quant à eux 21 Mds USD en 2015⁵.

1.3 Aides

Par une réforme de son système d'aide au développement en 1995, la Chine crée de nouveaux instruments qui lui permettent de lier l'aide, le commerce et les investissements. En particulier, la China Export Import Bank (Eximbank ou CEXIM) est en charge de la gestion de prêts concessionnels et de financements de joint ventures et projets d'infrastructure. Entre 2000 et 2014, la Chine a distribué 100 Mds USD d'aides à l'Afrique, à commencer par le Soudan avec la China National Oil Corporation⁶.

Pour autant ne sont constitutifs de 'dons' au sens de l'OCDE que 23% des aides chinoises : la Chine ne fait pas la distinction entre le financement du développement et l'aide proprement dite. L'aide financière chinoise inclut les dons, les prêts sans intérêts ou concessionnels, et les dépenses de formation et d'assistance. Il s'agit pour la Chine de mettre son action en valeur à partir de ses propres calculs, tout en défendant ses intérêts au plan concret : l'aide chinoise est une aide largement liée, elle vise à stimuler les échanges économiques entre les pays récipiendaires de l'aide et la Chine, et à favoriser l'export dans une certaine mesure⁷.

La Chine base son aide sur des principes différents de l'aide occidentale, partant de l'idée qu'elle est un pays en développement, concevant le rapport avec les pays aidés comme partant d'un pied d'égalité⁸. Notons que cette approche semble appréciée par divers chefs d'État africains, qui reprochent aux bailleurs occidentaux leur attitude « paternaliste » en contraste avec l'aide moins intrusive, car fondée sur le développement bilatéral des échanges, proposé par Pékin.

2 Sécurisation et diversification : nouvelles tendances des échanges économiques Sino-Africains

La politique internationale chinoise des dernières années amorce une tendance claire vers la diversification des échanges commerciaux en terme géographiques et sectoriels. D'autres secteurs de coopération émergent : questions militaires et sécuritaires, questions culturelles

⁵ McKinsey & Company, « Dance of the lions and dragon - How are Africa and China engaging and how will the partnership evolve? » p.20

⁶ Martina Bassan, « Changements et continuité dans la politique extérieure de la Chine en Afrique après la Guerre Froide », in *L'énigme chinoise - Stratégie, puissance et influence de la Chine depuis la Guerre froide*, L'Harmattan, International, 2017. p.170

⁷ Jean-Pierre Cabestan, « Chapitre 10 - La Chine et les pays en développement, prédation et leadership », in *La politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2015, pp.477 et suiv.

⁸ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*, Oxford University press, 2009.

et d'image. L'action chinoise à l'étranger change aussi de nature. Après une phase d'expansion et de développement amorcée dès les années 1980, la Chine cherche aujourd'hui à stabiliser et à protéger la présence existante, tant en termes économiques qu'humains.

2.1 Secteurs commerciaux

On assiste à une certaine diversification des échanges. En 2016, les exports en combustibles et métaux ne représentent ainsi que 53% des exports depuis l'Afrique subsaharienne vers la Chine, en contraste avec les 80% de 2008.⁹ Les investissements en Afrique concernent l'extraction, mais aussi les industries et services de transformation d'hydrocarbures. Viennent ensuite les transports, la construction, l'agriculture et les services. En ce qui concerne les technologies, Huawei fait figure de géant, mobilisant près de 6000 personnes dans 40 États africain. Dans le transport, les entreprises chinoises signent des contrats de plusieurs milliards de dollars pour le développement de lignes de chemin de fer au Nigéria, au Kenya, en Ethiopie, et à Djibouti. Dans la construction, elles réalisent près du tiers des contrats internationaux d'infrastructure du continent africain¹⁰.

La question de la sécurité alimentaire est de plus en plus aiguë pour Pékin, elle constitue une des motivations aux nouvelles routes de la soie (一带一路 [yidai yilu]). Évoquant la problématique agricole lors des sommets africains de 2009 et 2012, le gouvernement chinois a proposé de mettre en place un système visant à encourager le développement de formations professionnelles et de soutiens financiers au secteur en coopération avec des organisations régionales afin de développer les technologies régionales africaines.

2.2 Autres secteurs

Militaire

La présence militaire chinoise se manifeste par l'établissement d'infrastructures de logistique navale sur le littoral ouest africain défendu avant tout pour des raisons commerciales. La modernisation et la restructuration des capacités militaires, entraînent aussi la multiplication des initiatives d'exercices conjoints (avec les US en 2012, avec la marine Russe en 2015).

La base navale de Djibouti, inaugurée en 2016, si elle a pu faire l'objet de critiques d'« expansionnisme » notamment de la part d'observateurs américains, est avant tout motivée par des raisons commerciales. Elle peut ainsi assurer le service aux bateaux civils acheminant le pétrole depuis le moyen orient jusqu'à la mer de Chine du Sud, notamment contre les attaques pirates¹¹.

⁹ Coface, « Chine-Afrique: le mariage de raison va-t'il durer? » P.13-14

¹⁰ Jean-Pierre Cabestan, La politique internationale de la Chine p.477 et suiv.

¹¹ Malik Samb, « Djibouti, point d'entrée africain de la Nouvelle Route de la Soie | La Grande Afrique », *La Grande Afrique*, 1^{er} décembre 2017, <https://lagrandeafrique.com/djibouti-point-dentree-africain-de-la-nrs/>.

Plus largement, l'engagement militaire chinois est lié à des questions de sécurité économique, l'instabilité politique pouvant constituer une menace aux compagnies installées sur les territoires. En Lybie, les opérations de rapatriement d'urgence ont concerné près de 36 000 personnes en 2011. Les ressortissants chinois, touristes, ouvriers déployés à l'international constituent « un puissant vecteur de transformation de la politique extérieure chinoise », qui force la Chine à sortir de sa « traditionnelle réserve » issue du principe de non-intervention¹².

Depuis 1989, le continent africain est aussi vu comme une plateforme de démonstration pour la Chine en tant que puissance pacifique et pacificatrice. Partie aux opérations de maintien de la Paix en Namibie dès 1989, particulièrement impliquée au Soudan du Sud et dans la lutte contre la piraterie dans la corne de l'Afrique la Chine est ainsi le premier contributeur de casques bleus pour les forces onusiennes. On en comptait 3000 en 2016, impliqués dans plus de 20 missions de maintien de la paix. Le Forum pour la Coopération Chine Afrique (FOCAC) inclut depuis 2012 une composante dédiée, le Partenariat Sécurité¹³.

Soft power

La culture prend un rôle grandissant dans le discours officiel. Dès 2007, le « soft power » (软实力[ruǎn shí lì]) est utilisé par Hu Jintao et proclamé comme un facteur pouvant influencer le pouvoir national, à mettre en relation avec l'« émergence pacifique » chinoise (中国和平崛起 [zhōngguó hé píng jué qǐ]).

La promotion de la culture chinoise à l'étranger est centralisée au bureau national pour l'enseignement de la langue chinoise (国家汉办 [guojia hanban]) en charge notamment des Instituts Confucius, auquel le gouvernement chinois affecte chaque année entre 5 et 6 millions de RMB pour les seuls pays africains¹⁴. Le premier du continent africain ouvre à Nairobi en 2004, on trouvait 29 instituts Confucius dans 22 pays africains en 2012, il en existe aujourd'hui 49. Une centaine sont projetés d'ici à 2020¹⁵.

La Chine fait montre d'un déploiement médiatique sur le territoire : magazine Chinafrica, édition spécialisée du journal Chinadaily en Afrique, diffusion de la China radio international (CRI) dès 2006, chaîne de télévision nationale CCTV Africa en 2012.

Pour autant, les experts et diplomates chinois soulignent la non connaissance réciproque comme source de la non intégration des ressortissants chinois et mauvaise conduite des entreprises nationales sur le continent¹⁶. De récentes productions culturelles chinoises ont aussi révélé un certain paternalisme voire un racisme latent dans les représentations populaires du continent africain en Chine. Le blockbuster Wolf Warrior II (战狼二 [zhàn láng]), film de 2017 ayant fait le plus d'entrées au box-office chinois, avec un revenu total de près de 90 millions de dollars, dépeint le sauvetage de d'ouvriers d'une usine chinoise sur le

¹² Alice Ekman, *La Chine dans le monde*, CNRS Editions, Dans le Monde, 2018. p.11

¹³ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, pp.167-168

¹⁴ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, p.174

¹⁵ Les Conseillers du Commerce Extérieur de la France, « La relation sino africaine, sa place dans la stratégie mondiale de la Chine, ses conséquences sur la relation franco africaine », p.26

¹⁶ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, p.175

territoire africain prise d'assaut par des forces rebelles locales, des mercenaires occidentaux et des criminels chinois. Un sketch de l'émission du nouvel an lunaire 2018 mettait quant à lui en scène une actrice chinoise grimaçant en africaine, affublée d'un faux-postérieur protubérant, évoluant dans une savane idéalisée peuplée d'animaux exotiques et de figurants chantant les louanges de la Chine et des échanges bilatéraux. Le « blackface » a provoqué l'ire d'une partie de la webosphère, sans néanmoins faire l'objet d'un retrait. La transition d'un modèle fondée exclusivement sur le dialogue entre les élites au détriment des relations interpersonnelles est une question soulevée dans les derniers livres blancs de la stratégie chinoise en Afrique et les allocutions au FOCAC de 2015¹⁷.

3 Vers de nouveaux réseaux d'influence chinois en Afrique ?

Au plan politique, Pékin semble vouloir coordonner les instrument multilatéraux du FOCAC et Forum de Macao avec l'initiative des « nouvelles routes de la soie » (NRS) pour se placer au cœur d'un réseau d'influence « non aligné ». Aux sommet de Johannesburg et de Pékin, Xi Jinping annonce renforcer la coopération avec les organisations régionales africaines. Récemment, c'est au sommet des BRICS qu'on cherche à intégrer plus activement les pays africain, dont l'Angola.

3.1 Fora et institutions en présence

Le FOCAC

Les relations économiques sino-africaines sont institutionnalisées au sein de différents forums, en particulier le Forum de Coopération Sino Africaine (FOCAC). Il réunit 52 pays depuis sa création en 2009, et traite de sujets aussi variés que l'intégration politique, la construction d'infrastructures, l'énergie traditionnelle et renouvelable, développement durable, paix et sécurité. La troisième édition des 4 et 5 décembre 2015 s'est tenue à Johannesburg, dans un contexte de ralentissement de la croissance chinoise et de baisse du prix des matières premières, une situation qualifiée de « nouveau normal ». Ont été mis en exergue de nouveaux secteurs de coopération par contraste avec les échanges de matières premières: énergie, transport, développement et ventes à l'infrastructure, ainsi que des questions sociales et de gouvernance. Xi Jinping y a promis une enveloppe d'aide de 60 Mds USD, et indique vouloir renforcer le partenariat avec les associations régionales africaines.

Lors de la dernière édition des 3 et 4 Septembre 2018 à Pékin, Xi Jinping a insisté notamment sur le développement industriel, infrastructurel et agricole local, les offres de formations et la transition écologique tout en rappelant l'attachement de la Chine au non-interventionnisme¹⁸. La structure de l'enveloppe prévue est modifiée : elle inclut 10 mds d'investissement privés, une plus forte proportion de dons et d'aides (15 mds USD) aux dépends des lignes de crédit à taux commercial (20 mds USD), ainsi qu'une aide spéciale à l'export de produits africains vers la Chine, en particulier de produits non minéraux à

¹⁷ Jean-Pierre Cabestan, La politique internationale de la Chine p.477 et suiv

¹⁸ « Full text of Chinese President Xi Jinping's speech at opening ceremony of 2018 FOCAC Beijing Summit », *Xinhuanet* consulté le 3 septembre 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-09/03/c_129946189.htm.

hauteur de 5mds USD¹⁹. L'articulation du forum avec l'initiative des nouvelles routes de la soie est mis en avant.

Le Fond de Développement Sino africain naît en 2007 sous contrôle de la China Development Bank (CDB), avec un capital initial de 1 milliard de dollars. Il est ouvert aux sociétés chinoises et partenaires étrangers qui envisagent d'investir sur le continent. Couplées à un forum « investir en Afrique », les institutions créées par le FOCAC remplissent un rôle de financeur et conseiller auprès des entreprises chinoises désireuses de d'investir dans de nouveaux domaines: énergie, agriculture, TIC, éducation, finance.

Le Forum de Macao

Le forum de Macao ou Forum pour la Coopération entre la Chine et les Pays de Langue Portugaise (CECCPLP) a été créé en 2003. Il encourage la coopération intergouvernementale, l'investissement et le commerce. La dernière édition des 21 et 22 juin 2018 se place dans un contexte de croissance exponentielle des échanges commerciaux entre la Chine et les pays de langue portugaise, qui auraient été multipliés par 11 depuis la création du forum en 2003, passant de 6 à 117 Mds USD²⁰.

Les nouvelles routes de la Soie

L'initiative Route et Ceinture (*One Belt One Road* OBOR) est une stratégie développement intercontinental du gouvernement chinois. Dévoilée au public en 2013, elle est aujourd'hui au cœur du discours politique contemporain et considérée par Xi Jinping comme une priorité de ses mandats. Elle concerne la mise en place de deux « routes » : l'une terrestre, la Ceinture Économique de la Route de la Soie (*Silk Road Economy Belt* SREB) ; l'autre maritime, la Route Maritime de la Soie (*Maritime Silk Road* MSR). Outre l'amélioration des infrastructures de transport à des fins d'échange économique, l'initiative Route et Ceinture vise aussi et avant tout à renforcer la position de la Chine sur le plan mondial, au travers d'un réseau d'influences et de coopération internationale renforcé.

Alors que l'Afrique ne semblait pas au cœur du projet des Nouvelles Routes de la Soie (NSR ou *One Belt One Road* OBOR), cet item a été évoqué à plusieurs reprises récemment : à l'occasion de la tournée du ministre des affaires étrangères Wang Yi en janvier, lors de la dernière édition du forum de Macao en juin 2018 et lors du FOCAC en septembre 2018. Il est à noter que la China Development Bank, véhicule privilégié du développement chinois en Afrique, est annoncé comme « central » aux projets de la route²¹. Pékin semble vouloir coordonner les nouvelles routes de la soie avec les autres mécanismes de coopération multilatéraux chinois (FOCAC et Forum de Macao), une thématique sera reprise au FOCAC

¹⁹ Deborah Brautigam, « China's FOCAC Financial Package for Africa 2018: Four Facts », 3 septembre 2018, <http://www.chinaafricarealstory.com/2018/09/chinas-focac-financial-package-for.html>.

²⁰ « Trocas comerciais com a China aumentaram mais de 43% », Ana Gomez, *O Pais*, 15 février 2018, <https://opais.co.ao/index.php/2018/02/15/trocas-comerciais-com-a-china-aumentaram-mais-de-43/>.

²¹ « Banco de Desenvolvimento da China e China EximBank devem contemplar sustentabilidade em projectos da nova Rota da Seda », *Macauhub*, 21 mai 2018, <https://macauhub.com.mo/pt/feature/pt-banco-de-desenvolvimento-da-china-e-china-eximbank-devem-contemplar-sustentabilidade-em-projectos-da-nova-rota-da-seda/>.

de septembre 2018. L'articulation du forum avec l'initiative des nouvelles routes de la soie est mis en avant. En particulier, les instruments de financement des Nouvelles routes sont évoqués comme pouvant être mise à profit pour des projets en Afrique : Banque Asiatique d'Investissements en Infrastructure (BAII), Nouvelle Banque de Développement, Fond pour les nouvelles routes de la soie²².

3.2 Idéologie

La politique étrangère chinoise est souvent considérée comme exclusivement pragmatique. Néanmoins, l'empreinte idéologique conserve son importance, tout particulièrement sur le territoire national : l'attachement au marxisme léninisme et le principe de centralité du Parti ont connu un renforcement sans précédent sous le mandat Xi, en témoignant la réforme constitutionnelle de 2018²³.

Au plan international, la Chine est définitivement sortie de l'ère du « profil bas » préconisé par Deng Xiaoping à la sortie de la révolution culturelle. Porteuse d'une « solution » (中国方案 [zhongguo fang'an]), d'une « voie spéciale » (中国特色经济发展之路 [zhongguo tese fazhan zhilu]) alternatives au modèle de démocratie libérale, elle se positionne comme un acteur majeur d'une restructuration de la gouvernance mondiale²⁴. Considérant que le système politique et économique des démocraties libérales est inefficace à la gestion de crises, la Chine promeut ainsi une vision du monde « post-occidentale ». Cet axe de communication est particulièrement martelé depuis la crise économique et financière de 2008-2009. L'élection de Donald Trump et le Brexit sont considérés comme un momentum très favorable à la promotion de cette idéologie : ces événements génèrent un « vide » que vient remplir la Chine comme porte drapeau du multilatéralisme²⁵.

Ainsi, la composition actuelle des rapports sino-africains s'accompagne d'une rhétorique constituée de « combinaison de principes politiques en partie récupérés de l'héritage maoïste, reproposés dans l'immédiat après-guerre froide et adaptés aux nouveaux impératifs apportés par la croissance économique chinoise et d'un système très complexe et varié de techniques, instruments et acteurs agissant dans le domaine économique. »²⁶. La Chine cherche avant tout à se distancier d'une image néo-colonialiste, insistant sur la nature « gagnant gagnant » des échanges (互利共赢 [huli tongying]), Xi Jinping allant jusqu'à parler d'une « communauté de destins » (共同命运 [gongtong mingyun]).

²² « Au Forum Chine-Afrique, Pékin célèbre ses « nouvelles routes de la soie » », 3 septembre 2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/03/au-forum-chine-afrique-pekin-celebre-ses-nouvelles-routes-de-la-soie_5349532_3212.html.

²³ Alice Ekman, *La Chine dans le monde*, CNRS, Dans le Monde, 2018, p.20-21

²⁴ Le terme « solution » (方案 [fang'an]) est préféré à celui de « modèle » (模式 [moshi]) jugé trop autoritatif

²⁵ Alice Ekman, p.27-28

²⁶ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, p.162

4 Cadre chronologique des relations Chine-Afrique

4.1 Années 1950-1970

Les échanges politiques formels entre la Chine et l'Afrique débutent à la période contemporaine, soit à partir de la déclaration de la RPC de 1949. L'aide chinoise est alors motivée par le soutien aux mouvements de libération procommunistes et maoïstes. La Chine s'engage aussi dans les politiques intérieures de certains pays africains pour soutenir les luttes d'indépendance Algérie, Ghana, Tanzanie. L'aide devient plus technique par la suite²⁷. L'exemple incontournable est celui de la voie ferrée entre la Tanzanie et la Zambie, ayant occasionné le détachement de 70 000 travailleurs chinois sur impulsion de Mao Zedong.

En 1954, Zhou Enlai, premier ministre chinois et son homologue Indien, Jawaherlal Nehru, énoncent les principes de la Coexistence Pacifique. Ceux-ci préfigurent le mouvement des non-alignés que concrétise le sommet afro-asiatique de Bandung l'année suivante, occasion de la première rencontre entre Zhou Enlai et les leaders africains.

Les rapports diplomatiques sont alors inscrits dans une logique de solidarité tiers-mondiste, marqués par l'anti impérialisme et l'anti colonialisme²⁸. La Chine se place en leader des pays du tiers monde, en alignement avec son récit national : siècle des humiliations subi par l'occident puis distanciation vis-à-vis de l'Union Soviétique, vis-à-vis de laquelle elle est en rupture ouverte à partir des années 1960. Ainsi, au cours de la décennie 1970, les échanges de délégations se multiplient entre les Etats d'Afrique et la Chine²⁹.

Au-delà de l'importance idéologique, cette opération de séduction répond à un impératif diplomatique crucial pour la Chine continentale qu'est sa reconnaissance à l'ONU (elle dispute le siège avec Taiwan depuis le départ forcé du gouvernement militaire en 1949). Lors du vote pour l'admission de la République populaire de Chine par l'ONU en 1971, 26 des 76 voix pour la Chine continentale venaient de nations africaines.

4.2 Années 1980

« *Qu'importe qu'un chat soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape les souris.* ». Deng Xiaoping, au pouvoir en Chine à partir de 1978 instigue une décharge idéologique des politiques chinoises après la Révolution Culturelle (1966-1976) et met en place « l'économie socialiste de marché ».

La stratégie diplomatique chinoise s'axe sur un pragmatisme économique plus largement tourné vers les pays développés : États-Unis, Europe, Japon, Singapour. Les objectifs affichés de la Chine sont alors de sécuriser son capital, le savoir-faire et les technologies, d'où une orientation vers les pays du Nord, auprès desquels elle fait figure de partenaire viable.

²⁷ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*.

²⁸ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, p.161

²⁹ Kerry Brown, *China's World: What Does China Want?*, I.B. Tauris, 2017. p.175

On parle donc des années 1980 comme d'une « décennie perdue des relations sino-africaines »³⁰. L'importance stratégique des pays africains n'est « redécouverte » qu'à partir des années 1990 dans le vide diplomatique généré par la répression des manifestations de la place Tian'anmen du 4 juin 1989.

4.3 Années 1990

D'après Martina Bassan, le rapprochement diplomatique entre la Chine et Afrique dans les années 1990 se fait à la faveur de 3 facteurs : l'appel d'air diplomatique engendré par les mesures de rétorsion de la communauté internationale vis-à-vis de la Chine à la suite de Tian'an men, la continuation de la compétition Pékin-Tapei et le développement économique du pays³¹. Pékin s'insurge contre les premières, particulièrement l'embargo sur les ventes d'armes, en tant qu'elles constituent une interférence avec sa politique nationale. Elle poursuit activement la politique d'unification territoriale (*One China policy*) auprès du public africain, la décennie 1990 voyant ainsi le Liberia (1993), le Lesotho et le Burkina faso (1994), le Niger, le Sénégal (1996) le Chad (1997) et l'Afrique du Sud (1998) cesser de reconnaître Taiwan³². Enfin, la Chine voit en l'Afrique un moyen de sécuriser les approvisionnements de son économie en ressources naturelles ainsi qu'un marché de consommateur potentiel, sans concurrence occidentale qui considère la plupart des pays africains comme « États faillis »³³.

La relation sino-africaine prend alors un tour commercial : promotion de l'expansion internationale pour assurer l'approvisionnement en matières premières, alimenter l'essor des investissements mais aussi créer de nouveaux marchés, de l'internationalisation des entreprises chinoises par la politique de « sortie » ou *going out* (走出去 [Zǒu chūqù]), lancée par Jiang Zemin en 1996 et appuyée par Hu Jintao dans les années 2000.

En 1996 Jiang Zemin énonce lors d'une visite à six États africains la « proposition en 5 points » dans les relations sino-africaines (中非关系五点建议 [Zhōng fēi guānxì wǔ diǎn jiànyì]), pour nouer une relation de long terme entre la Chine et les nations africaines. Celle-ci reprend les principes d'égalité, de respect de la souveraineté et de non-ingérence chers à l'esprit de Bandung et insiste sur l'amitié « contre vents et marées » et le caractère « gagnant gagnant » qui caractérise la relation sino-africaine³⁴. Il s'agit en filigrane de valoriser l'aide chinoise, par opposition à l'aide occidentale (FMI et prêts bilatéraux)

³⁰ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, p.162

³¹ Martina Bassan, *L'énigme chinoise*, pp.163-165

³² Brown, *China's World*. p.176

³³ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*, Oxford University press, 2009, p.70

³⁴ 1) Amitié et confiance mutuelle, 2) Égalité de traitement, bénéfices mutuel et développement conjoint, 3) Respect de la souveraineté et non-ingérence, 4) Coopération renforcée, 5) Construction d'un monde meilleur (1) 真诚友好, 彼此成为可以信赖的全天候朋友; 2) 平等相待, 相互尊重主权, 互不干涉内政; 3) 互利互惠, 谋求共同发展; 4) 加强磋商, 在国际事务中密切合作; 5) 面向未来, 创造一个更加美好的世界) source: bureau de la commission des affaires étrangères de la RPC à Hong kong (共话人民共和国外交部 驻香港特别行政区特派员公署) <http://www.fmprc.gov.cn/ce/cohk/chn/topic/zgwj/wjlshk/t8969.htm>

présentée comme interventionniste du fait de ses conditionnalités politiques et économiques.

4.4 2000-2014

En dépit des fantasmes nourris par la résurgence de la présence chinoise sur le continent africain à partir des années 2000, celui-ci ne fait pas l'objet d'une stratégie particulièrement définie, et répondrait plutôt à un calcul d'opportunité dont les critères s'affinent avec le temps. A cette première phase d'expansion « tout azimuth » dans les années 2000 succède une phase plus prudente de sécurisation des investissements réalisés, plus particulièrement depuis la crise de 2008 et les printemps arabes de 2010.

L'intérêt chinois pour le continent se manifeste notamment par le lancement du Forum de Coopération Chine Afrique FOCAC et la réalisation du premier livre blanc sur la stratégie chinoise en Afrique en 2006. Un second est réalisé en 2013.

Les échanges Chine-Afrique sont essentiellement d'ordre commercial. Ils entrent dans le cadre de l'augmentation des besoins chinois en matière première pour le développement de l'économie intérieure, plus particulièrement les matières minérales dont pétrole, métaux et pierres précieuses. La politique internationale a connu un regain d'attention sous la présidence Xi, qui a effectué une réorganisation des institutions et du processus de décision de politique étrangère³⁵.

³⁵ Alice Ekman, *La Chine dans le monde*. pp.7-10

LES RELATIONS CHINE ANGOLA : MODÈLE INITIAL

1 La mise en place du modèle Chine-Angola en 2002-2004

1.1 Genèse des relations

L'implication chinoise en Angola remonte au début de la lutte pour l'indépendance (1961-1974) par le soutien aux trois mouvements de libération nationale dans le pays : le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA), l'*Uniao Nacional para a Independencia Total de Angola* (UNITA) et le *Frente Nacional para Libertação de Angola* (FNLA). En 1963, Holden Roberto (FNLA) reçoit le soutien formel du ministre des affaires étrangères chinois. En 1964, Jonas Savimbi (UNITA) est reçu à Pékin par Mao, et suit une formation militaire à l'Académie Militaire de Nankin. Il se réclame à son retour du maoïsme. Ayant choisi l'allégeance soviétique, le MPLA cesse de jouir du soutien politique et militaire chinois au début des années 1960, alors que les relations entre Moscou et Pékin se tendent. L'aide de la Chine se porte alors surtout vers le FNLA : en 1974, un contingent de 120 instructeurs militaires est ainsi envoyé à Kinzuzu au Zaïre, suivi d'un cargo de 450 tonnes d'armes³⁶.

L'implication dans le conflit angolais a eu des conséquences diplomatiques calamiteuses pour la Chine en Afrique. Elle a non seulement remis en cause le principe affiché de non intervention, mais le soutien à l'UNITA, allié du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, a généré nombre de critique des alliés de l'empire du milieu sur le continent et dans l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA). Globalement, la politique extérieure de la jeune République Populaire de Chine en Afrique se distingue par son caractère maladroit et par son incapacité à comprendre les interactions entre les alliances stratégiques régionales et les politiques dictées par la Guerre Froide³⁷.

La Chine refuse initialement de reconnaître l'indépendance angolaise au profit du MPLA. Les relations diplomatiques formelles ne s'établissent qu'en 1983 à la faveur d'un rapprochement entre le MPLA et le PCC entamé trois ans plus tôt. Bien que le premier accord commercial soit signé dès 1984 et qu'une Commission Mixte pour l'Économie et le Commerce soit créée l'année suivante, le contexte de guerre civile et le soutien historique chinois à l'UNITA, restent un facteur de tension politique dans les relations entre les deux pays dont les relations économiques ne se construisent que très progressivement : les activités de la Commission Mixte ne débutent que dans les années 2000. En 1991, l'Eximbank réalise un premier prêt de 50 millions RMB au bénéfice d'un projet gouvernemental de construction d'école. En 1993, le gouvernement saisit un cargo d'armes moyennes et lourdes de production chinoise à destination des troupes insurgées, Pékin nie toute implication³⁸. Un accord bilatéral de coopération pour des crédits préférentiels est signé en 1997, ce qui indique une intention d'étendre la coopération économique. Néanmoins, ainsi que l'indique un analyste de l'Eximbank en visite en Angola en 1998, année

³⁶ Daniel Ribant, *L'Angola de A à Z* L'Harmattan 2015 Chine pp. 44-48

³⁷ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

³⁸ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership », *CSIS - Center for Strategic & International Studies*, 6 mars 2008, p.17

de la première visite du président angolais Eduardo Dos Santos dans la capitale chinoise, le pays est alors considéré comme manquant de la stabilité politique nécessaire pour en faire un partenaire viable³⁹.

1.2 La mise en place du « modèle Angolais » en 2002-2004

La mort de Jonas Savimbi et l'effondrement de l'insurrection armée de l'UNITA met fin à la guerre civile en 2002 et procure l'opportunité d'interactions plus rapprochées entre l'Angola et la Chine. Les relations bilatérales atteignent un cap décisif lorsque, le 26 novembre 2003, le ministère chinois du Commerce extérieur et de la Coopération économique (MOFTEC), signe avec le ministère angolais des finances l'accord-cadre servant de base aux prêts chinois au gouvernement angolais. L'année suivante, le premier prêt important de la China Exim Bank à l'Angola, d'un montant de 2 Mds US, est annoncé lors d'une visite du vice-Premier ministre Zeng Peiyan en Angola. Les modalités particulières de ce prêt, garanti par les revenus pétroliers du pays d'une part, destiné exclusivement à la réalisation d'infrastructures dans le cadre du programme de reconstruction par des entreprises chinoises d'autre part, désignées comme les « modalités angolaises » par la suite, feront figure de modèle dans les relations entre la Chine et d'autres pays africains.

1.3 Contexte

A la sortie de la guerre civile en 2002, le gouvernement MPLA se trouve dans une situation financière particulièrement difficile. Fortement endetté vis-à-vis du FMI et des pays du Club de Paris auquel il doit quelques 2 Mds USD⁴⁰, le pays doit mener un programme de reconstruction à l'issue de 27 ans de guerre civile ayant abouti à la destruction de la plupart de ses infrastructures. Selon la banque angolaise BCI, le pays a alors besoin de 15 Mds USD de prêts directs, au début de la période de reconstruction d'après-guerre, dont 3 à 4 milliards seulement pouvaient être levés dans des banques angolaises ou d'autres établissements de crédit⁴¹.

Afin d'alléger le fardeau de la dette et de trouver les fonds pour le financement de son programme de reconstruction, l'Angola se tourne en juin 2001 vers le FMI pour une assistance supplémentaire au programme de surveillance économique déjà en place. Tout en se montrant ouvert à offrir des prêts, le FMI impose à l'Angola un certain nombre de conditions, en particulier des réformes économiques et budgétaires visant à réduire l'inflation en effectuant des coupes dans les dépenses publiques et en réduisant ses emprunts, dont les coûteux financements garantis en pétrole. L'allègement de la dette est en outre subordonné à l'adhésion à un programme d'ajustement structurel du FMI, engageant d'importantes réformes des institutions gouvernementales angolaises. Avant d'être éligible à un soutien financier par des remises de dettes ou de nouvelles lignes de crédit, le pays devait faire montre de bonnes performances sur 3 semestres. Le

³⁹ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*, chap 5

⁴⁰ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. p.273-277

⁴¹ Rapport préparé pour l'Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview », octobre 2009. p.80

commencement du programme de reconstruction dépendait ainsi d'un assainissement des finances publiques. Enfin, le FMI réitère ses demandes relatives à un plus haut niveau de transparence du secteur pétrolier. Le pays refuse ces conditions, et en 2002, le président Dos Santos se tourne vers la Chine⁴².

Le gouvernement angolais a déjà vu de tels programmes échouer par le passé lors de cycles de haute valeur des matières premières⁴³. Au milieu des années 1990, l'Angola avait ainsi envisagé de lancer avec le fond un programme de réforme de l'économie angolaise et des institutions dirigeantes. Le *Staff Monitored Program*⁴⁴ (SMP) demandait entre autres la clarification des activités de Sonangol, compagnie nationale pétrolière et véritable État dans l'État. Avec la remontée du cours du baril, l'Angola avait abandonné le SMP pour recourir plus agressivement à un système d'emprunts garantis en pétrole *via* la Sonangol. La compagnie pétrolière avait fini par endosser le rôle de débiteur de dernier recours, ayant acquis la réputation de respecter scrupuleusement les échéanciers de paiement. Pour autant, les taux d'intérêt de ces prêts étaient particulièrement élevés d'une part, les garanties en pétrole étaient bien inférieures aux prix du marché d'autre part, à tel point que la Sonangol gageait la quasi-totalité de sa future production de pétrole, pour le remboursement des prêts⁴⁵.

D'autres facteurs aggravent les relations avec les partenaires occidentaux traditionnels de l'Angola, en particulier les scandales Elf Aquitaine et Falcone⁴⁶. Dans le premier cas furent exposés le versement de pots-de-vin à des élites africaines, en échange d'un accès favorable aux marchés pétrolier, y compris des représentants du gouvernement angolais. Dans le second cas, de hauts responsables angolais furent accusés d'être impliqués dans l'acquisition d'armes françaises en dépit de l'embargo international, y compris des responsables du bureau du président, à savoir le général Helder Viera, alias « Kopelipa », principal responsable de la sécurité du président. Le « Falconegate » aboutit en 2004 à l'exclusion de Total de la prise de participation dans le bloc 3/80 au profit de la Sonangol Sinopec international SSI. L'échec des « conférences de donateurs » en Angola sont interprétées comme une baisse d'intérêt de l'Occident à l'issue de la guerre froide, mal perçue par les autorités locales. La Chine va saisir cette occasion et s'engouffrer dans la brèche.

1.4 Aperçu des prêts

Dès 2002, la Banque de Construction chinoise (ICBC) et la Banque d'Export-Import chinoise (Exim Bank China) mettent à disposition 145 millions USD pour financer directement des entreprises chinoises opérant en Angola.

⁴² Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*, chap 5

⁴³ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ».

⁴⁴ Un SMP est un accord négocié entre un gouvernement et le FMI pour la mise en œuvre de réformes économiques et politiques que le gouvernement s'engage à réaliser sous supervision du FMI dans un période donnée, découpée en différentes étapes. Ceux-ci permettent aux États signataires d'avoir accès à des financements à des taux intéressants par la banque mondiale, ou de négocier des accords de rééchelonnement voir d'abandon de dette.

⁴⁵ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. P.273-277

⁴⁶ Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview ». p.37

Le 2 mars 2004, l'Eximbank réalise la première promesse de prêt de 2 Mds USD pour financer la reconstruction de l'infrastructure détruite pendant la guerre. Ce financement est ensuite allongé de 500 millions USD de fonds supplémentaires le 19 juillet 2007. Le 28 septembre 2007, un nouvel accord de prêt se monte à 2 Mds USD EU. L'accord pour une troisième tranche de 3 Mds USD de la China Exim Bank est signé le 18 novembre 2010.

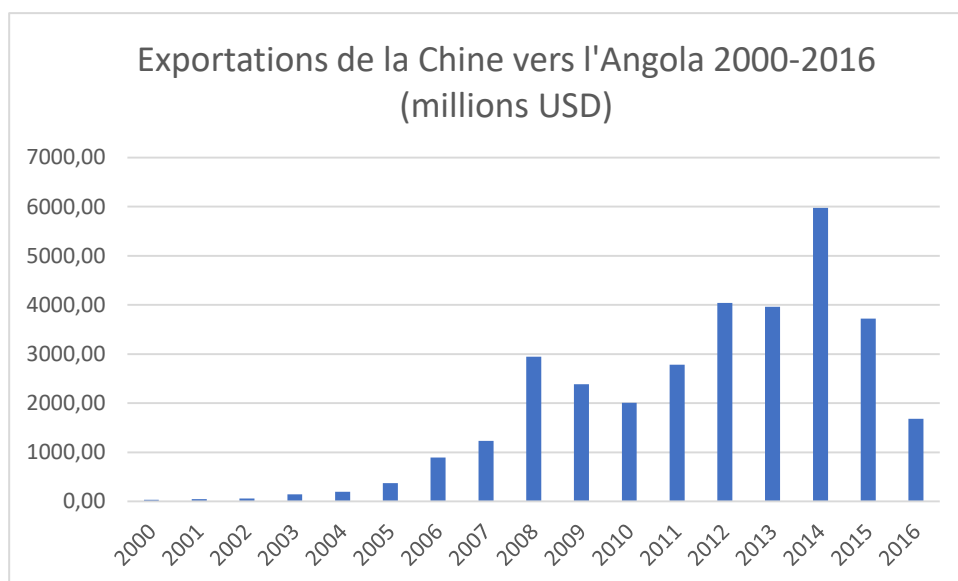
Sous l'effet de la chute du cours des matières premières fin 2014, les lignes de crédit auprès de différentes institutions chinoises se multiplient. La China Development Bank (CDB) réalise un prêt de 2,5 Mds USD. En 2015, à la suite de la révision du budget national dans un contexte de chute du cours du pétrole, un rééchelonnement des prêts est négocié avec la China Exim Bank. La même année, l'Angola signe trois accords de prêt : auprès de l'ICBC (837 millions USD), de l'Eximbank (509 millions) et de la CDB (15 Mds USD, dont 10 Mds USD au capital de Sonangol). L'ICBC réalise l'année suivante 3 prêts pour la construction du port de Caio (932 millions USD), de la centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça (4,5 Mds USD) et de la nouvelle ville de Kilamba Kiaxi (550 millions USD)

En août 2018, d'autres négociations sont en cours : auprès de l'ICBC pour un montant de 1,3 Mds USD et l'Eximbank pour un montant de 1,5 Mds USD.

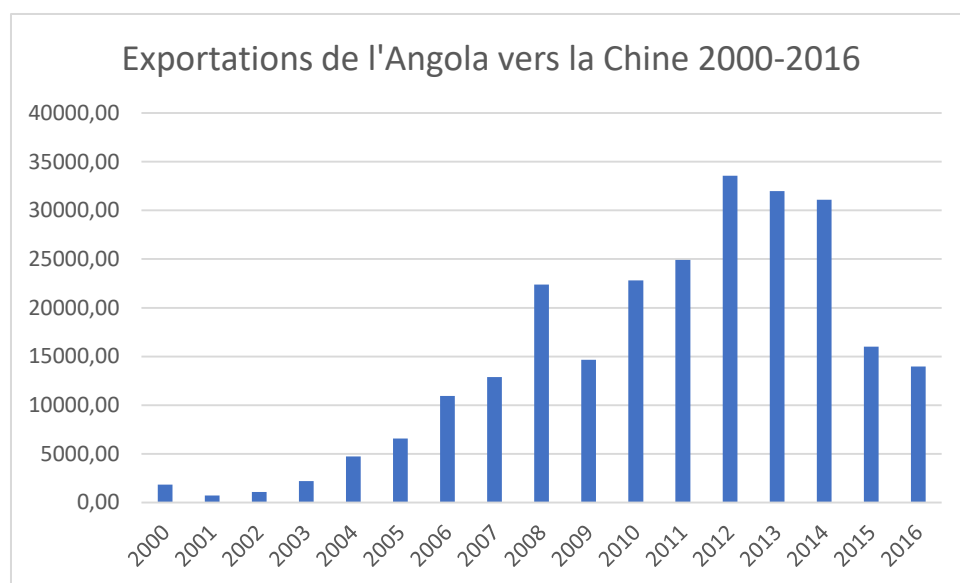
D'autres véhicules sont utilisés pour les prêts gouvernementaux. Mis en place en 2005, le China International Fund (CIF), fond privé basé à Hong Kong, émet un crédit d'un montant allégué de 2,9 Mds USD au profit du gouvernement angolais. L'estimation des montants va néanmoins jusqu'à 9,8 Mds USD. La gestion du prêt est directement assumée par le *Gabinete de Reconstrução Nacional* (GRN), à la tête duquel figure le général Helder Vieira Dias alias Kopelipa. L'implication des élites dirigeantes, l'opacité totale vis-à-vis de la gestion de ces prêts et l'interruption des projets de construction dès 2007 soulève des accusations importantes de malversation. La China Sonangol, société parente du CIF, a vu transiter l'essentiel des exportations en pétrole vers les cocontractants chinois, pour lesquels elle a joué le rôle de véritable courtier.

1.5 L'accélération des échanges à partir de 2004

Évolution du volume des exportations



Source : réalisation de l'auteur à partir des données du SAIS-CARI, John Hopkins University



Des échanges commerciaux restreints à certains secteurs

Dès lors, la coopération économique entre les deux pays se caractérise par une accélération des échanges commerciaux, dominés par une explosion des exportations de pétrole vers la Chine qui dépassent le simple cadre des prêts pour devenir une destination politiquement privilégiée⁴⁷. Les exports de pétrole de l'Angola vers la Chine atteignent 3,9 Mds USD dès 2004, en faisant le 3^e plus grand fournisseur de la Chine derrière l'Arabie saoudite et l'Iran, et devient temporairement son premier en 2006 pour revenir à la deuxième place. L'Angola fournit 40% de la demande chinoise en pétrole en 2013⁴⁸. En 2017, 61% de la production pétrolière angolaise était destinée à la Chine, pour un total de 15,3 Mds USD⁴⁹.

Les exportations angolaises sont composées à plus de 99% de pétrole brut en 2017. L'Angola a été le plus gros fournisseur de pétrole de l'empire du milieu en 2016 avec plus d'un million de barils exportés par jour⁵⁰. Les autres secteurs sont le bois et les produits de la pêche. La Chine est un des principaux fournisseurs de l'Angola pour un montant 2,26 Mds USD en 2017, principalement constitués de produits automobiles et les pièces de rechange, meubles, produits mécaniques et sidérurgiques⁵¹.

Entre 2006 et 2010, l'Angola devient le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, totalisant 25,3 Mds USD d'échanges en 2008 dont 22,4 Mds USD de vente angolaises. Les échanges ont néanmoins affiché un recul important en 2015-2016, le volume des échanges bilatéraux entre la Chine et l'Angola s'est ainsi élevé à 7,31 Mds USD en 2015, soit une baisse de 46% par rapport à 2014⁵². L'Angola est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial de la Chine en Afrique. En 2017, le volume commercial des échanges Chine-Angola se montait à 22,6 Mds USD⁵³.

Les entreprises chinoises prennent une place importante dans les secteurs de la construction, routier, ferroviaire, des télécommunications et énergétique, avec des contrats importants. En 2012, l'Angola était le pays ayant conclu le plus grand nombre de contrats de construction et de services de main-d'œuvre avec la Chine, représentant un portefeuille de

⁴⁷ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

⁴⁸ Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine* p.477 et suiv

⁴⁹ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola »

⁵⁰ Cristina Ferreira, « Chineses da Fosun já são o maior accionista do BCP », *Publico*, 20 novembre 2016, <https://www.publico.pt/2016/11/20/economia/noticia/chineses-da-fosun-ja-sao-o-maior-accionista-do-bcp-1751870>.

⁵¹ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan], « 中国与安哥拉的 农业合作 [zhongguo angela de nongye hezuo] La coopération Sino-Angolaise dans l'agriculture », décembre 2012, *世界农业-World Agriculture*.

⁵² Shang Jinge, « 2015 ~2016 年安哥拉经济 发展现状与中安经济合作 Développement économique de l'Angola de 2015 à 2016 et coopération économique entre la Chine et l'Angola », *葡语国家蓝皮书 - Rapport sur le développement des pays lusophones*, 1 avril 2017, 社会科学文献出版社-Presses Académiques des Sciences Sociales de Chine.

⁵³ « 中国同安哥拉的关系 Relations entre la Chine et l'Angola », Site officiel du ministère des affaires étrangères de la RPC, septembre 2018, https://www.fmprc.gov.cn/web/gjhdq_676201/gj_676203/fz_677316/1206_677390/sbgx_677394/.

7,6 Mds USD⁵⁴. L'Angola est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial de la Chine sur le continent africain, le cinquième destinataire d'IDE en 2015 (1,25 Md USD de stocks, soit 6% du total de 9,7 Mds selon la *World Heritage Foundation*)⁵⁵. Les investissements directs chinois ont véritablement explosé en Angola, avec une croissance moyenne de 89% par an pour passer de 2M en 2004 à 1,214 mds en 2014⁵⁶. On remarque toutefois que les prises de participation dans le secteur pétrolier et minier sont modestes.

Pour autant, l'Angola est classé dans le rapport McKinsey comme un « partenaire déséquilibré » de la Chine. Il souligne ainsi qu'un véritable investissement dirigé par des forces de marché n'existe pas, ce qui remet en question le caractère durable de la relation Chine Angola⁵⁷.

Les évaluations quant à la présence chinoise sur le territoire varient grandement, la presse évalue ainsi le pic à 300 000 personnes en 2014, Jean-Pierre Cabestan allant jusqu'à 400 000 (sur 23 millions d'habitants et 250 000 Portugais)⁵⁸, l'Ambassade de Chine en Angola parle plutôt de 250 000 personnes à cette époque, pour 50 à 70 000 aujourd'hui⁵⁹.

A partir du milieu de la décennie 2010, un « changement de modèle » dans la relation est annoncé de part et d'autres, autour de deux lignes que sont la diversification et l'encouragement de l'investissement privé. Ce changement fait écho au discours officiel chinois en Afrique à l'issue du FOCAC de Johannesburg en 2015.

Liste des 10 principaux produits d'exportation angolaise vers la Chine en 2017

Source : réalisation de l'auteur à partir des documents fournis par le ministère du commerce angolais

CATEGORIE DE PRODUIT	CIF (USD)	POURCENTAGE DU TOTAL
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; questions	15 427 019 940	99,64233569
Perles naturelles ou de culture, pierres précieuses ou semi-précieuses et similaires.	27 405 255	0,177009146
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	16 899 710	0,109154366

⁵⁴ Hamilton Viage, « Negócios da China », *Forbes Angola*, juillet 2017.

⁵⁵ Jean-Pierre Cabestan, La politique internationale de la Chine p.477 et suiv

⁵⁶ McKinsey & Company, « Dance of the lions and dragon - How are Africa and China engaging and how will the partnership evolve? » p.22

⁵⁷ McKinsey & Company. p.53

⁵⁸ Jean-Pierre Cabestan, La politique internationale de la Chine p.477 et suiv

⁵⁹ Entretien avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola, 9 août 2018

Sel; soufre; terres et des pierres; platre, chaux et ciment	4 182 410	0,027013973
Poissons et crustaces, mollusques et autres invertébrés aquatiques	3 851 262	0,024875105
Reacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et instruments mécaniques.	1 155 454	0,007463019
Fonte, fer et acier	705 445	0,004556433
Animaux vivants	515 290	0,003328232
Préparations de viande, de poisson ou de crustacés, mollusques ou autres.	285 277	0,00184259
Boissons, spiritueux et vinaigre	98 381	0,000635438
Autres produits	119 217	0,000770017

Liste des 10 principaux produits d'exportation chinoise vers l'Angola en 2017

Source : réalisation de l'auteur à partir des documents fournis par le ministère du commerce angolais

CATÉGORIE DE PRODUIT	CIF (USD)	POURCENTAGE DU TOTAL
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et instruments mécaniques.	271 739 225	13,83
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement.	230 088 472	11,71
Marchandises importées à des fins spécifiques	200 296 736	10,20
Véhicules autres que matériel roulant de chemin de fer ou de tramway et leurs pièces et accessoires	190 774 242	9,71
Fonte, fer et acier	112 194 747	5,71
Caoutchouc et ouvrages en ces matières	78 891 480	4,02
Articles en fer ou en acier	75 525 594	3,85

Autres articles textiles confectionnés; des assortiments; articles textiles en nature.	72 054 836	3,67
Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	60 912 435	3,10
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	58 553 771	2,98
Autres produits	613 190 434,00	31,22

Chine Angola – Temps forts 2015-2018

- La commission mixte Chine-Angola est réorganisée en juin 2015 et devient « Commission pour l'accélération de la coopération économique et commerciale » (Comissão Orientadora para Cooperação Económica e Comercial). Créée à l'occasion de la dernière visite d'Eduardo Dos Santos à Pékin pour la signature de nouveaux accords de prêts, il est possible que l'organe assujettisse les nouveaux prêts chinois, notamment commerciaux, à une surveillance accrue de l'exécutif chinois.

- En 2015, un accord est signé entre les deux pays pour la convertibilité entre le Renminbi et le Kwanza. L'accord en question n'a néanmoins jamais été mis en application. Sa réalisation à court terme semble compromise par les fluctuations importantes du cours du Kwanza⁶⁰.

- Les 6-7 novembre 2016, le forum d'affaire Angola-Chine aurait mobilisé 1500 hommes d'affaires, 600 entreprises angolaises 400 entreprises chinoises. Le comité d'organisation à l'initiative de cette manifestation comprend des membres des équipes gouvernementales des deux pays : Ministre-Chef de la Maison Civile (au sein de la Présidence de la République Angolaise), Ministres des Finances, Intérieur, Plan et développement territorial) Gouverneur de la Banque Nationale d'Angola et Ministre du Commerce chinois. Il s'agissait d'« encourager le développement des partenariats d'affaires et d'investissement entre les hommes d'affaire des deux pays » : dans le secteur des infrastructures mais aussi l'agroalimentaire, et l'industrie (notamment ciment et aluminium). L'entreprise est un succès : il aurait abouti à la signature de 48 accords d'intention d'investissement pour une valeur totale de 1,2 Mds USD⁶¹.

- La même année est créée la Chambre de Commerce Chine Angola (*Camara de comercio China Angola*) ayant pour but de développer les échanges entre les deux pays. La CAC emploie 45 personnes permanentes, elle représenterait plus de 1000 membres angolais et

⁶⁰ Entretien avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola, 9 août 2018

⁶¹ « Angola: Banking Efficiency Crucial to National Business Performance - Economy », *Angola Press ANGOP* 8 novembre 2016, http://www.angop.ao/angola/en_us/noticias/economia/2016/10/45/Angola-Banking-efficiency-crucial-national-business-performance,44dac12b-fbc9-44de-8473-69b4f822b85a.html

637 entreprises chinoises, pour un total de 30 à 40 000 travailleurs détachés. Ses secteurs stratégiques sont entre autres : l'agro-industrie et la pêche, les habitations et infrastructures, les transports et la logistique, le secteur bancaire, des assurances, des marchés et des capitaux. D'après une interview réalisée auprès de ses employés⁶², la CAC a été mise en place à la demande des entrepreneurs chinois afin de gagner en transparence, en coordination et en visibilité. En relation avec les pouvoirs publics, la CAC a été invitée à faire des propositions afin de faciliter les échanges avec l'Angola, notamment en vue de la nouvelle loi sur l'investissement privé, et à organiser des rencontres et déplacements d'entrepreneurs privés angolais en Chine notamment à la foire internationale de Guangzhou.

- En 2017, Bank of China ouvre sa première succursale à Luanda afin de promouvoir les investissements et les prêts chinois en Angola. Chen Siqing, président de la Banque de Chine, a déclaré que la branche se concentrera sur les consultations d'information pour les entreprises, la promotion des entreprises, le soutien à la clientèle et la prévention des risques. La banque desservira également les entreprises chinoises investissant en Angola et les entreprises angolaises pénétrant les marchés chinois⁶³

- En 2018, le ministre des affaires étrangères Wang Yi effectue une tournée en Afrique. Son passage en Angola marquait les 35 ans de la mise en place des relations diplomatiques. Wang Yi se montre rassurant sur la question de la dette, qu'il qualifie de problème « temporaire », et affiche la volonté de faire passer les relations Chine-Angola « à l'étape supérieure », notamment par une diversification sectorielle⁶⁴. Ce dernier élément est repris par Joao Lourenço, qui affirme que les mesures prises pour améliorer l'environnement des affaires et de l'investissement s'accroissent⁶⁵. Un accord a été pris pour la facilitation de visa pour hommes d'affaires, les entrepreneurs, les universitaires, les chercheurs et les agents culturels chinois⁶⁶.

- La même année, le lancement du moyen de paiement *UnionPay* est annoncé à l'occasion de la foire internationale de Luanda (FILDA)⁶⁷.

⁶² Entretien réalisé auprès d'employés de la CAC, 28 juin 2018

⁶³ « Bank of China open branch in Angola », *Xinhuanet*, 6 juin 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-06/06/c_136342331.htm.

⁶⁴ « China garante continuar apoio à modernização de Angola », *Deutsche Welle*, 14 janvier 2018, <https://www.dw.com/pt-002/china-garante-continuar-apoio-%C3%A0-moderniza%C3%A7%C3%A3o-de-angola/a-42144429>.

⁶⁵ « China hopes to promote ties with Angola to new stage », *Xinhuanet English*, 14 janvier 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-01/14/c_136894605.htm.

⁶⁶ « Facilitação de vistos entre Angola e China dentro de 30 dias », *O País*, 15 janvier 2018, <https://opais.co.ao/index.php/2018/01/15/facilitacao-de-vistos-entre-angola-e-china-dentro-de-30-dias/>.

⁶⁷ « Cartão chinês Union Pay lançado oficialmente em Angola », *Macauhub*, 11 juillet 2018, <https://macauhub.com.mo/pt/2018/07/11/pt-cartao-chines-union-pay-lancado-oficialmente-em-angola/>.

Autres échanges

Au plan diplomatique des visites officielles sont fréquentes d'un côté comme de l'autre. Le partenariat se renforce à travers la signature de divers accords politiques, diplomatiques, économiques, culturels et sociaux. En particulier, les deux pays signent en 2010 un accord de partenariat stratégique à l'occasion de la visite de Xi Jinping dans le pays, un privilège dont peu de nations africaines bénéficient⁶⁸. Celui-ci étend la coopération entre autres au domaine de l'agriculture, l'industrie l'énergie et les ressources minérales, mais aussi à la culture et à l'éducation. La déclaration conjointe insiste aussi sur l'articulation avec les autres mécanismes de coopération chinois que sont le FOCAC et le forum de Macao⁶⁹.

La Chine possède une Ambassade à Luanda, qui sera bientôt agrandie et installée dans de nouveaux locaux. De même, l'Angola maintient une Ambassade à Pékin depuis 1993, ainsi que deux consulats à Hong Kong et Macao motivés par l'importance des échanges économiques dans cette zone. Un autre consulat a été ouvert à Guangzhou en 2017.

Des coopérations existent dans le domaine militaire (signature d'un accord en 2012, réalisation d'exercices conjoints), sanitaire (envoi d'un total de quatre équipes de médecins bénévoles depuis 2009), universitaire et formation technique (financement de 276 bourses à des étudiants angolais pour étudier en Chine en 2016, formation de 2500 angolais dans divers domaines tels que santé, agriculture, pêche, éducation, management d'entreprise⁷⁰) et culturel (ouverture d'un Institut Confucius en 2016, mise en place d'un cycle du cinéma chinois à Luanda en 2018).

1.6 Un mariage de raison

L'Angola s'est montré pugnace dans la négociation des modalités. Ainsi que le souligne Lucie Corkin, si le gouvernement angolais n'a pas nécessairement poursuivi les intérêts nationaux en souscrivant aux lignes de crédit chinoises, il n'en reste pas moins que celles-ci ont servi les intérêts des élites dirigeantes angolaises, qui l'ont utilisé comme levier pour maintenir et raffermir leur prise sur l'économie et la gouvernance nationale en échappant notamment aux exigences occidentales en matière de prêt⁷¹.

En ce qui concerne les intérêts chinois, l'accès aux ressources pétrolières constituait certes l'impulsion dominante à la mise en place du troc pétrole contre infrastructure, et permettait en plus à la Chine de faire « sortir » du pays ses constructeurs dans le cadre de sa récente stratégie d'internationalisation. La politique d'aide chinoise met en avant les notions de

⁶⁸ Energy ties and the China Angola Strategic Partnership – Chen Mo, Newsletter IIAS International Institute for Asian Studies n°29 Winter 2012

⁶⁹ « 中华人民共和国和安哥拉共和国关于建立战略伙伴关系的联合声明（全文） — 中华人民共和国外交部 », consulté le 28 août 2018,

http://www.fmprc.gov.cn/web/gjhdq_676201/gj_676203/fz_677316/1206_677390/1207_677402/t770825.shtml.

⁷⁰ « Empréstimos da China a Angola superam 60 mil milhões de dólares em 35 anos », *Macauhub*, 11 janvier 2018, <https://macauhub.com.mo/pt/2018/01/11/pt-emprestimos-da-china-a-angola-superam-60-mil-milhoes-de-dolares-em-35-anos/>.

⁷¹ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

« prêt sans attaches politiques » et de « partenariat gagnant-gagnant ». Se plaçant en contraste avec le FMI et les bailleurs occidentaux, qu'elle accuse d'ingérence voire de néocolonialisme, la Chine se présente comme un partenaire « sur pied d'égalité », favorisant la coopération Sud-Sud et un nouvel ordre mondial au sein de instances internationales. Prenant parti de la baisse d'importance géostratégique de l'Angola pour les acteurs étrangers après la guerre froide, la Chine y promeut son propre modèle de développement, et nourrit sa rivalité avec les États-Unis

D'autre part, l'influence chinoise n'est pas sans limite. On note la faible implication chinoise dans le secteur de l'extraction pétrolière en Angola. Celle-ci s'explique par la faible capacité technique des entreprises chinoises à opérer en eaux très profondes d'une part, mais aussi par une décision politique angolaise révélatrice des rapports de force entre les deux pays, la Chine ayant été exclue du secteur à la suite de l'échec des négociations pour la raffinerie de Lobito.

Les avantages pour l'Angola

Côté angolais, le gouvernement dos Santos a pu obtenir les fonds nécessaires à l'exécution de son plan de reconstruction sans s'embarrasser d'un programme de réformes politiques et économiques, puisqu'il s'agit d'un prêt « sans attaches ». Les responsables angolais affirment qu'ils se sont tournés vers la Chine parce que Pékin était disposé à offrir une assistance sans condition politique, en particulier sur la question de la transparence, tout en dynamisant des secteurs importants de l'économie angolaise.

Il s'agirait en outre de prêts concessionnels avec un taux inférieur à celui des prêts commerciaux occidentaux, notamment ceux destinés à la Sonangol. Les modalités sont aussi particulièrement avantageuses : terme dépassant les 15 ans, « période de grâce » de cinq ans durant lesquelles seul les intérêts sont à rembourser. Aguinaldo Jaime, président de la BNA, confie aussi à l'époque que les banques chinoises avaient l'avantage de déboursier immédiatement les sommes, et considéraient les prêts comme un processus continu se poursuivant jusqu'à la fin des besoins de l'emprunteur, ce qui contrastait avec l'attitude des banques commerciales vis-à-vis des prêts contractés par la Sonangol⁷².

En ce qui concerne le caractère lié du prêt, c'est-à-dire la destination des fonds à des contrats de construction assurés par des entreprises chinoises à hauteur de 70%, il ne s'agissait pas d'un problème sur le court terme. L'Angola était alors dans le besoin pressant de reconstruire ses infrastructures, or les contrats chinois se caractérisent par leur rapidité d'exécution tant dans l'amont administratif que dans leur réalisation, ainsi que leur faible coût⁷³. De ce fait, les entreprises chinoises sont amenées à déployer leur propre main-d'œuvre dans le pays, celui-ci ne pouvant mobiliser rapidement une main d'œuvre locale qualifiée à même d'assumer ces travaux de reconstruction. En outre, le gouvernement angolais était parvenu à imposer un quota de 30% de réalisation de projet à des entreprises

⁷² Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview », octobre 2009, p.80

⁷³ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ». p.19

angolaises, ce qui correspond au maximum concédé par l'Exim Bank dans ce type de contrats⁷⁴.

La Chine apportait à l'Angola une source d'investissements directs bienvenus dans une économie en sortie de guerre fondée sur une matière première. Elle avait théoriquement le mérite de permettre des transferts de technologie intéressants, le gap étant moins grand à franchir qu'avec les technologies occidentales⁷⁵.

L'Angola s'est aussi servi de sa relation avec la Chine pour influencer ses rapports avec les autres puissances auprès desquelles elle génère un regain d'intérêt et avec lesquelles les relations se normalisent dans les années 2000. La nécessité de diversifier davantage les sources de financement tout en prenant en compte la dépendance à la technologie occidentale a incité le gouvernement à normaliser ses relations avec le Club de Paris, auprès duquel elle parvient à effectuer des remboursements : elle verse ainsi la majeure partie du principal estimé à environ 2,5 Mds USD et résout en novembre 2007, la question des arriérés d'intérêts d'environ 1,8 milliard de dollars, le gouvernement s'engageant à rembourser l'encours en trois tranches jusqu'en 2010. L'accord avec le Club de Paris ouvre la voie à la normalisation des relations avec le reste du monde. Les lignes de crédit se sont ainsi multipliées auprès d'autres pays : partenaires traditionnels comme le Portugal et le Brésil, qui annoncent en 2007, qu'ils doubleraient presque leurs lignes de crédit en Angola à l'instar de la Banque Mondiale. D'autres donateurs comme la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne s'intéressent au pays⁷⁶.

Le bénéfice chinois

La Chine a quant à elle commencé à importer du pétrole pour satisfaire ses besoins nationaux dès les années 1990, et devient en 2004 le deuxième plus gros consommateur et troisième plus gros importateur après les États-Unis et le Japon. L'Angola possède des réserves significatives, c'est le 4^e plus gros producteur d'Afrique, le deuxième en Afrique subsaharienne. Pour la Chine, l'Angola est un marché prometteur, avec un gros besoin d'infrastructures et très accessible vu le peu de compétition locale⁷⁷.

En parallèle de la volonté d'assurer sa sécurité énergétique, la Chine lance en 1999 sa stratégie de *going-out* (走出去[zou chuqu]) d'internationalisation de ses entreprises, notamment dans le secteur de la construction. Lancée par Jiang Zemin, cette politique a pour but de générer depuis l'étranger des revenus pour les grands constructeurs chinois, eux-mêmes sortis de terre durant les deux décennies précédentes d'urbanisation éclair du pays, mais aussi de permettre aux entrepreneurs chinois de sortir d'un marché peu à peu saturé pour aller vers des économies en développement. Dès 2002, le ministre des Affaires

⁷⁴ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

⁷⁵ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership », p.19

⁷⁶ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*.

⁷⁷ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership », p.19

Étrangères chinois publie un communiqué de presse offrant d'aider à la reconstruction de l'Angola⁷⁸.

Les enjeux diplomatiques et politiques sont aussi importants. Dans le cas de l'Angola, la Chine n'hésite pas à se présenter comme un « partenaire qui ne donne pas de leçon » en soulignant son attachement au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures⁷⁹. Sa position contraste ainsi avec celle du FMI et des bailleurs occidentaux, qui pratiqueraient une politique interventionnisme quasiment néocoloniale. L'aide économique apportée par la Chine, fondée sur les échanges économiques « gagnant-gagnant » entre pays en développement, vient au contraire « sans attaches politiques », ce qui permet de contrer les critiques vis-à-vis de son caractère « lié ».

La non-ingérence, en particulier à l'égard des pays africains, demeure un principe central de la politique étrangère chinoise, qui permet de réfuter les accusations occidentales de néo-colonialisme chinois en Afrique⁸⁰. Ce principe s'appuie sur le passé de la Chine en tant que pays colonisé au XIXe siècle. Ce passé est caractérisé par la mise en place de concessions étrangères dans les villes chinoises à l'issue des défaites militaires des guerres de l'Opium et désigné dans le récit national comme « siècle des humiliations »⁸¹.

1.7 Caractéristiques du modèle angolais

Entre 2004 et 2007, l'Eximbank concède des financements à l'Angola pour une valeur de 7,5 Mds USD. Il s'agit de prêts garantis en pétrole (*oil-backed loans*), qui impliquent la fourniture d'un montant journalier de barils de pétrole à des importateurs chinois désignés, la valeur de la vente étant déposée sur un compte séquestre (*escrow account*)⁸² au sein de la banque publique chinoise. Ces financements sont réservés à des projets dans les domaines des infrastructures, des télécommunication ou de l'agrobusiness, s'inscrivant dans le cadre du Programme de Reconstruction Nationale. Les projets sont déterminés par un organisme mixte, le *Grupo de Trabalho Conjunto*, composé de représentants du Ministère des Finances angolais et du Ministère chinois des Affaires Étrangères. Une fois le projet déterminé, plusieurs entreprises chinoises sont mises en compétition pour chaque projet. Les prêts Eximbank impliquent l'attribution de projets d'infrastructure à des sociétés chinoises, ainsi que l'importation d'équipements et de matériaux exclusivement d'origine chinoise, nécessaires à leur réalisation. Le compte séquestre offre des garanties de fonctionnement avantageuses pour les entreprises et banques chinoises : les travaux sont payés directement au fur et à mesure de l'avancement, sans sorties d'argent transitant dans le système financier angolais.

⁷⁸ David Benazeraf et Ana Alves, « 'Oil for Housing': Chinese- Built New Towns in Angola », *South Africa Institute of International Affairs (SAIIA)*, n° Policy Briefing 88, avril 2014. p.2

⁷⁹ Kerry Brown, *China's World: What Does China Want?*, I.B. Tauris, 2017. p.178

⁸⁰ Jean-Maurice RIPERT, « Politiques africaines de la Chine et de la France – Rencontre avec des Ambassadeurs africains francophones à Pékin. »

⁸¹ Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine* p.477 et suiv

⁸² Un escrow account est un compte bloqué, détenu et géré par une tierce partie durant la durée de vie d'un contrat entre deux parties.

Le « modèle angolais » est inspiré des systèmes d'aide dont la Chine a elle-même bénéficié avec le Japon, et qu'elle applique pour la première fois au Soudan du Sud. Le terme « modèle angolais » induit donc en erreur quant à son caractère innovant⁸³.

Garantie en pétrole

Comme le souligne Deborah Bräutigam, c'est particulièrement la captation des fonds pour les travaux d'infrastructure qui en fait la spécificité, en plus de la durée du crédit très étendue, plutôt que la garantie en pétrole.

Le gouvernement angolais a en effet eu recours aux *oil backed loans* à de nombreuses reprises à partir des années 1980, notamment *via* Sonangol. Malgré la sécurité apportée par la garantie en pétrole le pays obtenait des financements à fort taux d'intérêt pour de brèves échéances. Le MPLA a ainsi financé l'effort de guerre par un système de comptes « hors budget », les revenus pétroliers représentaient l'essentiel des revenus de l'Etat et la Sonangol jouait le rôle de banque centrale. Lors de la signature de l'accord cadre en 2004, l'Angola était ainsi débitrice de 48 prêts garantis en pétrole, une pratique mise en place pour la première fois par la Standard Chartered Bank d'Afrique du Sud puis par des banques commerciales occidentales, notamment la Commerzbank et BNP Paribas. Elle était alors débitrice de plus de 2 Mds USD aux membres du « club de Paris », et plus de 8 millions à d'autres créanciers notamment russes⁸⁴.

Le système de prêts « pétrole contre infrastructures » mis en place par la Chine à partir de 2002 vient donc s'insérer dans des systèmes existants : le prêt de 2 Mds USD (Exim Bank) est à un taux de 1,5% au dessus du taux de référence LIBOR, tandis que les propositions des autres partenaires occidentaux sont de 2,5 % au dessus du LIBOR, il comprend de plus une période de grâce de cinq ans pour une durée totale de 12 ans, la normale étant 5⁸⁵.

Par la suite, un groupe de banques britanniques parmi lesquelles Barclays et Royal Bank concluront un accord de prêt encore plus important de 2,35 Mds USD à 2.5% au-dessus du LIBOR pour un remboursement en 5 ans. En 2005, le groupe Crédit Agricole et 16 autres banques accordent un prêt de 2 Mds USD. Entre 2005 et 2007 l'Eximbank des États-Unis garantit un prêt de 800 millions USD pour l'achat de 5 boeing, puis deux autres prêts de 2 Mds USD et 500 millions USD.

Nombre de barils

Les fonds que le gouvernement angolais acquiert dans le cadre de la vente trimestrielle de pétrole à la Chine sont placés sur un compte séquestre, qui doit pouvoir couvrir les intérêts et le capital sur une période de service de dette, soit pendant six mois.

⁸³ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*.p.47

⁸⁴ Deborah Brautigam. P. 273-277

⁸⁵ Elaboré par la British Banker's Association (BBA), le London Interbank Offer Rate (LIBOR) est une estimation des taux d'intérêts prévalant sur le marché monétaire londonien. Il représente le coût de financement des grandes banques internationales pour une devise et une échéance donnée.

Compte tenu de la volatilité du prix du pétrole, le montant transféré sur le compte peut varier considérablement. Si les paiements trimestriels dépassent l'exigence de paiement minimum, l'excédent est transféré à la Banco Nacional de Angola (BNA). Si le paiement trimestriel est inférieur à ce qui est requis, BNA doit alors effectuer un dépôt sur le compte séquestre.

Il est difficile de déterminer le montant exact de la dette à court terme du gouvernement angolais vis-à-vis des banques chinoises. La dette elle-même varie, car elle n'est créée qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ainsi, le total des prêts promis par China Exim Bank n'est qu'un plafond sur le volume de transactions sur lequel la China Exim Bank et la BNA se sont mis d'accord.

Les modalités du remboursement du prêt remettent en question l'idée d'une somme fixe déterminée sur la base du prix du baril en 2004. En effet, Sonangol ne pratique traditionnellement pas les accords de vente avec une pré-tarification mais pratique toujours le prix du jour, « *on the spot* » du Barrel Brent⁸⁶. L'augmentation des prix du pétrole de 38.27 USD à 111.65 USD le baril en 2012 laisse penser que les quantités de pétrole ont été revues à la baisse. D'après Lucie Corkin, la détermination de la valeur du baril en fonction du prix de marché est inhabituelle dans la pratique des banques chinoises, et démontre la force angolaise dans les négociations des modalités de prêt⁸⁷.

La part de la production réservée à la Chine n'a jamais été dévoilée. Selon un récent article chinois, les résultats des différentes études réalisées par des équipes de recherche internationales vont de 100 bbl/jour à 120 bbl/jour (!). D'après Campos et Vine, les accords initiaux prévoyaient la fourniture journalière de 10 000 barils de pétrole par jour dans les deux premières années de l'accord, 15 000 dans les 15 années restantes pour rembourser les échéances du prêt. Dans des interviews réalisées pour le Journal of Contemporary Chinese Affairs, Ana Alves estimait que le volume de pétrole envoyé en Chine fin 2010 était de 60,000 barils par jour. Ces données sont considérablement sous-évaluées si l'on considère que la production angolaise totale est de l'ordre de 1,7 M bbl/jour depuis 2007 et que la part de la Chine est passée de l'ordre de 20% en 2007 à plus de 60% en 2017⁸⁸.

Modalités : taux et terme

Les négociations pour un accord de prêt, débutées en 2002, aboutissent le 26 novembre 2003 à la signature d'un premier accord-cadre entre le Ministère du Commerce chinois et le Ministère Angolais des Finances. Le premier prêt d'un montant de 2 Mds USD est annoncé en mars 2004, à l'occasion d'une visite d'État du vice-Premier ministre Zeng Peiyan en Angola. Ce financement est prolongé de 500 millions de dollars EU en fonds supplémentaires le 19 juillet 2007. Le 28 septembre 2007, une seconde tranche de 2 Mds USD est accordée.

⁸⁶ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas », Instituto Universitario de Lisboa, 2015, p.186

⁸⁷ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

⁸⁸ 程诚 Cheng Cheng, « 一带一路框架下中国在非洲的投资类开发金融体系 Le système bancaire pour l'investissement et financement du développement Chinois en Afrique dans le cadre des "nouvelles routes de la soie " », mai 2017, 观察者 L'observateur, http://www.guancha.cn/chengcheng/2017_05_12_407903_s.shtml.

La troisième tranche est négociée en 2010 et revue en 2011. Après une annonce initiale de 6 Mds USD, le ministre angolais des finances Carlos Alberto Lopes annonce que le montant de la troisième tranche est de 3 Mds USD. En 2015, à la suite de la révision du budget national dans un contexte de chute du cours du pétrole, un rééchelonnement des prêts est négocié avec la China Exim Bank.

La première tranche de 2,5 Mds USD était remboursable au LIBOR 3 mois + 1,5% sur 15 ans, assortie d'une période de grâce de 3 à 5 ans. La deuxième tranche de 2 milliard USD est remboursable au LIBOR + 1,25% sur 18 ans. S'ajoutent aux intérêts des frais de gestion de 0,3% du montant du prêt et 0,3% de commissions d'engagement. Le gouvernement angolais doit en outre verser un acompte à la commande de 10%. En cas de retard de paiement, le taux d'intérêt montait à LIBOR +3%.

Dans ces conditions, bien que les financements chinois aient été moins coûteux que les prêts garantis en pétrole précédemment accordés au gouvernement angolais par les banques commerciales, ils restent moins concessionnels que ceux offerts par les autres banques publiques à l'époque : l'Eximbank indienne et l'Eximbank coréenne notamment, qui en outre ne prélevaient pas de commission. En ce qui concerne la comparaison avec les banques commerciales, bien que le taux moyen d'1,5% soit largement inférieur aux taux des prêts standards se montant à environs 10%, il faut aussi prendre en compte la valeur fluctuante du LIBOR, qui a pu dépasser les 7% sur la période. Les prêts chinois se situent donc dans la moyenne des autres prêts réalisés sur la période : moins concessionnels que les emprunts publics, plus avantageux que les prêts commerciaux garantis en pétrole⁸⁹.

Les prêts chinois se démarquent largement des autres par la durée du crédit, de 15 à 18 ans alors que la période de remboursement des prêts commerciaux européens dont est de 4 à 5 ans et par la présence d'une période de grâce pendant laquelle le gouvernement ne doit rembourser que les intérêts du prêt et non le capital. Celle-ci correspond au délai nécessaire pour mener à bien le projet. Après quoi, le remboursement de l'intérêt et du principal se mettent en route.

Détermination des projets d'infrastructure

Les propositions de projet identifiées comme priorités par les ministères angolais concernés sont mis en avant par le *Grupo de Trabalho Conjunto*, un comité de travail commun entre le Ministère des Finance et le ministère chinois pour les affaires commerciales et étrangères (MOFCOM). Dans une situation de reconstruction rapide dans l'après-guerre, tous les projets sont considérés comme une priorité : il y a donc rarement désaccord entre les parties⁹⁰. Cependant, le MOFCOM fait des propositions pour la deuxième phase en fonction des

⁸⁹ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

⁹⁰ 程诚 Cheng Cheng, « 一带一路框架下中国在非洲的投资类开发金融体系 Le système bancaire pour l'investissement et financement du développement Chinois en Afrique dans le cadre des "nouvelles routes de la soie " »

savoirs faire chinois, par exemple dans les domaines des télécommunications et de la pêche, qui n'étaient pas inclus dans les premières phases⁹¹.

Le Ministère des Finances angolais est responsable du suivi et de la gestion des projets financés et de l'obtention des autorisations nécessaires en lien avec les ministères concernées. Les projets sont signés par les ministres respectifs et envoyés au conseil des ministres pour approbation. Ils doivent être approuvés par la cour des auditeurs, puis par décret présidentiel et être inclus dans le budget général de l'État⁹². Ceci permet une relative traçabilité des projets financés par les banques publiques chinoises, en contraste avec les prêts de la CIF, confiés au seul *Gabinete de Reconstrução Nacional* (GRN).

Une fois les projets approuvés, le ministre des finances envoie les projets approuvés à l'Eximbank. Nait alors un contrat de financement entre les deux institutions. L'Eximbank propose alors une liste de trois entreprises par projet au sein d'une liste globale de 35 entreprises pour sélection finale.

Le prêt fonctionne comme un compte courant. Sur demande du Ministère des Finance, l'Eximbank crédite directement les comptes des entreprises contractantes. Le remboursement commence dès la finalisation du projet. Si un projet n'est pas entrepris, le remboursement n'est pas effectué. Le revenu pétrolier dans le cadre de cet arrangement est déposé sur un compte séquestre duquel la somme exacte servant au remboursement de la dette est déduite. Le gouvernement angolais est libre de disposer du reste des fonds.

Contenu local : un bras de fer pour cacher le véritable enjeu

L'Angola a négocié une clause exigeant la réalisation directe ou la sous-traitance par des entreprises angolaises, d'un montant égal à 30% de la valeur des contrats financés par des lignes de crédit chinoises. Cette clause est issue d'un compromis entre les exigences des deux parties.

Le cadre législatif des affaires angolais, constitué par la Loi sur les sociétés commerciales et Loi sur l'investissement privé était pourtant particulièrement strict en ce qui concerne l'emploi de main d'œuvre expatriée. La Loi sur le travail de 2000 pose ainsi un quota maximum de 30% de travailleurs expatriés, pour les entreprises enregistrées en Angola. En outre, cette embauche n'est autorisée que pour les professionnels ayant une formation technique, au motif qu'il n'y a pas de main-d'œuvre qualifiée nationale pour les fonctions requises. Le quota de 30% de main d'œuvre angolaise est donc une concession importante en dérogation au droit local, puisque la proportion est inversée par rapport aux exigences habituelles.

Les négociateurs chinois ont fait valoir que le respect d'une part minimum de 70% de main d'œuvre angolaise sur les projets de financement angolais aurait été irréaliste, tout particulièrement dans la première phase de reconstruction, eu égard à la pénurie de main

⁹¹ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ». p.9

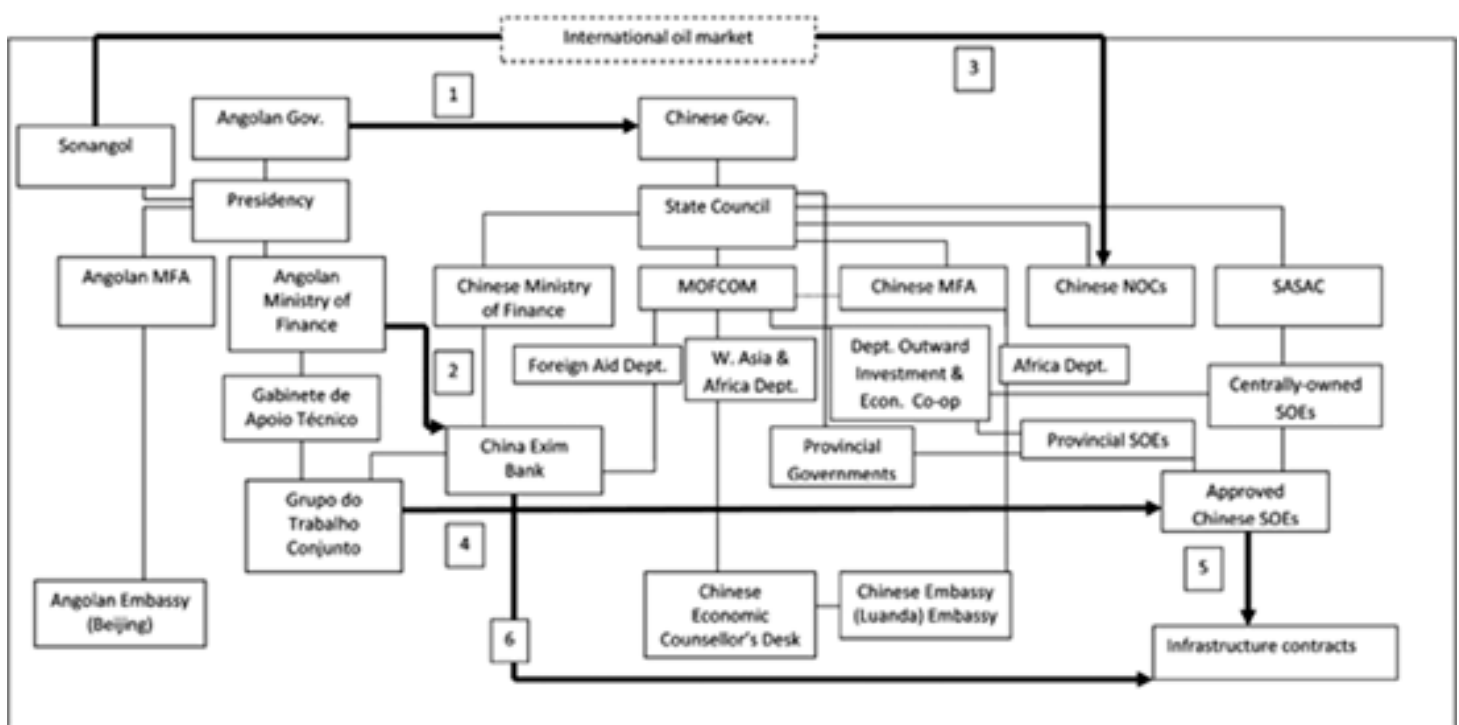
⁹² Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ». p.185

d'œuvre locale qualifiée, et d'industrie locale, et au nombre et la taille de projets réalisés simultanément. Les sociétés opérant avec les financements chinois pour la réalisation du Programme de Reconstruction Nationale furent ainsi exemptées du respect des obligations leur incombant au regard du droit local⁹³.

Du côté chinois, ce fonctionnement est aussi largement dérogatoire aux usages. Comme le souligne Lucie Corkin, « Considérant que la principale fonction de China Exim Bank est de stimuler la demande de biens et services chinois, une telle concession à l'Angola, qui représente un écart considérable par rapport à la position par défaut sur les marchés publics, témoigne de la force de la négociation angolaise. ». Un plafond de 60% des offres attribuées aux entreprises chinoises pour la sous-traitance à des partenaires locaux est mis en place. Conformément aux conditions standard de la China Exim Bank, en principe, pas moins de 50% des achats de matériaux nécessaires à la réalisation d'un projet individuel sont effectués en Chine⁹⁴.

Dans la pratique, on considère généralement que cette part de 30% perçue par les partenaires angolais correspondrait à des pots de vin et non des prestations véritables.

Explication par l'image



Source : Lucie Corkin 2013 chap.5

⁹³ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes. p.185

⁹⁴ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*. chap 5

1. Les gouvernements chinois et angolais, respectivement représentés par le ministère chinois du commerce et le ministère angolais des finances signent un accord-cadre.
2. Le ministère des Finances angolais signe un accord de prêt avec China Exim Bank.
3. Sonangol effectue les ventes de pétrole aux importateurs chinois désignés au prix international du baril au jour de l'expédition. La recette des ventes est déposée dans un compte séquestre au nom du gouvernement angolais auprès de China Exim Bank.
4. La commission mixte (Grupo do Trabalho Conjunto) formée par le Bureau de soutien technique (Gabinete de Apoio Técnico GAT) et la China Exim Bank conviennent d'une série de projets, qui font ensuite l'objet d'un appel d'offre pour une liste pré-approuvée d'entreprises chinoises.
5. Les entreprises chinoises réalisent les projets et présentent des factures pour leurs travaux au Ministère angolais des Finances.
6. Ces factures, une fois approuvées par le client angolais, sont payées par China Exim Bank directement aux sociétés chinoises, à partir du compte séquestre au nom du gouvernement angolais ouvert auprès de la China Exim Bank.

2 Lignes de crédit

Des accords de financement ont été contractés par l'Angola auprès de trois banques chinoises : l'Eximbank, la Banque Chinoise de Développement (CDB) et la banque industrielle chinoise ICBC. La CDB et Eximbank sont des banques dites politiques, créées dans le cadre de la restructuration de la politique de coopération chinoise dans les années 1990.

ICBC est une banque d'investissement détenue majoritairement par l'État chinois (70%) qui a réalisé d'importantes acquisitions dans le secteur financier dans des régions émergentes comme l'Indonésie et Macao et avec des représentations à Doha, Dubaï, Moscou et Sydney. En 2007, ICBC a acquis une participation de 20% dans Standard Chartered Bank, une banque d'investissement sud-africaine importante sur le marché intérieur sud-africain, mais aussi sur des particuliers et des actifs et investissements importants dans d'autres pays africains⁹⁵. La Standard Bank ouvre sa première agence en Angola en 2012.

2.1 Chronologie

Sources : Source : Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola - Notes due 2028, Notes due 2048 », 3 mai 2018. pp.124-129, AidData. 2017. Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. Retrieved from <http://aiddata.org/data/Chinese-global-official-finance-dataset>, documents fournis par le service économique de l'ambassade

Origine	Date	Montant (M USD)	Taux appliqué	Objectif	Autres frais
---------	------	--------------------	------------------	----------	--------------

⁹⁵ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ». p. 179

Prêt gouvernemental	2003	6	Sans intérêt	Construction de 1500 logements économiques à Luanda	
Eximbank Chine	21/03/2004	2 000 (Entièrement tiré)	LIBOR à 3 mois + 1,25%	Projets d'investissement publics	Commission de gestion 0,3%, d'installation 1%, d'immobilisation 0,3%
Prêt gouvernemental	26/02/2005	6,3	Sans intérêts	Projets techniques	
CIF	2005	2 900	LIBOR à 3 mois + 1,25%	Projets gérés par le Cabinet de Reconstruction Nationale	Commission de gestion 0,3%, de réserve 0,3%
Eximbank Chine	19/07/2007	500 (entièrement tiré)	LIBOR à 3 mois + 1,25%	Projets d'investissement publics	Commission de gestion 0,3%, d'installation 1%, d'immobilisation 0,3%
Eximbank Chine	28/09/2007	2 000 (entièrement tiré)	LIBOR à 3 mois + 1,25%	Projets d'investissement public	Commission de gestion 0,3%, d'installation 1%, d'immobilisation 0,3%
China Development Bank	9/11/2009	1 500 (encours de 613.5)		Projets d'infrastructure : logements, agriculture, route et voies ferrées, eau et électricité, transport et télécommunications	
Eximbank Chine	18/11/2009 8/06/2011	6 000 initialement 3 000 (encours		Projets d'investissement public	Commission de gestion 0,3%, d'installation 1%, d'immobilisation 0,3%

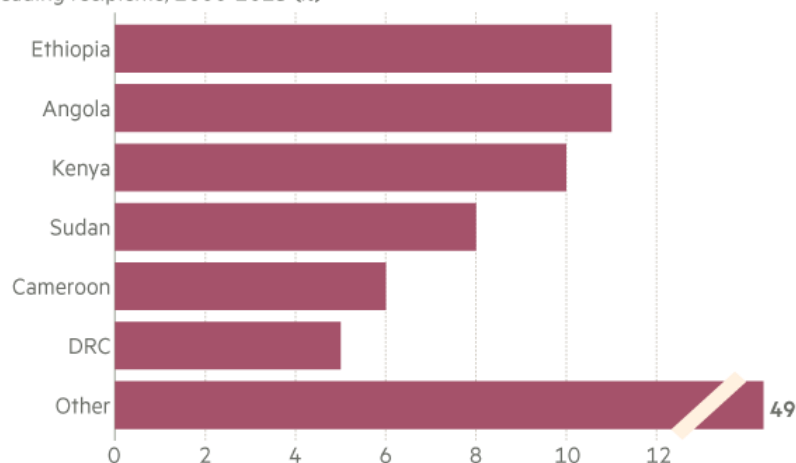
		de 1,605 Mds USD)			
China Development Bank	9/05/2014	2500 (encours de 300,5 millions)		Projets d'infrastructure : logements, agriculture, route et voies ferrées, eau et d'électricité, transports et télécommunication	
ICBC	9/06/2015	837,5 (encours de 326.2)		Construction de la centrale à cycle combine de Soyo	
Eximbank Chine	25/09/2015	509,4 (encours de 244.5)		Construction de la route Nzeto Soyo	
China Development Bank	9/12/2015	15 000 (encours 14,6 Mds, dont 10 Mds Sonangol)		Financement de projets, pré-paiement de facilités entre la Sonangol et la BCD, financement de projets de la Sonangol Dispositif de paiement anticipé	
Eximbank	29/11/2016	932 (pas d'encours)		Construction du port de Caio	
ICBC	5/12/2016	4100 (pas d'encours)		Financement de la Centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça	
ICBC	8/12/2016	550 (pas d'encours)		Financement du projet immobilier de Kilamba Kiaxi auprès de la CITIC	
ICBC	En négociation	1 3		Financement de la conception, construction et équipement du nouvel aéroport Bom Jesus	

Eximbank Chine	En négociatio n	690,2 760,4 1100		Infrastructure de la Marginale de Corumba, Réseau de transport de Luachimo, Base navale à Kalunga	
-------------------	-----------------------	--------------------------------	--	---	--

Ces prêts ont fait de l'Angola le principal emprunteur africain vis-à-vis de la Chine, à égalité avec l'Éthiopie

China Eximbank loans to Africa

Leading recipients, 2000-2015 (%)



Source: Johns Hopkins School of Advanced International Studies

Source : SAIS-CARI China Africa research initiative, John Hopkins University

2.2 Prêts initiaux non réalisée par l'Eximbank

- En 2003, un prêt chinois sans intérêt permet de financer 15 000 mètres carrés de logements économiques à Luanda. Les détails du projet ne sont pas connus. (source AidData)
- Le 26 février 2005, à l'occasion d'une visite à Luanda du Premier ministre Zeng, reçu par Premier ministre angolais Fernando da Piedade Dias dos Santos, est conclu un accord de prêt de 50 millions RMB (6,3 millions USD), sans intérêt, pour « projets techniques » et la signature de deux protocoles de coopération économique et

technique : l'un pour une étude conjointe sur l'exploration pétrolière du bloc 3/05 (autrefois bloc 3/80), entre Sonangol et Sinopec, l'autre sur l'exploration conjointe de la nouvelle raffinerie de pétrole du pays 9697. Selon le AidData, ce prêt a pour fonction de « renforcer les relations bilatérales ».

- Le journal officiel angolais du 21 novembre 2005 fait état d'un prêt sans intérêt, d'un montant de 50 millions RMB, sur 20 ans avec 10 ans de carence, des annuités sont égales à 5 millions RMB, payables annuellement à partir du 1er mars 2015, jusqu'au 28/02/2025, avec des marchandises d'exportation angolaises ou en devises. Le taux de change retenu est la moyenne des taux de change au 31 décembre de chaque année d'utilisation. Les paiements sont effectués entre les banques centrales.

2.3 Les prêts réalisés par l'Eximbank

Cette section se fonde majoritairement sur trois sources : le rapport Goldman Sachs sur la République d'Angola du 3 mai 2018, le AidData's Global Chinese Official Finance Dataset 2000-2014 d'octobre 2017, ainsi qu'un document réalisé par le service économique de l'ambassade de France à partir du Journal Officiel angolais entre décembre 2003 et décembre 2017.

Le total des fonds mis à disposition par l'Eximbank entre 2004 et fin 2017 se monte à 8,94 Mds USD. Le total des dettes encourues est de 6, 35 Mds USD. Les accords de prêt entrent dans le cadre de l'accord de partenariat stratégique public-privé signé entre le gouvernement angolais et le gouvernement de la République populaire de Chine, ratifié en 2004 par la résolution n°31/04 du Conseil des ministres. Selon la terminologie du rapport Goldman Sachs de mai 2018, il s'agit de MLFA (*Master loan facility agreement*), instruments de financements prépayés en pétrole, dans lesquels sont imputés des prêts individuels (ILA) pour le financement des contrats passés auprès d'entreprises chinoises jusqu'à hauteur de 90%. Ce chiffre explique la différence entre le montant des projets financés dans les deux phases du premier prêt et le montant de ces prêts: 1.1 Md USD de projets dans chacune des phases pour 1 Md USD de prêts⁹⁸.

On dispose pour les trois premiers prêts d'informations chiffrées précises sur la répartition des fonds. Celles-ci proviennent de l'analyse de documents procurés par le Gabinete Apoio Tecnico publié en 2007, qui donne le détail des financements par projets pour les lignes de l'EximBank, exploitées notamment dans les travaux de Campos et Vines. La fiabilité des documents a néanmoins été contestée au regard des allégations de corruption⁹⁹. A partir du prêt de 2007, les informations disponibles sont plus floues, parfois divergentes.

⁹⁶ Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview ».

⁹⁷ Rapport préparé pour l'Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO. p.90

⁹⁸ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola - Notes due 2028, Notes due 2048 Issue Price: 99.976 per cent Prospectus ». P.124

⁹⁹ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

Première série de prêts dans le cadre de l'accord de 2004

Source : Indira Campos, Alex Vines 2008, p.7

Table 4: Projects Financed by EximBank of China (Phase I)

Sector	Number of contracts	Total Value (US\$)
Health	9	206,100,425.42
Education	8	217,158,670.63
Energy and Water	8	243,845,110.58
Agriculture	3	149,753,214.00
Transport	1	13,840,468.00
Social Communication	1	66,905,200.00
Public Works	1	211,684,100.65
TOTAL	31	1,109,287,188.28

Source: Angolan Ministry of Finance (2007).

l'eau (8 projets: 243 845 110,58 dollars), la santé (9: 205 100 425,42,42 dollars), l'éducation (8717 158 670,63 dollars), la communication : 211 684 100 100,65 USD), les transports (1 840 468 USD) et agriculture (3 149 145 754 USD)¹⁰⁰. Sept entreprises chinoises étaient engagée dans cette phase initiale, le projet le plus important étant la réhabilitation de 371km de ligne de chemin de fer entre Luanda et Uige à travers des parties fortement minées du pays, un contrat estimé à 211 millions, par la China Roads and Bridge Corporation¹⁰¹.

Dans le secteur de l'éducation, l'accent est mis sur la réhabilitation d'établissements d'enseignement secondaire et d'écoles polytechniques. Dans le domaine de la santé, il s'agit de réhabiliter et d'agrandir les hôpitaux municipaux et divers centres de santé. Dans l'agriculture, des fonds ont été affectés à l'acquisition de nouvelles machines agricoles ainsi que la réhabilitation de systèmes d'irrigation dans les localités de Luena, Caxito, Gandjelas et Waco Kungo¹⁰². L'ensemble des financements mis à disposition pour ce prêt ont été tirés.

Source : Indira Campos, Alex Vines 2008, p.8

Table 5: Projects Financed by EximBank of China (Phase II)

Sector	Number of contracts	Total Value (US\$)
Health	1	43,805,500
Education	3	229,642,314
Energy and Water	3	144,902,615
Agriculture	1	54,006,958
Fisheries	3	266,847,509
Post and Telecommunications	4	276,307,189
Public Works	2	89,490,000
TOTAL	17	1,105,002,085

Source: Angolan Ministry of Finance (2007).

Le 21 Mars 2004, un premier prêt de 2 Mds USD est approuvé entre le ministère des Finances angolais et l'Eximbank. Le paiement est réalisable sur 12 ans à un taux concessionnel au LIBOR + 1,5% avec une période de grace de jusqu'à 3 ans.

La première tranche du prêt a été libérée en Décembre 2004. Elle a financé 31 contrats évalués à un total de 1.1 Mds USD pour des projets dans l'énergie et

La seconde tranche du prêt est mise à disposition en mars 2007. Celle-ci comprenait 18 contrats pour 57 projets, dont certains étaient des projets inachevés de la première phase. Le montant total de 1

'artnership ». p.6

milliard a été alloué comme suit : secteur de la santé (1 projet: 43 805 500 USD), secteur de l'éducation (3 projets: 229 642 314 USD), énergie et eau (3 projets : 104 042 615 USD), secteur de la pêche (3 projets : 266 847 509 USD), les services postaux et les télécommunications (4 projets : 276 307 189 dollars), les travaux publics (2 projets: 9 490 000 dollars) et le secteur agricole (1 projet : 54 006 958 dollars)¹⁰³. Ce crédit est utilisé pour financer des actions complémentaires aux projets couverts par le premier prêt, notamment les dépenses liées à l'insuffisance d'études préliminaires et à la non-prise en compte de multiples composants tels que l'accès, eau et énergie¹⁰⁴.

Dans le domaine de la pêche, le contrat signé avec la China National Machinery Equipment Import Export Corporation finance l'acquisition de 36 vaisseaux de pêche et 3000 bateaux pour l'usage industriel et artisanal ainsi que 10 vaisseaux pour les garde-côtes. L'investissement total de 267 millions envisageait la création de 20 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects. Dans les télécoms, 276 millions étaient prévus pour la construction de réseaux nouvelle génération¹⁰⁵.

Accord de prêt pour « actions complémentaires » de 2007

En mai 2007 l'Angola contracte un second accord-cadre avec la CEXIM pour un montant de 500 millions USD. Il s'agit selon Campos et Vines d'une extension négociée avec l'Eximbank pour financer des « actions complémentaires » à la première phase des projets qui n'avaient pas reçu de budget alloué. Le taux d'intérêt pour ce prêt est de LIBOR + 1,5%, pour un terme de 17 ans¹⁰⁶. L'Angola accepte de rembourser ce prêt par l'accès de la Sinopec à des blocs pétroliers. L'allocation de ces fonds n'est pas claire d'après le AidData, il semble que ce prêt recouvre des travaux sur les réseaux d'eau et d'énergie pour les instituts et écoles nouvellement construites, la construction de nouvelles lignes de télécommunication, et des usines de traitement de l'eau. Il convient de noter que l'octroi du prêt coïncide avec le début des difficultés financière du CIF, il est donc possible que les fonds des deux prêts réalisés en 2007 aient servi en partie à financer ces travaux. Pour autant, l'extension de 500 millions USD entraine dans les modalités de l'accord-cadre signé en 2004, celui-ci prévoyant une extension des prêts pouvant aller jusqu'à 10 Mds USD¹⁰⁷.

Accord cadre de 2007

Le 28 septembre 2007, l'Angola conclut un troisième Master Loan Facility Agreement MLFA pour un montant de 2 Mds USD, divisé en deux phases d'un milliard chacune selon le même fonctionnement. Ce prêt est lui aussi garanti en pétrole¹⁰⁸. L'accord est signé à Luanda par le ministre des finances Jose Pedro de Morais et le président l'Eximbank chinoise Li Ruogu. La

¹⁰³ Indira Campos, Alex Vines. p.9

¹⁰⁴ AidData. 2017. Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. Retrieved from <http://aiddata.org/data/Chinese-global-official-finance-dataset>.

¹⁰⁵ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ». p.11

¹⁰⁶ AidData. 2017.

¹⁰⁷ Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview ».

¹⁰⁸ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola - Notes due 2028, Notes due 2048 ». p.125

première tranche couvre 17 contrats de construction signés recouvrant plus de 52 projets pour un total de 1,1 Mds USD. Le taux d'intérêt est fixé à 1,25% pour un terme de 15 ans. A nouveau, la priorité mise sur la santé et l'éducation avec la construction et la réhabilitation d'écoles, de centre de santé et d'hôpitaux au travers du pays, ainsi qu'un investissement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau par la réalisation d'infrastructures de distribution, notamment la réhabilitation et l'expansion des réseaux d'électricité à Luanda, Benguela, Huambo, Bie, Lubango et Namibe, ainsi que l'amélioration de l'approvisionnement en eau à Luanda. En 2008, des projets de construction d'infrastructures à Cabinda, Malange et au Zaïre étaient en préparation, ainsi que la construction d'un centre de production pour une chaîne de télévision d'État angolaise¹⁰⁹.

Accord cadre de 2009

Le 18 novembre 2009, l'Angola a contracté un quatrième accord cadre, qui aurait été modifié le 8 juin 2011 de telle manière à ce que le montant disponible dépende du nombre de barils vendus par jour par la Sonangol aux importateurs chinois désignés par la CEXIM. Le montant disponible sous ce MLFA aurait été compris entre 3 Mds USD et 6 Mds USD en fonction du nombre de barils vendus par jour. L'encours sur cette ligne de crédit se monterait à 1,605 Mds USD au 31 décembre 2017¹¹⁰. On ignore quels projets sont financés au titre de cette ligne de crédit et le montant des sommes décaissées¹¹¹.

Le journal officiel angolais fait état de deux accords, l'un de 6 Mds USD signé le 18 novembre 2009 et approuvé le 28 décembre 2009 par la résolution n° 124/09. Cet accord fait l'objet d'un amendement rectificatif approuvé par un décret présidentiel n° 208/11 du 2 août 2011. D'autres sources indiquent que la ligne de crédit est mise en place en 2011 pour un montant définitif de 3 Mds USD, ce qui indique une baisse du montant initial envisagé. Le Ministre des Finances angolais, Carlos Albert Lopes, avait ainsi annoncé en 2009 qu'une ligne de crédit supplémentaire de 6 Mds USD viendrait compléter les 4.5 Mds USD déjà prêtés par la China Eximbank¹¹².

D'après Ana Alves, le montant prévu dans l'accord de 2009 était de 6 millions de dollars. Toutefois, des différends avec les entreprises d'État chinoises qui traitaient de la participation à l'exploration pétrolière avec Sonangol sur les contreparties offertes auraient entraîné une révision de moitié du montant prévu à l'origine pour le financement¹¹³. Cet effet est également attribuable aux effets de la récession économique qui a fait passer les recettes publiques de 42,8 Mds USD à 23,2 Mds USD entre 2008 et 2009, en raison de la chute des prix du pétrole de 94,3 à 61,3 USD par baril sur les marchés internationaux.

Cette diminution des recettes a conduit à un accord de confirmation avec le FMI en 2009 pour compenser les effets négatifs de la détérioration des termes de l'échange et les réserves de change de la Banque nationale d'Angola. Il s'agissait d'un accord de surveillance

¹⁰⁹ AidData. 2017.

¹¹⁰ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ». p.125

¹¹¹ AidData. 2017.

¹¹² AidData. 2017.

¹¹³ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ». p.179

sur une période de vingt-sept mois, assorti d'un accord de financement de 1,4 milliard de dollars, le financement le plus important de cette institution pour un pays d'Afrique subsaharienne¹¹⁴.

Révisions budgétaires et prêt de 2015

Le 9 juin 2015, l'Angola et la CEXIM amendent les 4 accords cadre précédemment mentionnés de manière à réaligner les remboursements de retraits effectués sur certains projets individuels avec un programme révisé d'avancement et de finition de certains projets d'infrastructure, dont le calendrier et ou l'échelle a été modifiée lorsque le budget national révisé a été adopté en 2015 mars¹¹⁵.

En effet en 2015, l'Angola a significativement réduit son programme de dépenses en capital, ayant pour conséquence la réduction du nombre et/ou de l'échelle d'investissement publics dans lesquels elle avait prévu d'investir selon son précédent budget.

Le 25 septembre 2015, l'Angola aurait conclu un accord de prêt de 509.4 millions de dollars avec la CEXIM afin de financer la construction de route entre Nzeto et Soyo. Le 31 décembre 2017, 244.5 millions auraient été tirés de cet outil¹¹⁶.

Accord de prêt de 2016

L'Angola a conclu un accord de prêt de 932 millions le 29 novembre 2016 avec la CEXIM pour financer 85% du contrat de construction du nouveau port de Caio a Cabinda, y compris la prime de l'assureur crédit China Export and Credit Insurance Corporation, réalisé par Caioport SA. La durée de remboursement est de 15 ans avec une période de grâce de 60 mois. Le prêt n'est pas garanti mais assuré par la China Export and Credit Insurance corporation. Aucun fond n'a été tiré à ce jour.

2.4 Prêts de la China Development bank

Prêt de 2009

Le 9 novembre 2009, l'Angola et la CDB ont contracté un « accord de termes communs » analogue au modèle de Master Loan Facility Agreement (MLFA) adopté pour les prêts contractés au prêt de la China Eximbank¹¹⁷. Selon la terminologie du rapport Goldman Sachs,

¹¹⁴ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes. p.179 et suiv

¹¹⁵ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola - Notes due 2028, Notes due 2048 », p.125

¹¹⁶ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ».

¹¹⁷ Les premiers contacts entre l'Angola et la CBD remontent à avril 2007, date à laquelle Gao Jian à la tête du Fonds de développement Chine-Afrique (CADF) et vice-président de la Banque chinoise de développement (CDB), rencontre le vice-Premier ministre Aguiar da Silva. Dès les premiers temps de la négociation, les termes du prêts sont déterminés comme non attachés à des garanties pétrolières (rapport 2009), facteur que l'on peut attribuer à la nature éminemment commerciale de la CDB. Celle-ci est l'unique actionnaire de la CADF, fondé en 2007 avec un capital de départ de 5 milliards de dollars. Ce fonds souverain du gouvernement chinois, créé au cours de la du troisième Forum de coopération Chine-Afrique en 2006, vise à un soutien financier et

il s'agit d'un accord cadre (master agreement) d'un montant de 1,5 Mds USD USD, dans lequel l'Angola et la CDB peuvent conclure des accords individuels afin de financer des projets économiques et sociaux d'infrastructure en Angola. Ce prêt n'est pas garanti en pétrole. Les projets étaient principalement orientés vers la réalisation de logements sociaux, routes et voies de chemin de fer, écoles, hôpitaux, production d'eau et d'électricité, transport et télécommunications décidés d'un commun accord entre l'Angola et la CDB, ainsi que le secteur de l'agriculture¹¹⁸.

Plusieurs projets avec une participation chinoise sont évoqués dans le secteur agricole et agro-industriel dans les provinces de Kwanza Sul, Benguela, Huambo, Bié et Kuando Kubango, notamment la production de riz, ainsi qu'une société chinoise de soja dans la province de Cuando Cubango¹¹⁹.

Prêt de 2014

Le 9 mai 2014, l'Angola et la CDB concluent un accord- cadre de financement pour un montant de 2,5 Mds USD. Il s'agit d'un accord cadre (master agreement) permettant de financer 85% du prix contractuel de certains contractants approuvés pour des projets d'infrastructure en Angola, principalement dans les domaines du logement, des transports, de l'agriculture, des routes et voies de chemin de fer, hôpitaux, écoles, télécommunication, eau, électricité, assainissement, choisis d'un commun accord entre la CBD et l'angola. Chaque instrument est d'un montant minimum de 10 millions USD pour un terme de 10 ans. Le montant tiré pour cette ligne est d'environ 300.5 millions. La période de disponibilité pour ces prêts s'est finie le 9 mai 2017¹²⁰.

Prêt de 2015

L'Angola et la CBD ont conclu un accord cadre de financement de 15 Mds USD le 9 décembre 2015. Il s'agit d'un accord de compensation en pétrole, les versement aux entreprises chinoises se faisant au fur et à mesure de la réalisation des contrats dans lequel l'Angola bénéficie, au moins en partie, d'une éventuelle augmentation des prix du pétrole. Le prêt est prévu pour une période de remboursement de 12 ans avec une période de s'arrêtant le 9 décembre 2017. Il est à objectifs multiples, dont le financement de projets approuvés conjointement, le prépaiement de certains instruments entre Sonangol et CBD, le financement de certains projets stratégiques de Sonangol. A la date du 31 décembre 2017, 14.6 millions avaient été tirés de cet instrument.

Cette ligne de crédit a permis à Sonangol de faire face à un besoin financier de 10 Mds USD¹²¹.

logistique pour la mise en place d'entreprises chinoises qui souhaitent investir en Afrique en acquérant des positions dans les entreprises des secteurs de la production industrielle et de la production agricole.

¹¹⁸ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ». p.126

¹¹⁹ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ». p177

¹²⁰ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ». p.126

¹²¹ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. p.126

C'est sans doute à ce prêt que font référence les journaux angolais lorsqu'ils mentionnent la « China Credit Line » destinée à financer 155 projets pour un montant de 5,2 Mds USD, générant la création de 365 000 emplois¹²². Cette somme correspondrait en effet à la différence entre le montant total de 15 Mds USD et la somme allouée au patrimoine de Sonangol. Il s'agit en outre du seul prêt répertorié par le rapport Goldman Sachs qui ne soit pas alloué à un projet précis. L'accord est présenté comme ayant été signé le 15 octobre 2015 lors de la visite d'Etat de José Eduardo dos Santos en Chine, et présenté à l'Assemblée nationale par le vice-président de la République, Manuel Vicente, dans son « message annuel sur l'état de la nation ».

D'après ces articles et une publication officielle disponible sur le site du forum de Macao, la répartition des fonds se ferait comme suit :

- 55 projets dans le secteur de l'éducation présenté comme prioritaire, représentent un investissement global de 373 348 412 dollars notamment pour la construction d'écoles ;
- 34 projets dans les secteurs de l'énergie et de l'eau pour un montant de 2 174 238 412 USD, notamment un projet de réhabilitation et de renforcement du système d'approvisionnement en eau dans la province de Cabinda évalué à 209 M USD, générant 42 421 emplois ;
- 33 projets dans le secteur de la construction mobiliseraient 1 644 282 124 USD ; la province de Luanda mobilisant environ un cinquième de l'investissement total, avec 1,026 million USD dans 18 projets, suivi de Huambo, avec 776 millions USD et 12 projets.

Bien qu'exécutées par des sociétés chinoises sélectionnées au sein d'une liste de 37 entreprises chinoises "recommandées pour le marché angolais", le gouvernement assure que ces projets intégreront davantage la main-d'œuvre angolaise, les sociétés locales ainsi que le matériel réalisé dans le pays, par rapport aux lignes de crédit précédentes.

L'agence de presse Lusa, à l'origine de cette analyse, affirme se fonder sur un document produit par le gouvernement dans le cadre du plan opérationnel de la fameuse « China Credit Line ».

2.5 Prêts de l'ICBC

- Le 9 juin 2015 La Banque de Commerce et d'Industrie chinoise ICBC et le gouvernement Angolais ont conclu un accord de prêt de 837.5 millions USD. L'ICBC jouait le rôle de chef de file de la syndication bancaire. L'objectif de l'instrument est de financer 85% du prix du contrat auprès de certains contractants pour la construction de la centrale combinée de Soyo I Combined Cycle Power Plant. La durée du crédit est 15 ans, avec une période de grâce

¹²² « Financiamento chinês a Angola prevê criação de 365.000 empregos », *Dinheiro Vivo*, 21 janvier 2016, <https://www.dinheirovivo.pt/economia/financiamento-chines-a-angola-preve-criacao-de-365-000-empregos/> ; « Linha de crédito chinesa vai financiar 155 projectos », *Rede Angola*, 21 janvier 2016, <http://www.redeangola.info/linha-de-credito-chinesa-vai-financiar-155-projectos/> ; « Linha de Crédito da China financia 155 projectos em Angola », *ANGONOTÍCIAS*, 13 juillet 2016, <http://www.angonoticias.com/Artigos/item/51409/linha-de-credito-da-china-financia-155-projectos-em-angola>.

de de cinq. Le prêt n'est pas garanti mais assuré par la China Export and Credit Insurance corporation. A la date du 31 décembre 2017, 327.2 millions ont été tirés de cette ligne. Le prêt est disponible jusqu'en juin 2020¹²³.

- Le 5 décembre 2016, Angola et l'ICBC concluent un accord de prêt de 4.1 milliards USD. L'ICBC joue le rôle de chef de file d'une syndication bancaire comprenant : EXIM Bank China Limited Beijing branch, China Minsheng Banking Group, Ping an Bank Co. Ltd, China Pilot Free Trade Zone Branch. L'objectif est de financer 85% des contrats de construction du barrage hydroélectrique de Caculo Cabaça. La durée du crédit est de 15 ans. Le prêt n'est pas garanti en pétrole, mais assuré par la China Export and Credit Insurance corporation. Il n'est pas tiré à ce jour. La période de disponibilité prend fin en décembre 2022¹²⁴.

- Le 8 décembre 2016, l'Angola et ICBC concluent un accord de prêt syndiqué de 550 millions USD. L'objectif est de financer 85% du prix du contrat de la CITIC pour la conception et la construction de 10 000 logements sociaux dans la nouvelle ville de Kilamba Kiaxi et 85% de la prime d'assurance de la China Export and Credit Corporation. Le terme de remboursement est fixé à 13 ans, avec une période de grâce courant jusqu'en décembre 2019. 85% du premium pour la politique de crédit d'export assurantiel mis en place par la China Export and Credit Insurance Corporation. Le prêt n'a pas été tiré à ce jour¹²⁵.

- L'Angola et l'ICBC auraient contracté une trentaine d'autres accords de prêt pour le financement de divers projets d'infrastructures en Angola. L'encours de ces différents arrangements se monterait à 704.51 millions USD à la date du 31 décembre 2017¹²⁶.

2.6 Remises de dettes

A côté de ces prêts, la Chine a également procédé à quelques remises de dette, de montant modeste

- Le 27 décembre 2007, le gouvernement chinois a signé un accord avec le gouvernement angolais visant à annuler 50 millions de RMB (environ 7 millions USD) de dette du gouvernement angolais envers la Chine. L'ambassadeur de Chine en Angola, Zhang Beisan et le ministre angolais des relations extérieures, Manuel Gomes dos Santos, ont représenté leurs gouvernements respectifs lors de cette signature.

- L'agence Ecofin mentionne dans un article du 7 juin 2017 une remise de dette de 97,37 millions de yuans (14,3 millions de dollars) équivalant à la valeur de deux prêts accordés à l'État angolais dans le cadre des accords de coopération économique et technique signée à Luanda le 5 juin. Selon une source du ministère des Affaires Etrangères, le protocole viserait à « soutenir le développement de l'économie angolaise et à réduire la dette », mais le

¹²³ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.127

¹²⁴ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. p.127

¹²⁵ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. p.127

¹²⁶ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. p.127

montant n'a pas été divulgué. En vertu de l'accord signé, la partie chinoise renonce à certaines annuités du prêt sans intérêt de 2015, en fin de remboursement¹²⁷.

- L'agence de presse Angop citait elle aussi le 5 juin 2017 un accord d'annulation de la dette chinoise à l'issue d'une visite du conseiller d'État du Conseil de la République populaire de Chine, Wang Yong. Du côté angolais les négociations auraient été menées par le ministre d'Etat et chef de la « Casa militar » du Président, Manuel Hélder Vieira Dias « Kopelipa ». L'accord a été paraphé par la secrétaire d'Etat angolaise à la coopération, Angela Bragança, et l'ambassadeur de Chine en Angola, Cui Aimin¹²⁸

2.7 Négociations en cours

- L'Angola négocie avec la banque ICBC un accord de financement de 1,2819 Mds USD remboursable sur 15 ans, permettant de financer 85% des projets et avec, semble-t-il, une période de grâce de 18 mois. Cet accord devrait bénéficier de la garantie de la China Export Credit Insurance Corporation (« Sinosure »)¹²⁹. Il devait être signé avant le sommet FOCAC des 3-4 septembre 2018 à Pékin¹³⁰, mais la signature a été reportée.

- L'Angola négocie actuellement trois accords de financement avec la CEXIM – China Export Import Bank, avec la garantie de Sinosure - China Export and Import Credit Insurance corporation : 690,2 M USD pour l'aménagement de la zone littorale (« Marginal ») de Corumba ; 760,4 M USD pour le système de transport électrique de Luachimo et 1,1 M USD pour la construction d'une base navale académique à Kalunga.¹³¹

- D'après le rapport Goldman Sachs, l'Angola est aussi en négociation avec l'ICBC pour le financement de divers projets d'infrastructures en Angola, dont 85% de l'aéroport de Luanda, pour environ 11.7 Mds USD¹³².

¹²⁷ Fiacre E. Kakpo, « La Chine accorde une remise de deux dettes à l'Angola », *Agence écofin*, 7 juin 2017, <https://www.agenceecofin.com/finances-publiques/0706-47937-ce-lundi-la-republique-populaire-de-chine-a-accorde-une-remise-de-dette-dun-montant-de-97-37-millions-de-yuans-14-3-millions-de-dollars-equivalent-a-la-valeur-de-deux-prets-accordes-a-l-etat-angolais-dans-le-ca>.

¹²⁸ « China perdoa parcialmente dívida de Angola - Política », *Angola Press - ANGOP*, 5 juin 2017, https://www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/politica/2017/5/23/China-perdoa-parcialmente-divida-Angola,68fbc6f-b1c2-4645-a6b1-a78630e2a01c.html.

¹²⁹ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola - Notes due 2028, Notes due 2048 », p.129

¹³⁰ « Angola e China negoceiam nova linha de crédito de mais de 10 mil milhões de euros », *Observador*, 15 août 2018, <https://observador.pt/2018/08/15/angola-e-china-negoceiam-nova-linha-de-credito-de-mais-de-10-mil-milhoes-de-euros/>.

¹³¹ « Angola e China negoceiam nova linha de crédito de mais de 10 mil milhões de euros », *Observador*, 15 août 2018

¹³² « Governo de Angola negocea novas facilidades de crédito com a China », *Macauhub*, 14 mai 2018, <https://macauhub.com.mo/pt/2018/05/14/pt-governo-de-angola-negocea-novas-facilidades-de-credito-com-a-china/>.

2.8 Prêts Sonangol

Les banques chinoises ont également participé à des emprunts de la compagnie pétrolière publique Sonangol

La Sonangol a emprunté 31,0 Mds USD au cours des 10 dernières années sur le marché des crédits syndiqués, notamment auprès du Crédit Agricole Corporate et Investment Bank (anciennement CALYON), de la Standard Chartered Bank, de la Banque de développement de Chine CDB, de la Banque industrielle et commerciale de Chine ICBC et BNP Paribas. Au 31 décembre 2017, l'endettement financier de Sonangol était de 4,9 Mds USD.

3 Le CIF – China International Fund, une entité très opaque

Un autre véhicule très important pour la coopération Sino Angolaise a été le China International Fund (CIF). Basé à Hong Kong, intégré au conglomérat du 88 Queensway Group, le CIF est créé en 2005 en tant qu'institution privée agissant dans le domaine de la construction. Dès sa constitution, une ligne de crédit d'un montant allégué de 2.9 Mds USD est accordée à l'Angola. Cette ligne est gérée par le *Gabinete de Reconstrução Nacional*, dirigée par le chef de la mission militaire du président, le général Helder Vieira Dias alias Kopelipa.¹³³

3.1 La société mère : le 88 Queensway Group

Le Groupe 88 Queensway est un conglomérat d'une soixantaine d'entreprises chinoises, fondé en 2003 à Hong-Kong. Il est surnommé Quesway 88 group dans un rapport dédié du *US-China Economic Review Comission* auprès du Congrès américain¹³⁴. Son ambition initiale était de servir d'intermédiaire entre les gouvernements africains, les entreprises de construction chinoises et les banques internationales pour le financement de projets d'infrastructures¹³⁵.

Son dirigeant était initialement le ressortissant chinois Xu Jinghuang « Sam Pa ». Proche du Président Dos Santos avec lequel il a étudié en ex-URSS, il s'est vu accorder la nationalité angolaise ainsi qu'un passeport diplomatique, sous le nom d'António Sampo Menezes, par le président angolais. Les figures publiques du groupe sont Lo Fong Hung et Veronica Fung¹³⁶. En Angola, le groupe est présent au travers de la joint-venture China Sonangol et du China International Fund (CIF).

¹³³ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018

¹³⁴ Lee Levkowitz, Marta McLellan Ross, et J.R. Warner, « The 88 Queensway Group - A Case Study in Chinese Investors' Operations in Angola and Beyond », U.S.-China Economic & Security Review Commission, 10 juillet 2009, https://www.uscc.gov/sites/default/files/Research/The_88_Queensway_Group.pdf.

¹³⁵ Bernard Dufresne Auriane Piveteau, « Le Pouvoir Économique en Angola », Ambassade de France à Luanda, Angola, Service Économique, 1 novembre 2017.

¹³⁶ « The Queensway syndicate and the Africa trade », *The Economist*, 13 août 2011, <https://www.economist.com/briefing/2011/08/13/the-queensway-syndicate-and-the-africa-trade>.

3.2 Le China International Fund

Le CIF est une joint-venture entre l'entité Beiya International, des sociétés chinoises et des intérêts angolais et portugais. Cette entité a effectué d'important financements pour la réalisation de projets pour le Cabinet angolais de la Reconstruction Nationale (GRN) de la Présidence de la République angolaise, notamment un prêt d'un montant allégué de 2,9 Mds USD en 2005. A la tête du GRN durant six années, le général Kopelipa a été l'interlocuteur principal du CIF.

Fin 2004, le ministre des Finances José Pedro de Morais, est convoqué à Beijing pour répondre d'allégations de détournement de fonds de la China Exim Bank. En septembre 2004, le Gabinete de Apoio Técnico (GAT) est créé au sein du ministère des Finances. Celui-ci répond d'une «Commission de suivi intersectorielle» dirigée par le ministre des Finances, José Pedro de Morais et composée du ministre des travaux publics Higenio Carneiro, du gouverneur de la BNA Amadeu Maurício, du directeur général de Sonangol Manuel Vicente et du secrétaire du conseil des ministres António van-Dúnem. Ce dernier est ensuite été déclaré coupable dans les affaires de corruption et démis de ses fonctions.¹³⁷

En octobre 2004, en consultation avec le gouvernement chinois, le président dos Santos et le Premier ministre Fernando da Piedade Dias dos Santos créent le *Gabinete de reconstrução nacional* (GRN), dirigé par le général Kopelipa. Alors que l'institution est créée entre autres pour lutter contre les problèmes de corruption que présentaient le GAT, la gestion par le GRN des prêts effectués par le CIF est particulièrement opaque. En effet, si la répartition des lignes de crédit accordées par l'Eximbank, devait faire l'objet d'une publication officielle de la part des ministères concernés, la gestion des prêts du CIF par le GRN, qui ne répondait que de la présidence, est restée particulièrement opaque. Le CIF est défini par Lucie Corkin comme « un mécanisme grâce auquel le président pouvait centraliser le pouvoir et accéder directement aux lignes de crédit via ses Futungistas. »¹³⁸

Selon Vines et Campos, le GRN a été constitué pour pallier le manque de capacité technique et de structure organisationnelle des ministères pour gérer et mettre en œuvre des projets financés par un financement aussi important. Les prêts CIF gérés par GRN sont estimés à environ 9,8 Mds USD dans l'année suivant la création du bureau. Cependant le communiqué de presse officiel sur les différentes lignes de crédit chinoises, publié en 2007 notamment pour répondre à la controverse entourant ces prêts, mentionne un montant inférieur : 2,9 Mds USD¹³⁹.

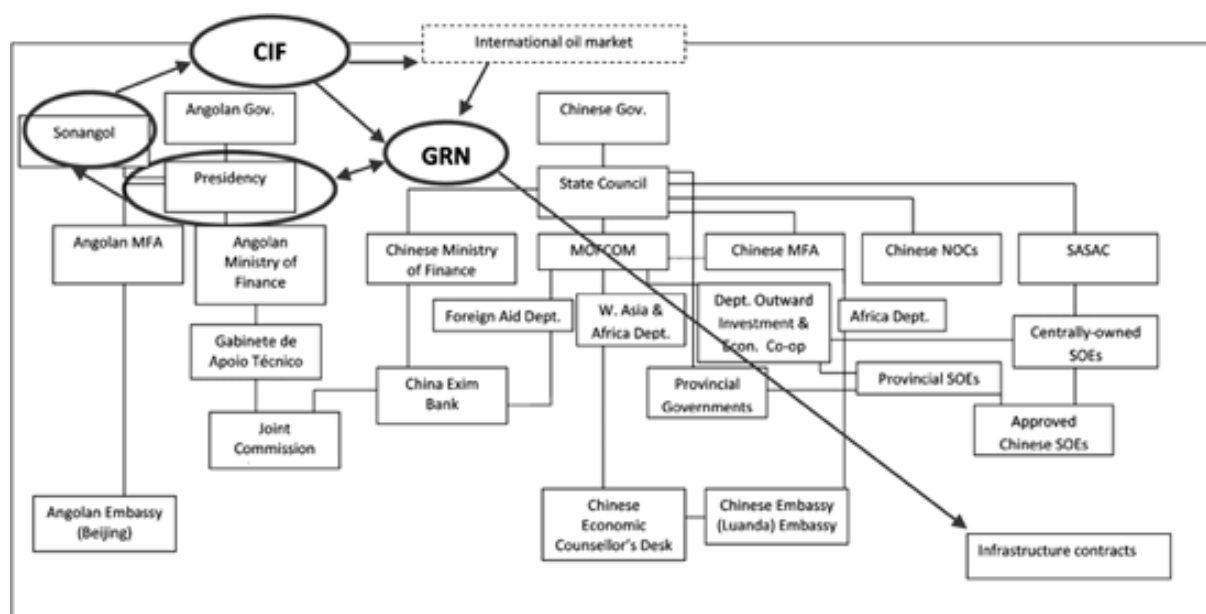
Le prêt accordé par le China International Fund était comme celui de l'Eximbank garanti par des livraisons de pétrole selon un fonctionnement « pétrole contre infrastructure », impliquant la fourniture de pétrole et le recours à des sociétés chinoises pour exécuter les contrats. Les conditions financières du prêt étaient similaires à celles du prêt Eximbank, mais

¹³⁷ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*. Chap.7

¹³⁸ Lucie Corkin. Chap 7

¹³⁹ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ». p.10

les conditions de fourniture quotidienne de pétrole impliquées par ce financement n'ont pas été rendues publiques.



Source : Lucie Corkin, 2013, chap. 7

Les fonds ont été affectés à la réalisation de divers projets de construction, tels que la construction d'un nouvel aéroport international à Luanda (450 millions USD), la réhabilitation de 31 routes et des trois voies de chemins de fer principales dont la ligne Benguela (300 millions USD), ainsi que la construction de 215 000 unités résidentielles dans 24 villes du pays¹⁴⁰.

Des difficultés importantes ont surgi dès 2007. Les câbles WikiLeaks révèlent ainsi que le travail sur les trois projets de chemin de fer est arrêté et que le projet d'aéroport international a calé à l'étape de la conception. Les entreprises de construction chinoises, n'ayant pas été payées pendant plus de 8 mois, ont interrompu les travaux. La suspension des projets financés par le CIF a été attribuée à des erreurs de planification, notamment en ce qui concerne l'importation des matières premières et de l'équipement, et aux capacités limitées des ports angolais¹⁴¹.

Le gouvernement angolais, pour respecter les promesses d'infrastructure faites lors de la campagne présidentielle de 2008, est contraint de lever 3,5 Mds USD en émettant des bons du trésor. Une partie de la deuxième ligne de financement d'Eximbank, débloquée en 2007,

¹⁴⁰ Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview ».

¹⁴¹ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ».

est aussi utilisée pour financer partiellement les projets contractés dans le cadre du financement du CIF¹⁴².

L'incapacité à assumer les engagements de mise en œuvre des projets pour défaut de paiement, ainsi que la corruption présumée liée à l'alors responsable du GRN, le général João Vieira Dias "Kopelipa" a conduit à l'extinction du GRN début 2011. Les projets à sa charge dans le domaine du logement social sont transférés à «Sonangol Imobiliária». Les projets liés à la construction d'infrastructures routières sont par la suite transmis aux institutions gouvernementales¹⁴³.

Du côté angolais cette réorganisation est largement motivée par des considérations de politique interne notamment un transfert de la supervision des entreprises chinoises du général Kopelipa à Manuel Vicente¹⁴⁴. Elle ne signe pas la fin de l'implication du CIF en Angola. Il reste actif via l'activité de sa société sœur China Sonangol, précisément sous la houlette de Manuel Vicente. En mai 2017, un décret présidentiel accorde au Groupe CIF plusieurs allègements fiscaux sur les six prochaines années (réduction de 42,5% des paiements d'impôts sur les mutations foncières et les investissements du groupe)¹⁴⁵.

Les autorités chinoises en revanche ont tenu à se distancer du CIF après la découverte des irrégularités en 2007. Le Ministère des Affaires Étrangères en particulier, n'a eu de cesse d'affirmer que le CIF n'avait rien à voir avec le gouvernement chinois et était une entité privée. Dans un câble Wikileaks du 27 janvier 2009, l'ambassadeur Zhang Bolun confie à son homologue américain que le CIF a "une gestion faible et un leadership médiocre en Angola malgré ses liens étroits avec la présidence angolaise". En octobre 2009, le Ministère des Affaires Étrangères chinois a publié un communiqué sur le CIF, énonçant que "le gouvernement chinois n'a rien à avoir avec ses opérations commerciales, ni n'a connaissance des détails "¹⁴⁶.

Il n'en demeure pas moins que le CIF a longtemps pu bénéficier de liens étroits avec les élites politiques et les milieux d'affaires chinois. Le rapport de la commission du Congrès américain fait ainsi référence aux relations personnelles existant entre d'une part les dirigeants des entreprises affiliées au CIF et d'autre part les dirigeants des entreprises publiques chinoises, les membres des plus hautes instances¹⁴⁷ du Parti communiste chinois (PCC) et les services secrets chinois : en 2013, le directeur du CIF en Angola était un ancien diplomate. Le CIF a toujours su exploiter l'identification du fond aux autorités chinoises, allant jusqu'à présenter à des investisseurs potentiels étrangers de faux représentants de Hu

¹⁴² Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ».

¹⁴³ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ». P.183

¹⁴⁴ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*.

¹⁴⁵ Auriane Piveteau, « Le Pouvoir Économique en Angola ».

¹⁴⁶ Beth Morrissey, Himanshu Ojha, Laura Rena Murray et Patrick Martin-Menard, « Le CIF - Réseau nébuleux Chinois et contrats troubles en Afrique », *Madagate*, 9 novembre 2011, <http://www.madagate.org/politique-madagascar/dossier/3985-madagascar-china-sonangol-scandales-que-jaobarison-le-jobard-a-interet-a-lire-attentivement.html>.

¹⁴⁷ Levkowitz, Marta McLellan Ross, et J.R. Warner, « The 88 Queensway Group A Case Study in Chinese Investors' Operations in Angola and Beyond ».

Jintao selon un rapport du MOFCOM¹⁴⁸. Les travailleurs chinois travaillant sur les projets de construction interrompus, qui se sont trouvés bloqués en Angola sans salaire, ne s’y sont pas trompés lorsqu’ils ont été manifester devant l’ambassade de Chine à Luanda. Les travailleurs chinois travaillant sur les projets de construction interrompus, qui se sont trouvés bloqués en Angola sans salaire, ne s’y sont pas trompés lorsqu’ils ont été manifester devant l’ambassade de Chine à Luanda.

De plus en plus connu pour son opacité, CIF a suscité une controverse internationale considérable après l’annonce d’accords de prêts peu transparents en Amérique latine. Il a aussi été impliqué dans un cas très médiatisé de délit d’initié sur le marché boursier de Shanghai et a par ailleurs échoué à réaliser les travaux de constructions lui servant de couverture au Zimbabwe, en Guinée et à Madagascar¹⁴⁹.

Le CIF a ainsi acquis une réputation dommageable à l’image de la Chine en Afrique, alors que celle-ci cherche à lutter contre une image de prêteur indélicat (*rogue donor*), dressée par un certain nombre d’observateurs occidentaux, et à se présenter comme un partenaire de développement « gagnant-gagnant ». Plusieurs personnes interrogées ont laissé entendre à ce titre que le fond pourrait être en cours de démantèlement, et que son directeur Xu Jinghua ferait l’objet de mesures de restriction de liberté¹⁵⁰.

3.3 La China Sonangol

La joint venture China Sonangol a été constituée fin 2004 entre Sonangol (30% du capital) et Chuanghui International Development Co. Ltd (les 70% restants). Elle est créée à l’origine pour servir de véhicule à usage spécial afin de faciliter un prêt à Sonangol que des engagements antérieurs empêchaient de contracter des prêts supplémentaires¹⁵¹. En septembre 2005, Sonangol contracte auprès du Crédit Agricole un emprunt de 7 Mds USD sur sept ans par l’intermédiaire de China Sonangol. Le prêt est garanti par un accord de fourniture en pétrole entre Unipec, un acheteur chinois lié à Sinopec, et China Sonangol. En 2006, la Banque de Chine octroie des prêts à la CIF et à une société apparentée, sécurisés grâce aux contrats d’achat de pétrole de la China-Sonangol.¹⁵²

La joint-venture a été négociée, puis dirigée par Manuel Vicente, lorsqu’il était directeur de la Sonangol. Il a aussi été le directeur de trois autres compagnies appartenant au Groupe 88 Queensway. Le français Pierre Falcon

¹⁴⁸ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola’s Management of China’s Credit Lines*.

¹⁴⁹ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola’s Management of China’s Credit Lines*.

¹⁵⁰ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018, Entretien téléphonique avec Lucie Corkin – 24 août 2018

¹⁵¹ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola’s Management of China’s Credit Lines*.

¹⁵² Lucie Corkin.

e a fait partie des principaux négociateurs d'accords entre le CIF et l'Etat angolais et notamment de la joint-venture China-Sonangol, qu'il conseille via son entreprise de consulting Pierson Capital Asia¹⁵³.

La quasi-totalité des livraisons de pétrole servant à rembourser les prêts fournis par l'Eximbank auraient transité par la China Sonangol¹⁵⁴. Les conditions dans lesquelles China Sonangol réalise ses achats du pétrole en Angola n'ont jamais été rendues publiques. Plusieurs observateurs indiquent que pétrole transite via China Angola Oil Stock Holding, une filiale de Dayuan International Holding, la société mère du CIF. Celle-ci obtiendrait le pétrole de l'Etat angolais à un prix avantageux, pour le revendre aux importateurs chinois aux prix du marché, jouant le rôle de véritable courtier¹⁵⁵. Le système aurait permis un enrichissement considérable des entreprises impliquées dans le montage¹⁵⁶.

4 Liste des principaux projets par catégorie

Les prêts concédés par des banques chinoises ont permis la mise a bien de centaines de projets de diverses échelles: routes (plus de 5 mds USD), voies de chemin de fer (3,5 mds USD), ports (notamment Barra do Dande et Cabinda mds USD), aéroports (notamment Bom Jesus 3,5 mds USD) centrales d'énergie, logements et villes (plus de 5 mds USD pour les « nouvelles villes » autour de la capitale Luanda), voiries (2,5 mds), approvisionnements en eau (2,75 mds USD) approvisionnement en électricité : (1 md USD) Centrales électriques (notamment Caculo Cabaça : 4,5 mds USD, Soyo : 1 md USD).

Les constructeurs d'état chinois ont aussi été actifs dans les domaines des télécommunications et de l'agrobusiness. Ce dernier domaine est présenté comme une priorité depuis le partenariat stratégique entre les deux pays signé en 2010. Des entreprises Chinoises ont été chargées par le ministère Angolais de l'agriculture de la construction de 7 fermes de 1 500 à 12 000 hectares, pour un total de plus de 600 millions USD, ainsi qu'un centre de démonstration agricole. La rétrocession de ces projets au fond souverain angolais s'est avérée un échec, les deux parties affichent aujourd'hui une volonté de dynamiser les échanges dans le secteur, notamment l'investissement privé.

4.1 Infrastructures de transport

Les lignes de crédit chinoises ont servi à financer des travaux d'infrastructures par des entreprises chinoises pour le programme de reconstruction nationale. Les entreprises chinoises se sont montrées particulièrement actives dans la reconstruction des infrastructures de transport (routes, voies ferrées, aéroports), urbaines (approvisionnement en eau, électricité, hôpitaux, écoles, villes nouvelles), et dans les secteurs agricole et de la

¹⁵³ nongye« Ces boucaniers chinois qui se partagent les richesses africaines », *Le Monde.fr*, 9 juin 2015, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/06/09/ces-boucaniers-chinois-qui-se-partagent-les-richesses-africaines_4650540_3212.html.

¹⁵⁴ « The Queensway syndicate and the Africa trade ».

¹⁵⁵ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*. Chap.7

¹⁵⁶ « The Queensway syndicate and the Africa trade ».

pêche. Dans le domaine de l'énergie, l'empire du milieu assure notamment le financement et la construction du barrage hydroélectrique de Caculo Cabaça et de la centrale à cycle combiné de Soyo.

Ces projets se placent dans des politiques de reconstruction nationale plus large : l'Angola a fait et continue de faire des investissements importants en vue de reconstruire ses infrastructures, gravement endommagées pendant la guerre civile, de réhabiliter celles ayant subsisté.

Les dépenses en capital de l'Angola pour les projets d'infrastructure se sont réduites avec la crise. Elles ont été estimées à 5,1 Mds USD en 2017. Elles sont plus élevées que les 3,9 Mds USD dépensés en 2016, mais elles sont très inférieures aux 15,8 Mds USD dépensés en 2014. Elles sont principalement axées sur des projets portuaires, ferroviaires, énergétiques, hydrauliques, routiers, aéroportuaires et de télécommunication. S'y ajoutent des bâtiments pour la défense, l'éducation, le logement, la santé, la sécurité et l'ordre public.¹⁵⁷

Routes

A partir de 2005, le gouvernement Angolais déploie des efforts concertés pour la reconstruction et la réhabilitation du réseau routier, victime de dommages importants pendant la guerre civile, ainsi que l'élimination des mines antipersonnel. L'Angola disposait avant le conflit d'un réseau de 8 953 kilomètres de routes viables, pour seulement 1000 à l'issue du conflit¹⁵⁸.

De nombreux programmes sont en place pour reconstruire les routes et les ponts afin de rétablir les routes principales dans tout le pays. En 2016, est notamment annoncé un investissement de 174 Mds AOA (948 millions EUR) pour 17 ouvrages et projets de réhabilitation de routes nationales, secondaires et tertiaires dans le cadre du programme d'investissement public (PIP). La plus grande intervention de ce paquet sera la réhabilitation de la route nationale 321 depuis Luanda vers l'intérieur des terres, dont le tronçon Maria Teresa-Dondo dépassera en montant les 16 Mds AOA (87,2 millions EUR). Ce programme est financé par la soi-disant ligne de crédit China Credit Line de 5,2 Mds USD, analysée comme le prêt China Development Bank de 15 Mds USD du 9 décembre 2015. A été approuvé à ce titre l'ouverture d'un crédit additionnel au budget général de l'État, d'un montant de 26,1 milliards de kwanzas (142,2 millions d'euros), ce qui correspond à 15% de la valeur des marchés de travaux du projets listés¹⁵⁹

Entre 2013 et 2017, 8 036 kilomètres de routes ont été construits ou reconstruits sur un réseau routier total de 73 000 kilomètres afin de relier les 18 capitales provinciales et d'améliorer la liaison entre les capitales provinciales et les municipalités. La construction se concentre actuellement sur la reconstruction du réseau routier provincial, dont une grande

¹⁵⁷ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola - Notes due 2028, Notes due 2048 ». P.75

¹⁵⁸ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. P.76

¹⁵⁹ « Linha de Crédito da China financia 155 projectos em Angola », *ANGONOTÍCIAS*, 13 juillet 2016, <http://www.angonoticias.com/Artigos/item/51409/linha-de-credito-da-china-financia-155-projectos-em-angola>.

partie est en mauvais état bien que praticable, et se concentre sur des projets dans les corridors de la SADC, en particulier ceux liés à la Namibie, la RDC et la Zambie¹⁶⁰.

La construction de routes est gérée par l'Institut national angolais des routes (INEA), qui opère sous les auspices du ministère de la construction. Elle est principalement assurée par des entreprises internationales du Brésil, de Chine et du Portugal, et financée par des facilités de crédit à l'exportation de la Chine, du Brésil et du Portugal et des fonds publics de l'Angola. Les entreprises locales sont principalement impliquées dans la construction de routes plus petites ou de sous-traitants d'entreprises internationales.¹⁶¹ L'entreprise chinoise la plus active dans ce domaine est la China Road and Bridge Corporation CRBC¹⁶².

D'après les informations données au journal officiel, les montants des contrats signés avec des entreprises chinoises pour la seule année 2016 atteignent 1 213 Mds USD pour une trentaine de projets. Ils sont réalisés par China Bengbu International Technology & Economic Corporation (CBITEC), China Harbour Engineering Company Limited (CHEC), China National Machinery Industry Corporation Group (SINOMACH), China Petroleum Pipeline Bureau (CPP), China Pan Construction Group, Sinohydro group.

Les principales lignes de financement chinoises pour des routes sont les suivantes :

- En septembre 2007, la Chine a signé deux contrats de financement pour la réhabilitation d'autoroutes par la CRBC pour le projet en deux phases de réhabilitation et d'agrandissement de la voie rapide Caxito/ N'Zeto/ M'Banza Congo, soit un total de 688 km. Le premier contrat de financement de la réhabilitation de l'autoroute Caxito / Nzeto par la CRBC se monte à 477 456 579 USD avec l'Angola. Ce projet fait partie du prêt de 2 Mds USD accordé à l'Angola par la Chine le 28 septembre 2007. Des opérations de déminage ont été réalisées sur ce tronçon à ce jour¹⁶³.

- Au printemps 2014, Sinohydro conclut avec l'INEA un contrat pour la construction de l'autoroute N'Zeto / Soyo, soit une distance de 192 km dans la province du Zaïre, pour un montant équivalent à 514 578 031 USD¹⁶⁴.

- En avril 2017, la CBITEC remporte un contrat pour la réhabilitation de la route EC 192 / EN 250 / EC 254 / EC 385, Luau / Cazombo, section - Rio Sapo / Cazombo, dans une extension totale de 192,40 km, dans la province de Moxico, pour un total de 276 091 402 USD¹⁶⁵.

Voies de chemins de fer

À l'instar du réseau routier, le réseau ferroviaire angolais a été considérablement détérioré pendant la guerre civile. La reconstruction des chemins de fer, depuis 2007, est

¹⁶⁰ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ».

¹⁶¹ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. P.76

¹⁶² Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview ».

¹⁶³ AidData, « Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. », octobre 2017, <http://aiddata.org/data/chinese-global-official-finance-dataset>.

¹⁶⁴ AidData.

¹⁶⁵ AidData.

principalement assurée par des entreprises chinoises de construction de chemins de fer, avec des équipements fournis et financés par l'Eximbank de Chine et le gouvernement angolais¹⁶⁶

Ce programme vise à reconstruire entièrement les trois principales lignes de chemin de fer en Angola reliant les principales villes côtières à l'intérieur du pays : les chemins de fer de Benguela (« BFC »), Luanda (« CFL ») et Namibe ex-Moçamedes (« CFM »). Les budgets pour ces lignes sont respectivement de 1,8 Mds USD, 532 M USD et 931 M USD¹⁶⁷. Le total correspond à la déclaration du Ministre des Transports en 2015 : 3,5 Mds USD pour 2 612 km¹⁶⁸.

Le chemin de fer qui relie le port de Lobito à Benguela et à Luau (à la frontière de la RDC) sur 1 344 kilomètres a été achevé en 2015. C'est le deuxième plus long chemin de fer construit par une société chinoise en Afrique. Il est prévu de le prolonger à l'avenir par un chemin de fer Angola-Zambie, puis Zambie- Tanzanie¹⁶⁹, un projet qui trouverait à s'articuler avec l'initiative des nouvelles routes de la soie.

Les principaux financements chinois ont été les suivants :

Le chemin de fer de Luanda

- En 2002, China Construction Bank et l'Eximbank ont financé pour un montant de 90 M USD la réhabilitation du chemin de fer de Luanda, d'une longueur de 444 km. Ceci comprenait la reconstruction de la voie, des 16 gares, et des infrastructures de télécommunication et signalisation. Les travaux de construction ont commencé en octobre 2003, ils ont été effectués par China Machinery Engineering Corporation (CMEC) et Transtech Engineering Corporation (TEC) La voie ferrée a été inaugurée en septembre 2008¹⁷⁰.

- En Janvier 2011, une ligne de crédit majoritairement chinoise avec participation indienne, d'un montant de 600 millions USD est allouée à la modernisation de la ligne de chemin de fer Luanda Malanje, d'une longueur de 470 km.

- Une dépêche présidentielle n° 129/15 du 21 décembre 2015 approuve les contrats pour la construction de 5 stations et la fourniture d'équipements pour le chemin de fer de Luanda, d'une valeur globale équivalente à 255 millions USD, et pour la construction de l'embranchement ferroviaire de la gare Baia à la nouvelle Luanda aéroport international valeur globale équivalent en USD 162,473,142.66, et autorise le ministre des Transports à conclure avec le pouvoir de subdélégation, les contrats avec les société China Hyway Group Limited.

¹⁶⁶ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ». p.76-77

¹⁶⁷ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC p.77

¹⁶⁸ Daniel Ribant, *L'Angola de A à Z*

¹⁶⁹ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.38

¹⁷⁰ AidData, « Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. »

Le chemin de fer de Benguela

- En 2006, la Chine a accordé à l'Angola un prêt sans intérêt de 500 millions de dollars pour la reconstruction du chemin de fer de Benguela, une ligne de 1344 km reliant la ville portuaire angolaise Lobito à la frontière avec la République démocratique du Congo. Le prêt était une composante d'un prêt de 2 Mds USD garanti par le pétrole que la Chine a accordé à l'Angola en 2005. Les travaux, initialement confiés au CIF, ont ensuite été transférés à China Railway Construction Corporation (CRCC).

La construction a débuté en 2009 et s'est terminée fin de 2014. L'inauguration a eu lieu en février 2015. Le coût total du projet a été d'environ 1,83 Mds USD.

L'avenir de cette voie de chemin de fer dépend de deux projets miniers en République du Congo : la nouvelle mine de manganèse de Kissenge située à 105 km de la frontière, et une mine de cuivre potentiellement très prometteuse que le groupe canadien Ivanhoé envisage de développer près de Kolwezi. Une fois construit, le tronçon en RdC pourrait être prolongé vers la Zambie et acheminer vers Lobito les exportations minières de ce pays, qui transitent actuellement par camion vers le port de Durban.

A terme, si les projets Angola-Zambie et Zambie- Tanzanie se matérialisent, ils permettront la réalisation d'une ligne transcontinentale reliant l'Atlantique à l'océan Indien. C'est vraisemblablement dans ce cadre que la Chine envisage la participation de l'Angola au projet de routes de la soie, permettant notamment le transport du cuivre de Zambie¹⁷¹.

- Le gouvernement Angolais déclare en aout 2018 vouloir consacrer 97,9 millions USD à la maintenance des lignes de Luanda et Benguela, en engageant des entreprises chinoises qui ont réhabilité l'infrastructure. Le contrat de maintenance de la ligne de Benguela se monterait à 42,9 millions USD, la dévolution du contrat à l'entreprise chinoise étant justifiée par «l'incapacité technique» de la société CFL d'«effectuer les travaux de maintenance de la ligne, qui permettent d'assurer la sécurité de son exploitation».¹⁷² Le même argument est utilisé dans une autre dépêche présidentielle, dans laquelle l'ancien chef d'État Eduardo dos Santos autorise le ministère des Transports à embaucher, pour 55 millions USD le China Railway 20 Bureau Group Corporation (CR20) pour assurer, dans ce cas, l'entretien de la ligne exploitée par les chemins de fer de Benguela (CFB). La ligne de Lobito est entrée en opération en 2014, sa capacité est de 500 000 passagers et 10 millions de tonnes de marchandises¹⁷³.

¹⁷¹ AidData, « Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. »

¹⁷² « Angola contrata chineses para manutenção de 1.700 quilómetros da linha ferroviária », *Observador*, 29 aout 2018, <https://observador.pt/2017/08/29/angola-contrata-chineses-para-manutencao-de-1-700-quilometros-da-linha-ferroviaria/>.

¹⁷³ « 国家概况 — 中华人民共和国外交部 » Angola- Le pays en bref, site officiel du ministère des affaires étrangères chinois, consulté le 4 septembre 2018 https://www.fmprc.gov.cn/web/gjhdq_676201/gj_676203/fz_677316/1206_677390/1206x0_677392/.

Ports

La construction d'infrastructures portuaires est une activité récente pour les entreprises chinoises en Angola. C'est aussi un domaine où elles ont essuyé de gros échecs : le président Joao Lourenço a mis fin mi-2018 à deux contrats de construction importants pour les ports de Cabinda et Barra do Dande, signés avec le fils et la fille de l'ancien président Eduardo dos Santos.

Le port de Barra do Dande

Luanda est le plus grand port du pays, avec environ 5,4 millions de tonnes de fret par an. L'exploitation de ses terminaux est concédée à huit entreprises privées. Jusqu'en 2014 le port de Luanda était très congestionné, avec un temps d'attente moyen de 10 jours ou plus. Il a bénéficié d'un programme de remise à neuf de 130 millions de dollars américains, qui a été achevé en 2014. La crise économique qui a frappé l'Angola à partir de cette date a momentanément réduit les temps d'attente.

Le gouvernement dos Santos avait prévu de construire un deuxième port commercial à proximité de Luanda, à Barra do Dande, capable de traiter 3,2 millions de tonnes de fret par an. En 2017, juste avant la passation de pouvoir au nouveau gouvernement élu, le gouvernement dos Santos a conclu un contrat de construction et d'exploitation de ce port pour un montant de 1,5 Md USD avec Atlantic Ventures SA, dans laquelle Isabel dos Santos avait une participation directe. Il a également autorisé l'émission d'une garantie publique de même montant (décret présidentiel n°207/17 de septembre 2017)¹⁷⁴.

Le nouveau président Joao Lourenço a cassé ce contrat mi-2018¹⁷⁵.

Le port de Cabinda

La capacité du port actuel de Cabinda est insuffisante pour répondre aux besoins de l'enclave de Cabinda, une partie du trafic transite donc via le port de Pointe Noire en République du Congo.

En 2014, le gouvernement dos Santos a pris la décision, très discutable, de construire un nouveau port en eau profonde à Caio. Le contrat pour la réalisation et l'exploitation de «Porto de Caio» a été confié à China Road and Bridge Corporation dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) qui devait être opérationnel en 2019¹⁷⁶.

¹⁷⁴ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.77

¹⁷⁵ « Angola Annuls \$1.5 Billion Port Deal With Dos Santos-Linked Firm », *Bloomberg*, 17 juillet 2018, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-07-17/angola-annuls-1-5-billion-port-deal-with-dos-santos-linked-firm>.

¹⁷⁶ « Governo angolano negocea fim do contrato de porto em Cabinda com a Caioporto », *Jornal de Negócios*, 31 mai 2018, <http://www.jornaldenegocios.pt/economia/mundo/africa/angola/detalhe/governo-angolano-negocea-fim-do-contrato-de-porto-em-cabinda-com-a-caioporto>.

Le projet prévoit dans sa première phase la construction d'une zone de service de 100 hectares, ainsi qu'un quai de 775 mètres¹⁷⁷, un terminal à conteneurs de 630 mètres, des installations de réparation de navires, des entrepôts, une centrale électrique et une zone de libre-échange¹⁷⁸.

Fin 2017 Filomeno dos Santos, fils de l'ancien président angolais, annonce de nouveaux financements : 180 millions USD par le fond souverain angolais FSDEA qu'il préside et 600 M USD par des lignes de crédit chinoises. En échange, le FDSEA reçoit 50% des parts de Caioporto, l'entité spéciale pour le développement et la construction du nouveau projet Port, en partie détenue par Jean-Claude Bastos de Morais, président de Quantum Global¹⁷⁹.

La réalisation de ce projet va être profondément revue après l'élection de Joao Lourenço, mais contrairement à celui de Barra do Dande, elle ne sera pas bloquée. Dans un premier temps Filomeno dos Santos est démis de ses fonctions à la tête du fond souverain en janvier 2018. Ensuite une dépêche présidentielle (n ° 66/18 du 30 mai 2018), met en place une commission pour négocier la résiliation du contrat de concession.

Les modalités de financement sont elles aussi modifiées. Le coût de construction de 707,2 millions USD est ainsi réparti entre l'État angolais à hauteur de 85% et le concessionnaire, qui doit apporter le complément de 15%, soit 124,8 M USD. La construction du port a été insérée dans la ligne de la CDB de 2015.

Aéroports

Le nouvel aéroport de Luanda

Le principal projet aéroportuaire attribué à des entreprises chinoises en Angola est le nouvel aéroport international de Luanda-Bom Jesus, qui est conçu pour devenir un hub aérien en Afrique centrale.

Sa construction a été initialement confiée au CIF pour un montant total de 3,8 Mds USD¹⁸⁰ et financée à hauteur de 1,5 Md USD par la « Réserve stratégique de financement pétrolier pour les infrastructures de base », ancêtre du fonds souverain¹⁸¹. Son exploitation a été confiée à un consortium sino-angolais pour une durée de 20 ans¹⁸².

¹⁷⁷ « Governo angolano negocia fim do contrato de porto em Cabinda com a Caioporto », *Jornal de Negócios*.

¹⁷⁸ « Angolan Fund Says China Exim Will Lend \$600M for New Port », *Further Africa*, 31 janvier 2017, <https://furtherafrica.com/2017/01/31/angolan-fund-says-china-exim-will-lend-600m-for-new-port/>.

¹⁷⁹ « Angolan Fund Says China Exim Will Lend \$600M for New Port », *Further Africa*.

¹⁸⁰ Une dépêche présidentielle du 2 mai 2014 approuve le contrat conclu entre le ministère des Transports et la société China International Fund Limited (CIF), commercial pour la construction du nouvel aéroport international de Luanda pour un montant de 3 828 609 665 USD.

¹⁸¹ La réserve stratégique de financement pétrole est un fond d'investissement créé fin 2010, alimenté par les revenus en pétrole et en gaz de Sonangol. Il préparait également le cadre juridique du futur fonds souverain.

Il a généré d'important remous parmi les partis d'opposition en particulier CASA-CE (Convergence globale du salut de l'Angola / Coalition électorale). Placé sous la seule

Le CIF s'est montré peu efficace sur le projet, comme sur d'autres projets d'aéroports en Afrique. Il semble y avoir eu des erreurs de conception, la construction commencée en 2007 a pris beaucoup de retard, les surcoûts ont nécessité le recours à de nouvelles lignes de crédit. Finalement le CIF a été exclu du contrat et remplacé par la Société nationale chinoise d'ingénierie aéronautique (AVIC-Eng). Le contrat initial sous forme de BOT a été remplacé par un contrat clé en main.

L'aéroport de Bom Jesus aura une capacité annuelle de 15 millions de passagers, soit cinq fois la capacité de l'aéroport actuel¹⁸³ et 600 000 tonnes de fret par an. Sa superficie s'étendra sur 100 hectares.

Au 31 décembre 2017 le gouvernement avait investi 2,4 Mds USD dans ce projet, financés par des lignes de crédit chinoises¹⁸⁴.

Les aéroports régionaux

L'Angola possède un aéroport par province et un vaste programme d'investissements a été mené et se poursuit. La contribution des entreprises chinoises à ce programme est mal connue, elles sont intervenues à Cuito (Bié) et Cabinda.

- Un contrat a été passé au printemps 2016 pour la construction et l'équipement de l'aéroport de Cuito pour un montant de 45 millions USD par China Railway 20 Bureau Group Corporation (CR20).
- Un autre contrat pour de 185 millions USD pour l'agrandissement et la modernisation de l'aéroport de Cabinda par China Railway Construction Group

Matériels de transport

Des entreprises chinoises ont en outre réalisé des contrats de fourniture de véhicules: transports collectif (450 millions USD pour 5750 véhicules), voitures et camions (au moins 60 millions pour 1500 véhicules).

supervision de la présidence, il plaçait une partie des revenus pétroliers hors du droit de regard de l'assemblée nationale. Dans une décision du tribunal constitutionnel de 2013, la cour a néanmoins trouvé la mise en place du fond comme conforme au droit angolais.

(<https://www.portaldeangola.com/2013/01/25/reserva-financeira-estrategica-da-origem-a-polemica/>,
<https://macauhub.com.mo/pt/feature/angolan-strategic-financial-oil-reserve-to-fund-infrastructure-investments/>,

¹⁸² Hamilton Viage, « Negócios da China », *Forbes Angola*, juillet 2017.

¹⁸³ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.78

¹⁸⁴ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC. P.78

4.2 Infrastructures urbaines

Logements

La Chine s'est illustrée par la construction du projet de nouvelle ville de Kilamba Kiaxi achevé en 2013 ainsi que 4 autres villes « satellites » de Luanda: Cacuaco ou Sequele, Zango, Km 44 et Capari et d'autres projets autour des villes principales du pays. La réalisation de « nouvelles centralités (*novas centralidades* ou *novas cidades*) a abouti à la réservation de 100 000 hectares de terres autour de Luanda, Benguela, Namibe, Lubango et Malange. Les 5 villes satellites autour du périphérique de Luanda et la majorité de celles réalisées dans les provinces ont été construites entièrement par des compagnies d'État chinoises et des sous-traitants chinois.

L'Angola fait face à une importante crise du logement. La construction de immobilière s'est interrompue pendant la guerre. En 2014, la capitale Luanda accueillait 21% de la population du pays, 75% de cette population vivant dans les bidonvilles ou *mussekes* qui ne disposent pas d'électricité ni d'eau courante¹⁸⁵. En 2008, le président Dos Santos en campagne promet de construire « 1 million de maisons », 685 000 financées nationalement et 80 000 financés par des lignes de crédit externes¹⁸⁶. Le programme est supervisé par un comité de coordination rattaché au *Gabinete de Reconstrução Nacional*, sous la tutelle de la présidence. C'est en novembre 2010, lors de la visite de Xi Jinping alors vice-président chinois, que le financement de 3,5 Mds USD est annoncée, en même temps que l'annonce du partenariat stratégique Chine-Angola.

Ce projet de construction titanesque, le plus grand réalisé par la CITIC en dehors de la Chine, a abouti à la réalisation de 3,3 millions de mètres carrés habitables répartis en 710 immeubles, et 20 000 appartements sur une surface de 5km². Il comprend la réalisation de 24 crèches, 9 écoles primaires et 8 collèges ainsi qu'un hôpital¹⁸⁷. L'infrastructure comporte deux transformateurs haute tension, 77 sous-stations d'énergie et 400km de réseau d'eau.

Le projet a néanmoins été vivement critiqué pour son manque d'adaptation au contexte local : qualifié de « ville fantôme » dans les premiers temps, sa transmission aux organismes immobiliers angolais ne s'est pas fait sans heurts, la vente des appartements a été difficile. Les logements s'avèrent finalement trop chers pour les plus démunis, on ne peut donc pas réellement parler de logements sociaux. En outre, à défaut d'infrastructures de transport performantes les « villes satellites » sont mal intégrées à la ville et ne peuvent être que des « cités dortoir ».

Autre projet autour de Luanda, le projet de logement Zango. Ce dernier, surnommé " Zango 8000 Red ", concerne la construction par la CITIC de 8 000 logements sur 416 hectares pour

¹⁸⁵ David Benazeraf et Ana Alves, « 'Oil for Housing': Chinese- Built New Towns in Angola », *South Africa Institute of International Affairs (SAIIA)*, n° Policy Briefing 88, avril 2014, p.1

¹⁸⁶ Benazeraf et Alves. p.2

¹⁸⁷ Rodolphe Peugeot, Bernard Dufresne, « L'influence de la Chine en Angola, déjà considérable, continue de s'étendre ».

un montant de 1,2 Mds USD, dont la moitié devait être livré au gouvernement en juillet 2017¹⁸⁸.

En dehors des projets de nouvelles villes réalisées par CITIC, les entreprises publiques chinoises sont assez peu présentes dans le secteur de l'immobilier angolais. Cela peut s'expliquer par l'existence de nombreuses entreprises privées dans le secteur¹⁸⁹.

Hopitaux

L'hôpital général de Luanda semble avoir été à l'origine financé par un programme d'aide chinois alloué en 2001. Le constructeur China National Overseas Engineering Corporation (COVEC) aurait remporté le contrat à l'issue d'un appel d'offre, pour un montant de 8 millions USD. Les travaux ont débuté en juillet 2004 et se sont achevés 15 mois plus tard¹⁹⁰.

Inauguré en février 2006, l'hôpital est évacué dès 2010 du fait de l'apparition de larges fissures dans les murs. En 2012, la Chine financer sa réhabilitation, par COVEC, pour un montant de 6 millions USD, auxquels s'ajoutent en 2013 200 millions de yuans pour la réhabilitation et l'équipement. D'une capacité de 268 lits cet hôpital offre des services en laryngologie, dermatologie, neurologie, ophtalmologie et physiothérapie, ainsi qu'un service de lutte contre le paludisme¹⁹¹.

Une trentaine d'établissements de santé semblent avoir été construits en tout dans de nombreuses provinces du pays (Kwanza Norte, Malanje, Benguela, Huila et Namibe) par les entreprises de construction chinoises. Une douzaine de contrats de construction, pour un montant total d'environ 280 millions USD, ont été conclus entre 2005 et 2016, principalement par Synohydro, CAMCO, Jiangsu et SINOMACH.

En 2017, une autre série de contrats est conclue avec China Railway Corporation, pour la fourniture d'équipements de différents centres, pour un total de 33,6 USD.

Voiries

Les entreprises de construction chinoises ont réalisé plus de 30 contrats relatif à la construction ou à la réhabilitation de voiries de différentes échelles pour un total de plus de 2,5 Mds USD. Les entreprises principalement impliquées sont : Sinohydro, China National Machinery Industry Corporation (SINOMACH), China Road and Bridge Corporation (CRBC), le consortium H&S (China Huashi Group and China Sichuan Huashi Group).

¹⁸⁸ Hamilton Viage, « Negócios da China »,

¹⁸⁹ Entretien avec le chargé d'affaires politiques de l'ambassade de Chine en Angola, 10 août 2018

¹⁹⁰ « Comment la Chine a reconstruit l'Angola », *La Croix*, 11 mai 2014, [/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Comment-la-Chine-a-reconstruit-l-Angola-2014-05-11-1148522](http://Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Comment-la-Chine-a-reconstruit-l-Angola-2014-05-11-1148522).

¹⁹¹ Deborah Brautigam, « Chinese Aid and Luanda General Hospital in Angola: Still Falling Down? », *SAIS CARI Research Initiative*, 21 avril 2011, <http://www.chinaafricarealstory.com/2011/04/chinese-aid-and-luanda-general-hospital.html>.

Approvisionnement en eau,

Les entreprises de construction chinoises ont réalisé autour de 70 contrats de différentes échelle relatives à des projets d'approvisionnement en eau et assainissement, pour un montant total supérieur à 2,75 Mds USD.

Électricité

Le réseau électrique angolais est constitué par 3 sous-réseaux de transmission indépendants correspondant au Nord, au centre et au Sud du pays. Depuis la fin de la guerre civile, le gouvernement a travaillé à la reconstruction et à la rénovation de chacun des systèmes, il a commencé en 2007 à les interconnecter au sein d'un réseau national et à intégrer le réseau national angolais au sein du bassin énergétique régional (regional power pool) de l'Afrique australe. Cela implique l'installation de plus de 4 500 kilomètres de nouvelles lignes en Angola, dont 3 741 kilomètres achevés à la fin de 2017. L'ensemble du projet devrait être achevé en 2022 et, financée principalement par des lignes de crédit à l'exportation du Brésil, de la Chine, du Portugal et de l'Espagne¹⁹².

Les entreprises de construction chinoises ont obtenu une trentaine de contrats relatifs à la fourniture d'électricité pour un montant d'environ 1 Md USD.

Écoles, hôtels et bâtiments publics

Les entreprises chinoises de construction ont réalisé de nombreux bâtiments publics, dont une quinzaine de grande envergure. Les travaux ont été majoritairement réalisés par CEIC, CEC, Sinohydro et Jiangsu.

Établissements scolaires : les entreprises de construction chinoises ont réalisé une dizaine de contrats pour la création de plus de 35 établissements scolaires (écoles primaires, lycées et instituts agricoles, d'administration, polytechnique et linguistique, campus d'université) pour un montant dépassant 380 millions USD. Ces contrats ont été majoritairement réalisés par la CMEC et Sinohydro.

Université Agostinho Neto : le 7 octobre 2005, la société chinoise China Jiangsu International a conclu un contrat pour la réalisation du campus universitaire pour une valeur de 48 420 000 USD. Ce projet fait partie de la phase 2 de la ligne de crédit de 2 Mds USD entre la China EXIM Bank et l'Angola de 2004. Le projet a été achevé le 18 décembre 2008.

Université de Cabinda : le décret présidentiel du 14 juin 2016 autorise la construction du campus universitaire (phase 2), et la construction de 3 unités organiques (facultés d'économie, de médecine et de la CITE), dans la ville de Cabinda, pour un montant de 23,4 M USD.

Hôtels : on estime que la réhabilitation et la construction de différents hôtels à Luanda, Cabinda, Benguela, Huila et Namibe, par des entreprises chinoises aurait coûté autour d'1

¹⁹² Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola ». p.87

Md USD. En 2015, groupe public Endiama a ouvert, en partenariat avec l'entreprise privée chinoise Guanchi, l'hôtel « Diamante », sur la marginal à Luanda.

Stades : des contrats ont été signés pour la construction de quatre centre sportifs dont le plus grand stade du pays « 11 Novembre » à Luanda

Le palais de justice de Luanda a été construit par Jiangsu pour un montant de l'ordre de 40 millions USD

4.3 Agriculture

L'Angola dispose d'un potentiel agricole énorme. Les zones les plus fertiles se trouvent dans le centre du pays, dans les provinces de Huíla, Huambo, Malanje et Bie, où les précipitations sont abondantes entre septembre et avril.¹⁹³

Le secteur agricole est toutefois très peu développé et peu productif. On estime que 10% seulement des terres arables de l'Angola sont effectivement cultivées. Le rendement moyen des principales cultures est faible : 500 kg/ha pour le maïs, 1000 kg/ha pour le riz et 200 kg/ha pour le soja. En 2013, la production céréalière était de 1,5 million de tonnes, le taux d'autosuffisance alimentaire de 30% et l'écart par rapport aux besoins alimentaires du pays de 3 millions de tonnes¹⁹⁴.

La Chine poursuit une politique de « sortie » ou « *going out* » dans l'agriculture (农业走出去 [nongyezouchuqu]), à des fins d'expansion économique, mais aussi pour des questions de sécurité alimentaires. Il existe au sein du Forum de Coopération Chine Afrique (le FOCAC) un Plan de Coopération dans la Modernisation de l'Agriculture (中非农业现代合作计划 [zhongfei nongye xiandai hezuo jihua]).

Concernant l'Angola en particulier, la Chine montre un intérêt croissant pour ce secteur depuis les années 2010¹⁹⁵ ; deux institutions bilatérales existent : la fondation politique pour la coopération dans la modernisation de l'agriculture (农业现代化合作政治基础 [nongye xiandaihua hezuo zhengzhi jichu]) et la plateforme pour la coopération dans la modernisation de l'agriculture (农业现代化合作政策 平台 [nongye xiandai hua hezuo zhengce pingtai])¹⁹⁶

¹⁹³ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.73

¹⁹⁴ « 国家概况 — 中华人民共和国外交部 » Angola- Le pays en bref, site officiel du ministère des affaires étrangères chinois, consulté le 4 septembre 2018

¹⁹⁵ Shang Jinge, « 2015 ~2016 年安哥拉经济 发展现状与中安经济合作 Développement économique de l'Angola de 2015 à 2016 et coopération économique entre la Chine et l'Angola », 葡语国家蓝皮书 - Rapport sur le développement des pays lusophones, 社会科学文献出版社- Presse Académique des Sciences Sociales de Chine, 1 avril 2017

¹⁹⁶ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola », 中国投资 China Investment, 2017, http://www.chinainvestment.com.cn/type_fmgs_post/14311.html.

Financements

La coopération sino angolaise en matière agricole peut être divisée en deux phases : de 2004 à 2008, elle s'est concentrée sur les infrastructures ; depuis 2008, elle est centrée sur le développement de projets de fermes « clés en mains » financés par des prêts commerciaux de la banque de développement chinoise CDB dans le cadre notamment du « partenariat stratégique » de 2010¹⁹⁷.

- Un premier accord finance 203 M USD dans le domaine agricole entre 2004 et 2007, dans le cadre de l'accord de 2 Mds USD garanti en pétrole auprès de la CEXIM.

- En 2007-2008 un nouvel accord aboutit à la signature de projets agricoles pour un montant de 450 M USD (11,7% de la valeur totale des 4.5 Mds USD de prêts garantis en pétrole garantis par CEXIM).

- En 2009, la CBD, liée au China Africa Development Fund associé au FOCAC, a ouvert une première ligne de crédit de 1,5 Mds USD concentrée entre autres sur le développement de projets agricoles. Sans garantie en pétrole, cette ligne de crédit diffère des prêts concédés antérieurement par l'Eximbank.

- Le 9 mai 2014 la CDB a signé une nouvelle ligne de crédit de 2,5 Mds USD pour l'infrastructure, le transport, l'agriculture, des hôpitaux, des écoles et la production d'énergie hydro électrique.

- Lors de la visite du premier ministre Li Keqiang en mai 2014, celui-ci annonce l'intention chinoise de fournir un don de 180 millions de RMB (environ 28,8 M USD). L'Eximbank et le Ministre des Finance angolais signent à cette occasion un accord pour la mise à disposition de 68 M USD à la ferme de Cuimba (Zaïre).

- En 2016, l'entreprise CITIC s'engage à investir 5 Mds USD en Angola dans la production de soja, maïs et blé.

- En 2016, la Chine a fourni 10 millions USD pour financer la construction d'un Centre de démonstration des technologies agricoles dans la ville d'*Icolo e Bengo*, à l'Est de Luanda, dans le but de promouvoir la formation et d'améliorer l'industrialisation du secteur agricole angolais. Cet espace de 54 hectares couvrira tous les domaines de l'agriculture : production et transformation d'aliments, zones de démonstration de culture et d'élevage, ainsi que des bureaux et des logements. Les travaux ont commencé en décembre pour une durée de 2 ans, le centre devrait ouvrir prochainement¹⁹⁸.

¹⁹⁷ Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola », SAIS China Africa Research Initiative, mars 2015).p.2

¹⁹⁸ « 驻安哥拉使馆和安农业部联合举办中安农业发展合作交流会 L'ambassade de Chine en Angola et le ministère de l'agriculture angolais tiennent conjointement une réunion d'échange sur le développement de la coopération agricole », site officiel du ministère des affaires étrangères de la RPC, consulté le 29 août 2018. http://www.fmprc.gov.cn/web/gjhdq_676201/gj_676203/fz_677316/1206_677390/1206x2_677410/t1576364.shtml.

- En novembre 2016, la chambre de commerce sino angolaise annonce un partenariat entre diverses entités des deux pays pour la transformation et la commercialisation de canne à sucre sur un territoire de 20 000 ha dans la province du Bengo, ceinture agricole de la capitale.

Projets de fermes

Le programme des sept fazendas : entre 2001 et 2014, trois entreprises chinoises (CITIC, CAMC et CEIEC) ont été chargées par le ministère Angolais de l'agriculture de la construction de 7 fermes de taille très variable - entre 1 500 et 45 000 hectares - réparties sur 7 provinces : Malanje (Pedras Negras), Cunene (Manquete), Uíge (Sanza Pombo), Moxico (Caiamangala), Zaire (Cuimba), Bié (Camacupa) et Cuando Cubango (Longa). Elles ont été financées par la CDB et l'Eximbank pour des montants compris entre 70 et 160 M USD par ferme. Chaque ferme est spécialisée : elles produisent du riz hybride, du maïs ou du soja ou pratiquent de l'élevage animal.

Farm	Location	Chinese Partner	Year Started	Bank	Credit (US\$ millions)	Size (ha)	Products
Pedras Negras	Malange	CITIC	2011	CDB	160/117	12,580	Corn, Soybean
Sanza Pombo	Uíge	CITIC	2012	CDB	87.5/129	1,050	Rice, Cattle
Longa	Cuando Cubango	CAMC	May 2012	CDB	76.6	1,500	Rice
Camacupa	Bie	CAMC	2012	CDB	88.6	4,500	Corn
Guimba	Zaire	CEIEC	Starting soon	Exim Bank	68	3,000	Corn, Soybean
Caiamangala	Moxico	CEIEC	2013	CDB	79	16,000	Corn, Soybean
Manquete	Cunene	CEIEC	2014	CDB	85.5	45,000	Rice

Source : Zhou Jinyan 2015 p. 3

Il s'agit de projets « clés en main » : l'entreprise chinoise est chargée du défrichage et de la mise en état des terres, de la construction des infrastructures (bâtiments, équipements d'irrigation, séchage, stockage et conditionnement) et enfin de la production et de l'expérimentation de nouvelles plantes. La partie chinoise fournit des formations sur les technologies agricoles et les techniques de gestion des fermes.¹⁹⁹

Après une phase de test de 5 ans durant lesquelles 50 variétés de riz, 30 variétés de soja, 90 variétés de maïs ont été plantées, une sélection des variétés présentant les meilleurs performances sur le terrain : rendement, résistance aux insectes et aux maladies a été effectuée. Les plantations ont été réalisées sur de grandes surfaces. En théorie, l'opération devait permettre de collecter des informations sur les caractéristiques du climat, du sol et

¹⁹⁹ Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola ». p.3

des variétés cultivables mais aussi sur la gestion des terres cultivées et les opérations de mécanisation, qui devait faciliter le suivi de projets agricoles dans le futur²⁰⁰.

Les autorités angolaises sont propriétaires des fermes ainsi réalisées, les terres leur appartiennent, ainsi que les produits issus de la culture. Après le contrat de 5 ans, les fermes ont été transmises à Gesterra, organisme public théoriquement chargé de les gérer.

Ces projets se sont révélés des échecs. Les entreprises de construction sélectionnées n'étaient pas nécessairement expérimentées dans ce domaine, la transmission aux autorités angolaises a interrompu les processus engagés, de sorte qu'elles sont toutes à l'abandon, en faillite et ont été transférées au fonds souverain, qui n'est pas davantage capable de soutenir leur activité que l'organisme Gesterra.

La ferme de Catete dans la banlieue de Luanda est un projet différent. Il était originalement conçue pour produire des légumes nécessaire à la subsistance des dizaines de milliers d'employés de construction pour le chantier titanesque de Kilamba Kiaxi. Elle était allouée par l'armée angolaise, recouvrait une surface de 333 hectares et produisait en majorité du maïs, du riz et des légumes, tous à destination du marché local²⁰¹.

De nouveaux projets sont en vue :

- Un protocole d'intention a été signé entre Gesterra et CITIC pour un projet de production de coton à Malanje.

- En 2016, le président de la Chambre de Commerce Chine Angola, Manuel Arnaldo de Sousa Calado, évoquait un partenariat entre investisseurs chinois et angolais pour un projet de plantation, transformation et commercialisation de canne à sucre à Caxito dans la province du Bengo près de Luanda sur une superficie de 20 000 hectares. Mais on est sans nouvelles de ce projet²⁰². Il peut être lié au centre de démonstration agricole projeté par les autorités chinoises²⁰³.

[Le point de vue chinois sur l'agriculture angolaise : retour sur les clichés, fossé d'intention de l'élite](#)

Plusieurs articles sont parus en Chine sur l'expérience des acteurs chinois dans le secteur agricole. Ils cherchent à analyser les causes de leurs échecs et malgré leurs jugements

²⁰⁰ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola ».

²⁰¹ Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola ». p.3

²⁰² Compte rendu de réunion - Eduardo Barros, représentant de Gesterra, bureau de business France à l'ambassade de France à Luanda, Angola, 19 juin 2018.

²⁰³ « 驻安哥拉使馆和安农业部联合举办中安农业发展合作交流会 L'ambassade de Chine en Angola et le ministère de l'agriculture angolais tiennent conjointement une réunion d'échange sur le développement de la coopération agricole », site officiel du ministère des affaires étrangères de la RPC, consulté le 29 août 2018. http://www.fmprc.gov.cn/web/gjhdq_676201/gj_676203/fz_677316/1206_677390/1206x2_677410/t1576364.shtml.

souvent à l'emporte-pièce ils sont intéressants du fait de la très grande diversité des situations sur lesquelles ils se basent.

La finalité de l'action chinoise dans le secteur agricole

L'intérêt de la Chine dans la production agricole angolaise est indirect. Dans la perspective gouvernementale, se tourner vers les secteurs de subsistance tels que l'agriculture et la santé permet de développer une meilleure image de la Chine et donc de développer son soft power, tout en approfondissant la relation avec l'Angola. Il s'agit aussi d'un tremplin pour obtenir d'autres projets d'infrastructure dans certaines régions. Enfin, en stabilisant le prix des aliments par l'autosuffisance alimentaire du continent africain, la Chine trouve un bénéfice indirect pour sa propre sécurité alimentaire, ainsi que l'explique un article chinois sur la coopération Sino Angolaise en matière agricole de 2012²⁰⁴. Dans un article chinois datant de 2012, on trouve ainsi le paragraphe suivant sous le titre « Situations et opportunités de la coopération Sino Angolaise en matière agricole (中国与安哥拉农业合作的优势与机遇) »

« À cause de son développement économique rapide, le coût des entrants agricoles, de la main-d'œuvre et d'autres coûts [de production] continuent d'augmenter en Chine. Le développement de la production alimentaire nationale rencontre des difficultés sans précédent. Il est urgent d'élargir les zones de production et de vente, d'utiliser des ressources mondiales pour surmonter cette crise. Au cours des 10 prochaines années, la contradiction entre les besoins en production céréalière et agricole de la Chine et les contraintes en termes de ressources agricoles et de main-d'œuvre se feront plus apparentes, les importations des principaux produits agricoles augmenteront de manière significative. En menant une politique étrangère de coopération dans le domaine agricole, la Chine peut élargir le champ de la promotion de sa technologie agricole, et augmenter la capacité de production alimentaire des autres pays voire du monde entier. Il s'agit non seulement de soulager la contradiction entre l'offre et la demande pour les produits alimentaires et agricoles au niveau mondial, mais aussi d'assurer à la Chine des sources fiables d'importations à moindre coût en produits alimentaires et autres produits agricoles pour ses besoins nationaux, et de résoudre ainsi le problème de la sécurité alimentaire du pays. »

L'échec des fazendas et leur rétrocession au fond souverain

Le bilan des *fazendas* réalisées par des entreprises chinoises est désastreux. La gestion chinoise et les programmes de formation aux paysans locaux prennent fin deux années après la fin de la construction. Aucune ne semble fonctionner selon les modalités prévues, les rendements agricoles étant très loin d'atteindre même les prévisions les plus modestes²⁰⁵.

Selon un article chinois, « La gestion des fermes, cédées en 2016 au fond souverain angolais, n'est pas satisfaisant au regard des deux premières saisons d'activité. En particulier, la

²⁰⁴ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan], « 中国与安哥拉的 农业合作 La coopération Sino-Angolaise dans l'agriculture ».

²⁰⁵ Compte rendu de réunion - Eduardo Barros, représentant de Gesterra .

surface d'exploitation effectivement utilisée a été largement réduite, et est inférieure à la capacité des fermes. »²⁰⁶. La période de gestion post-rétrocession par la main d'oeuvre chinoise est jugée trop courte. La gestion des *fazendas* a été confiée au Fonds Souverain Angolais (FSA). A cette occasion le FSA a créé en son sein un nouvel organisme pour la gestion de projets agricoles, le COFERGEPO – dont la gestion était assurée pas des gestionnaires portugais recrutés à cet effet.

Pour surmonter cet échec, l'actuel Exécutif voudrait récupérer la gestion de ces *fazendas* et lancer un concours international pour rechercher des acteurs potentiellement intéressés²⁰⁷.

Carences des infrastructures et du tissu industriel

Les entreprises chinoises ont un réel désir d'investir dans le domaine agricole en Angola, en témoigne un nombre important de publications publiquement accessibles sur le sujet, la mention systématique de ce domaine dans les allocutions publiques. Les chercheurs et journalistes d'affaire chinois ont ainsi réalisé un travail d'intelligence important.

Un article chinois « Implantation agricole chinoise en Angola » fait remarquer que l'Angola manque des infrastructures de bases nécessaires à la production agricole : infrastructures de transport, d'approvisionnement, de conservation, et d'approvisionnement en eau. Les équipements, machines et technologies agricoles sont insuffisants.

Un autre article sur la coopération Chine-Angola dans le domaine agricole souligne l'absence d'infrastructure d'une part, de matériel agricole d'autre part, qu'elle impute à un manque d'investissement :

« La médiocrité des infrastructures de transport rendent l'accès à un grand nombre de régions de l'Angola difficile. De plus, le risque posé par les mines anti-personnel dans certaines zones a entravé à plus forte mesure la croissance de la production agricole. Bien que l'Angola dispose de ressources en eau abondantes, ses installations hydrauliques sont pauvres et ne peuvent pas être utilisées efficacement. Les installations de retenue de l'eau construites pendant la période coloniale Portugaise au Portugal ont été détruites pendant la guerre civile et sont inutilisables. Non seulement les installations de conservation de l'eau construites après la guerre sont-elles peu nombreuses, mais elles manquent également de maintenance, d'entretien et d'utilisation raisonnables, aussi ne peuvent-elles pas être utilisées de manière efficace. Une fois les terres agricoles remises en état, la qualité de la production est faible. Le processus de plantation se fait au seul appui du terrain sans labour, ce qui génère l'érosion des terres et des pertes en eau importantes. L'agriculture angolaise

²⁰⁶ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola ».

²⁰⁷ Compte rendu de réunion - Eduardo Barros, représentant de Gesterra

repose ainsi sur des productions agricoles quotidiennes et se montre particulièrement sensible aux risques de sécheresse ou d'inondations. »²⁰⁸

« L'Angola ne produit pas d'engrais, de pesticides ou d'autres types de matériel de production agricole qui dépendent de l'importation. Or non seulement l'offre disponible sur le marché est faible, mais encore le prix est-il très élevé, ce qui les rend inaccessibles à la plupart des agriculteurs.²⁰⁹ »

« La production agricole souffre d'une grave pénurie d'investissement : l'agriculture angolaise répond à un mode de production rudimentaire à petite échelle : une fois la terre brûlée, elle est cultivée au moyen de houes et de pelles, sans machines agricoles. L'ensemencement est effectué par épandage, sans gestion de terrain. La plupart des agriculteurs n'ont pas l'habitude de conserver, composer et d'utiliser le fumier de ferme. Les entrants agricoles tels que les engrais et les pesticides ne sont pas utilisés et les cultures sont en croissance naturelle, ce qui bloque la croissance des rendements. L'utilisation d'animaux de trait est rare, les machines agricoles quasi inexistantes : la plantation, la plantation et la récolte dépendent toutes de la force de travail humaine. »²¹⁰

Le manque de main-d'œuvre qualifiée

L'Angola souffre en outre d'un manque de main d'oeuvre qualifiée.

« La 'sortie agricole chinoise' (农业走出去 [nongye zouchuqu]), ne signifie pas la délocalisation de la main-d'œuvre agricole chinoise à l'étranger mais bien l'exportation de la gestion agricole chinoise hors de ses frontières ». Pour rendre la transmission des fermes effective, le management doit ainsi 's'enraciner' (扎根[zhagen]). Il s'agit notamment de proposer des formations sur place afin de voir émerger des talents et une excellence agricole in situ, promouvoir ainsi l'économie et l'emploi au niveau local et d'assurer une véritable implantation de l'industrie agricole chinoise. La main d'œuvre ayant bénéficié d'une formation en Chine ne participe pas aux opérations mais alimente un phénomène de brain-drain. »²¹¹

La CITIC a ainsi envoyé 11 Angolais étudier l'agriculture à l'université Shihezi du Xinjiang pour étudier l'agriculture et la gestion de fermes, suivi d'une période de formation d'un an en Angola. Ils devaient ensuite être dispatché au travers des fermes réalisées dans le pays. La CITIC avait aussi l'intention d'augmenter progressivement le recours à la main d'œuvre locale : d'un ratio de 8 Chinois pour 2 Angolais la première année, ils devaient passer à 6

²⁰⁸ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan], « 中国与安哥拉的 农业合作 La coopération Sino-Angolaise dans l'agriculture », p.114

²⁰⁹ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan]. p.115

²¹⁰ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan]. p.115

²¹¹ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola ».

Chinois pour 4 Angolais après trois ans puis à 2 Chinois pour 8 Angolais à la fin de la période de 5 ans.²¹²

Un des enjeux de la coopération Sino Angolaise dans le domaine agricole est bien celui de la formation de la main-d'œuvre angolaise. Comme dans d'autres domaines, la Chine organise ainsi le déplacement de techniciens agricoles en Chine pour des stages de formations comprenant des cycles de conférence, visites de sites et rencontres avec des entrepreneurs chinois. Fin juillet 2018, le déplacement de 24 techniciens sélectionnés par les ministères de l'agriculture, des forêts et de la pêche devaient bénéficier d'une telle formation, avec un focus sur les technologies et l'inspection de la qualité²¹³²¹⁴.

En 2016, comme nous l'avons vu, la Chine a fourni 10 millions USD pour financer la construction d'un Centre de démonstration des technologies agricoles dans la ville d'Icolo e Bengo, à l'Est de Luanda, dans le but de promouvoir la formation et d'améliorer l'industrialisation du secteur agricole angolais. Cet espace de 54 hectares couvrira tous les domaines de l'agriculture : production et transformation d'aliments, zones de démonstration de culture et d'élevage, ainsi que des bureaux et des logements. Les travaux ont commencé en décembre pour une durée de 2 ans, le centre devrait ouvrir prochainement²¹⁵.

« L'Angola souffre d'un manque de main d'œuvre qualifiée. Si la population rurale représente 65% à 70% de la population, un grand nombre d'agriculteurs choisissent de s'exiler dans les banlieues des grandes villes pour bénéficier de l'industrie pétrolière plutôt que de s'engager dans l'agriculture dans les zones rurales. Ceci entraîne une pénurie de main d'œuvre et une baisse de qualité : 40% à 60% des agriculteurs sont analphabètes, surtout les plus de 40 ans. Les agriculteurs angolais connaissent mal les techniques de production agricoles basiques. Dans les vastes régions rurales, la principale production agricole est le manioc, essentiellement cultivé dans des conditions primitives de culture sur brûlis. Les productions comme celles du maïs ne sont pas standardisées et reposent sur l'expérience pour l'espacement des rangs et des plants. Il n'existe pas de gestion des cultures sur le terrain, la lutte contre les ravageurs des cultures repose sur l'expérience traditionnelle, les concepts de rotation des cultures, ou de cultures intercalaires sont inconnus. »²¹⁶

²¹² Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola »,

²¹³ « Agricultura angolana "cultiva-se" na China », *Novojornal*, 9 juillet 2018

http://www.novojornal.co.ao/sociedade/interior/agricultura-angolana-cultiva-se-na-china-55872.html?utm_term=Bom+dia%2C+sim.+

[+Newsletter+Novo+Jornal&utm_campaign=Newsletters&utm_source=e-goi&utm_medium=email.](#)

²¹⁴ « China forma angolanos em agricultura e pescas », *Angola Press - ANGOP*, 7 août 2018,

http://www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/economia/2018/7/32/China-forma-angolanos-agricultura-pescas,285433fa-ac8a-411c-b7ba-9ffb5f127a3.html.

²¹⁵ « 驻安哥拉使馆和安农业部联合举办中安农业发展合作交流会在安 », L'ambassade de Chine en Angola et le ministère de l'agriculture angolais tiennent conjointement une réunion d'échange sur le développement de la coopération agricole », site officiel du ministère des affaires étrangères de la RPC, consulté le 29 août 2018.

²¹⁶ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan], « 中国与安哥拉的 农业合作 La coopération Sino-Angolaise dans l'agriculture », p.115

La nécessité de produire des semences

La faiblesse de la Chine quant aux semences face au « monopole » occidental est également soulignée comme un défi aux échanges dans le domaine de l'agriculture. Si les phases de test puis la première année d'exploitation ont révélé que certaines variétés locales donnaient des résultats aussi bons que les variétés étrangères, il n'est pas possible de donner une évaluation certaine sur un si court terme. L'import de semences ayant fait leurs preuves, notamment depuis l'Afrique du Sud, est ainsi un choix plus sécurisé, mais crée une dépendance à l'import pour le premier maillon de la chaîne d'exploitation agricole et pose la question de l'autonomie de l'Angola dans ce secteur. Aussi les projets chinois relèvent-ils plutôt de projets d'ingénierie que d'une réelle 'implantation' dans l'agriculture²¹⁷.

Dans l'article de 2012, un véritable plan de coopération pour la production de semences est envisagé, orbitant autour du centre de démonstration agricole. Celui-ci est financé par la ligne de crédit de la CDB en 2015, et devait être finalisé en 2018.

« Les semences utilisées par les agriculteurs angolais sont souvent des variétés locales anciennes, auto-conservées ou échangées. Faute de purification ou de rajeunissement, celles-ci se dégradent sérieusement ce qui provoque un recul du potentiel de production d'année en année. L'Angola manque cruellement d'un soutien technique à son secteur agricole. Les conditions climatiques sont propices au développement des insectes ravageurs et les maladies.

Cependant, il n'existe pas d'unités de recherche spécialisées et de personnel scientifique et technique pour mener des recherches et des prévisions ciblées sur ceux-ci. Il règne également un manque grave de techniques de prévention, de contrôle et de traitements efficaces. En raison de la faible éducation agricole, du manque de personnel professionnel et technique, du manque d'agences de promotion solides et du manque de coopération et d'échanges entre les institutions établies, il existe peu de formation technique directe et de démonstration pour les agriculteurs. »²¹⁸

Défis de l'investissement chinois en Angola

« La route de la modernisation agricole Chine-Afrique reste très longue », les entreprises agricoles chinoises en Angola font face à un nombre important de défis : les grandes entreprises d'Etat se montrent encore frileuses à investir et partagent insuffisamment leurs informations, les petites structure se montrent plus flexibles et aventureuses mais sont encore peu profitables. Les firmes chinoises manquent globalement d'expérience dans l'investissement et la gestion du risque à l'étranger, et manquent de connaissance des

²¹⁷ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola ».

²¹⁸ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan], « 中国与安哥拉的农业合作 La coopération Sino-Angolaise dans l'agriculture ». p.115

langues et cultures locales, d'autant que les politiques d'investissement angolaises sont parfois difficiles à appliquer²¹⁹.

China Investment déplore l'absence d'un tissu intégré de parc industriels intégrant la chaîne de production agro-alimentaire (centre de recherche, entreprises de semences, sociétés de vente alimentaire etc.) qui permettrait de bénéficier d'un « effet réseau », la mise en place d'alliances et de coopérations de groupe. L'implantation dans le pays est rendue difficile par le caractère dispersé de l'investissement, alors même que les sociétés d'investissement doivent disposer d'une structure d'exploitation stable et d'une stratégie à long terme. Les projets agricoles impliquent en effet un grand nombre de spécialités, sur un temps long, ils nécessitent une gestion technique de haut niveau. Le risque est grand de s'engager dans des tractations douteuses ou irréalistes²²⁰.

Des questions se posent relatives à l'équipement, le ministre angolais de l'agriculture insiste pour que l'équipement soit acheté auprès des pays occidentaux les composantes d'équipement chinois étant difficiles à trouver sur le marché local²²¹.

Le caractère durable du modèle est questionnable dans la mesure où il s'agit de projet de grande échelle alors que le coût du défrichement, de l'irrigation et des autres infrastructure est trop élevé pour des fermiers de petite échelle. De plus, la main d'œuvre agricole formée locale est rare. En général, l'historique chinois de la coopération en matière agricole est un échec²²².

A la recherche d'un nouveau modèle : coopérer avec l'Union Européenne sur la petite agriculture ?

La presse chinoise souligne l'existence de besoins communs entre la Chine et l'Afrique. La question de la sécurité alimentaire est ainsi soulignée : du côté angolais, comme du côté chinois, la coopération est présentée comme une solution bénéfique aux problèmes que soulève la poussée démographique et l'urbanisation galopante de deux pays. L'Angola comme la Chine sont dans une situation de forte dépendance à l'import : l'Angola a ainsi importé 400 000 tonnes de riz en 2016 pour une production de 37 000 tonnes. La même année, la Chine a produit 14,4 millions de tonnes de soja, les importations représentaient 95,53 millions de tonnes. L'article s'achève sur le constat que les deux pays seraient complémentaires et que l'investissement chinois sur le continent est un secteur d'avenir : « la Chine pourvoit la technologie agricole, l'équipement et le soutien financier, l'Afrique possède de vastes terres fertiles et une main-d'œuvre abondante »²²³.

Les projets agricoles devraient dans l'avenir permettre une coopération renforcée afin d'envisager un mode de gestion et de fonctionnement efficace. Par exemple, les

²¹⁹ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola ».

²²⁰ Wen Liubei (文刘贝).

²²¹ Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola ». p.4

²²² Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola ». p.5

²²³ Wen Liubei (文刘贝), « 扎根安哥拉农业 L'implantation Agricole [chinoise] en Angola »

équipements chinois pour des exploitation de petite et moyenne échelle sont moins chers et finalement plus adaptés à l'usage local. Ils offrent un marché potentiel très attractif. Des échanges se sont déjà mis en place entre le gouvernement Angolais et l'industrie de Luoyang dans le Henan au centre Est de la Chine²²⁴.

Il reste que la Chine a peu d'influence sur la formulation des politiques nationales d'agriculture ou l'agenda des instituts de recherche en agriculture. Les besoins angolais et les financements chinois ne sont pas alignés : ce dont l'Angola a besoin avant tout c'est de transfert de savoir-faire pour développer des fermes de un à deux hectares. Néanmoins l'engagement chinois porte avant tout sur des projets de grande échelle, dont les retombées sur les petites exploitation sont incertaine ; ceci contraste avec les méthodes de l'UE par exemple, qui effectue des déplacements dans des villages reculés. La Chine pourrait ainsi envisager de coopérer avec l'UE, l'organisation de l'alimentation et de l'agriculture. Le véritable problème de ces fermes est la gestion sur la durée, ainsi que l'avait démontré l'échec de la ferme brésilienne – Gesterra²²⁵.

*La conférence de coopération et d'échange sur le développement agricole
entre la Chine et l'Angola*

Le 11 juillet 2018, l'ambassade d'Angola et le ministère de l'Agriculture de l'Angola ont organisé conjointement la conférence de coopération et d'échange sur le développement agricole entre la Chine et l'Angola au camp de construction CITIC. L'ambassadeur Cui Aimin et Marcos Alexandre Nhunga, ministre de l'Agriculture de l'Angola, ont assisté à la réunion. 11 représentants d'entreprises chinoises engagées dans la production agricole (CAMC engeneering, CGDC, Pan China Construction, Weili Seeds, CITIC construction, Huashi group, Xinjiang Beixi, Neimpex, Si Zhongzong construction group) ainsi que l'ambassadeur Cui Aimin étaient présentes côté chinois, le Bureau du Ministère de l'Agriculture, Bureau Zootechnie, Bureau des forêts, Bureau de la planification et de la sécurité Société nationale agricole et d'autres ministères. Au total, de plus de 50 personnes ont assisté à la réunion²²⁶.

Le ministre de l'agriculture Angolais a insisté sur la promotion de l'agriculture et de l'investissement étranger, martelant que l'Angola a cherché des partenaires dans ce domaine depuis longtemps, et que les chinois sont de partenaires privilégiés de la Chine. Il encourage les entreprises chinoises à investir et à s'allier à des entreprises locales à tous niveaux de la chaîne de production²²⁷.

Sont à privilégier les cultures basiques destinées aux besoins de la population : soja, manioc, millet, caco et coton.

²²⁴ Wen Liubei (文刘贝).

²²⁵ Zhou Jinyan, « Neither 'friendship farm' nor 'land grab': Chinese agricultural investment in Angola ». p.5

²²⁶ « 驻安哥拉使馆和安农业部联合举办中安农业发展合作交流会 L'ambassade de Chine en Angola et le ministère de l'agriculture angolais tiennent conjointement une réunion d'échange sur le développement de la coopération agricole »

²²⁷ « Angola e China - Parceria Agrícola, por Eduardo Lima Porto », *Notícias Agrícolas*, 13 juillet 2018, <https://www.noticiasagricolas.com.br/artigos/artigos-geral/217432-angola-e-china-parceria-agricola-por-eduardo-lima-porto.html>

D'autres chaînes de production liées à l'agriculture sont à envisager : production de ciment, fertilisants, système d'irrigation pour lesquelles il revient de définir les zones prioritaires, machines...

Il assure la facilitation du rapatriement de capital, une protection de l'investissement ainsi que des incitations fiscales et financières. Des systèmes de crédit assurantiel seront mis en place. Des questions de respect des règles relatives au droit de la consommation et au droit de l'environnement sont mis en exergue.

Plus intéressant, le ministre de l'agriculture insiste sur la région est du pays, où il affirme que 15, 20, 30 mille hectares de terres sont réservées à des entreprises chinoises et que le pays accorderait des incitations fiscales à long terme, sans néanmoins donner de précision sur les modalités et le terme des cessions. Il affirme ensuite que la production agricole angolaise sert avant tout aux besoins nationaux mais qu'une fois l'autosuffisance atteinte, la production destinée à l'export reviendra à la Chine²²⁸.

Lors de la séquence d'interaction fermée au public, les entreprises chinoises et les membres du gouvernement angolais ont échangé sur les difficultés rencontrées pour l'implantation des entreprises dans le pays. Les questions de sécurité relative à l'investissement dans les infrastructure et l'exploitation agricole, procédures administratives pour l'implantation d'entreprises étrangères, d'utilisation de devises étrangères, du rapatriement des capitaux mais aussi de sécurité des biens et des personnes ont été évoquées. Le gouvernement angolais a assuré vouloir coordonner les ministères pertinents afin de garantir les droits et intérêts des entreprises chinoises. Le gouvernement chinois a assuré la coordination avec le ministère de l'agriculture²²⁹.

Finalement, les échanges réalisés au cours de cette réunion font écho aux propositions d'un article de recherche chinois réalisé en 2012²³⁰ Pêche

L'Angola possède de bonnes conditions naturelles pour la pêche : les eaux sont riches et la mer est calme tout au long de l'année. La pêche emploie environ 50 000 personnes. Benguela et Namibe sont des zones de pêche importantes. En 2015, la quantité de pêche était d'environ 400 000 tonnes²³¹.

Le gouvernement a l'intention d'accroître la protection et la production de cette ressource, notamment : remplacement et en restauration des bateaux de pêche, amélioration des

²²⁸ « Angola e China - Parceria Agrícola, por Eduardo Lima Porto ».

²²⁹ « 驻安哥拉使馆和安农业部联合举办中安农业发展合作交流会 L'ambassade de Chine en Angola et le ministère de l'agriculture angolais tiennent conjointement une réunion d'échange sur le développement de la coopération agricole »

²³⁰ 陈燕娟[Chen Yanjuan], 秦路 [Qin Lu], 邓岩 [Deng Yan], « 中国与安哥拉的 农业合作 [zhongguo angela de nongye hezuo] La coopération Sino-Angolaise dans l'agriculture », décembre 2012, 世界农业-World Agriculture.

²³¹ « 国家概况 — 中华人民共和国外交部 » Angola- Le pays en bref, site officiel du ministère des affaires étrangères chinois, consulté le 4 septembre 2018

infrastructures de pêche telles que les ports de Luanda, Zaïre, Namibe et Kwanza-Suln, établissement de codes de conduite pour la pêche, l'aquaculture et l'environnement aquatique lutte contre la pêche illégale dans les eaux territoriales. Le gouvernement a identifié des produits de la pêche et de l'aquaculture prioritaires pour l'export et la satisfaction des besoins locaux²³².

Les entreprises chinoises China National Machinery Equipment CMEC et China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation CEC ont signé entre 2006 et 2007 quatre contrats de fourniture de bateaux de pêche et de matériel de transport de produits de la pêche pour un montant total de 267 millions USD. Ces contrats aboutissent à la fourniture de 3058 vaisseaux : dont 50 bateaux de pêche de 30 à 50 mètres de longueur, 3000 canoés, et une base de lancement navale.

Il est important de noter que la pêche n'était pas initialement prévue comme un domaine de coopération entrant dans le cadre des financements de la CEXIM, de tels projets n'étaient donc pas prévus par la première tranche de 1 milliard USD du prêt de 2004. C'est au cours des négociations pour la libération de la deuxième tranche de 1 MdUSD et du prêt additionnel de 500 millions que les Chinois font la proposition de financer des projets pour cette industrie. Les produits de la mer représente le deuxième volume d'export le plus important de l'Angola vers la Chine hors pétrole, après le bois.

En 2009, un "plan de développement intégral dans le domaine des pêches" est passé entre la CMC et le gouvernement Angolais. En 2016 lors du forum d'affaires Chine Angola, la ministre des pêches Victoria de Barros Neto a ainsi déclaré vouloir attirer l'investissement chinois en Angola dans ce secteur afin de développer l'infrastructure²³³.

L'implication chinoise dans le secteur de la pêche est mal connue. Il est fait état d'allégations et d'inquiétude vis-à-vis de la pêche illégale et de la surpêche dans les eaux angolaises, d'autant que les moyens de surveillance maritime sont faibles²³⁴. Deux entreprises au moins sont implantées dans le pays :

- **Fuhai Atlantic Fishing Co** serait le leader du secteur de la pêche en Angola. Fondée en 2017 par Meng Qingyong cette entreprise détiendrait une part de marché de 30 pour cent d'après un article du China Daily²³⁵. Après un investissement de 100 millions de yuans (15,38 millions de dollars) pour entrer sur le marché angolais l'année dernière, la firme réaliserait un bénéfice moyen de 300 000 yuans (44 700 dollars) par mois en 2017. Fuhai Atlantic Fishing Co dispose de six navires, chacun ayant une capacité de pêche d'environ 200 tonnes de poisson par jour. En Angola, le groupe pêche principalement des sardines vendues sur le marché local et en Europe.

²³² Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.75

²³³ « Angola: Investimento chinês nas pescas pode melhorar », *Angola Press - ANGOP*, 16 novembre 2016, http://www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/economia/2016/10/45/Angola-Investimento-chines-nas-pescas-pode-melhorar,a0754dfe-9ee8-44fd-9907-fbe75bc1ec6f.html.

²³⁴ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018

²³⁵ « Grupo chinês lidera sector das pescas em Angola » site officiel du Forum pour la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays de langue portugaise, 3 juillet 2018, <http://www.forumchinaplp.org.mo/six-chinese-fishing-boats-net-30-pct-of-angolan-market/?lang=pt>.

Guanda Pesca : cette entreprise a annoncé en 2017 un investissement d'origine chinoise

4.4 Centrales d'énergie

D'après une récente étude de l'Université des politiques de développement global de Boston, (Boston University Global Development Policy), l'Angola est le pays ayant bénéficié des investissements chinois les plus importants dans le secteur de l'énergie, totalisant 8.9 MdsUSD tandis que le Nigéria n'en aurait reçu que 6.6 MdsUSD, la Zambie, l'Uganda et l'Afrique du Sud autour de 2 millions. Les projets chinois en Angola se concentrent sur les barrages, le plus important étant celui de Caculo Cabaça, qui mobilise 4.5 MdsUSD sur une ligne de l'ICBC. Le projet de la centrale de Soyo, en négociation, est aussi important²³⁶.

En 2017, environ 71,3% de la production d'électricité Angolaise provient de centrales hydroélectriques, principalement des barrages hydroélectriques sur les rivières Kwanza, Catumbela et Cunene. L'Angola possède plusieurs grandes centrales hydroélectriques en exploitation, avec une capacité de production totale actuelle de 4 068 MW. Les entreprises chinoises ont participé au développement des centrales hydroélectriques, de Capanda (capacité de 520 MW), de Matala (capacité de 40,8 MW), Mabubas (capacité de 25,6 MW) opérationnelle depuis 2013 et Lomaum (capacité de 50 MW) mise en service en 2015²³⁷.

11 autres centrales sont en cours de construction ou de rénovation, nombre d'entre elles impliquent des financements ou des travaux chinois.

La centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça.

Caculo Cabaça est un projet important de centrale hydroélectrique à Dondo dans la province du Kwanza Norte, sur le fleuve Kwanza. Le contrat pour l'ingénierie et la construction comprend la construction de l'édifice et de tunnels, la fourniture, l'installation et l'essai de matériel. Il a été signé le 11 juin 2015 entre le gouvernement angolais et un consortium présidé par China Gezhouba Group Corporation CGGC. Le financement du projet à hauteur de 4,5 MdsUSD a été conclu auprès de l'ICBC en décembre 2016, il est garanti par l'assureur crédit chinois Sinosure.

La construction du barrage, a débuté en août 2017 pour une durée totale estimée de 5 ans. A l'issue de la construction, le barrage sera opéré et maintenu pendant quatre ans par CGGC afin de former les ingénieurs et techniciens locaux. Surnommé « les trois gorges angolaises » par les constructeurs chinois, le barrage devrait faire 156 mètres de haut, 1,200 de long, créant un réservoir d'une capacité de 24,000ha²³⁸.

L'ingénieur conseil du projet de Caculo Cabaça est la compagnie portugaise Cobra. L'analyse et l'approbation du projet de construction, fourniture, montage et mise en service des

²³⁶ « Grupo chinês lidera sector das pescas em Angola ».

²³⁷ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.85-86

²³⁸ « Empresa portuguesa Cobra vai assessorar construção da maior barragem de Angola », consulté le 29 août 2018, <https://www.dn.pt/lusa/interior/empresa-portuguesa-cobra-vai-assessorar-construcao-da-maior-barragem-de-angola-8107421.html>.

équipements, représentent 37.3 millions USD. Les seules supervision et inspections du projet se monteraient à 145.5 millions USD²³⁹.

La capacité prévue du projet une fois achevé devrait atteindre 2 171 MW, l'équivalent de la production totale du pays, et autant que le barrage de Lauca (construit sur financement brésilien), qui a commencé à produire en 2018.

Le consortium signataire du contrat était initialement composé de China Gezhouba Group Corporation CGGC, avec 60% du projet, et de deux entités contrôlées par Isabel dos Santos : Boreal Investments, un fond basé à Hong Kong qu'elle détenait à 90%, avec 37,5% du le projet, et Niara Holding (2,5% du capital).

Fin juin 2018, un décret présidentiel a exclu ces deux entreprises et confié la totalité du contrat à CGGC avec le soutien financier de la banque ICBC.

La centrale de Luachimo

La réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Luachimo dans la province de Lunda-Nord, pour un coût total de 210 millions USD est principalement financée par une ligne de crédit de l'ICBC. Les travaux, exécutés par China Gezhouba Group, ont commencé en 2017. La centrale devrait avoir une capacité de 36 MW une fois en fonction en 2019.

La centrale de Soyo

Le contrat pour le projet de Centrale à Cycle Combiné au gaz naturel de Soyo a été signé par le ministère de l'Énergie et de l'Eau et par la China Machinery Engineering Corporation (CMEC) en 2014, les travaux ont commencé la même année²⁴⁰. Le financement de 85% du contrat provient d'un prêt de l'ICBC de 837,5 millions USD, signé le 5 décembre 2016. Le financement des 15% supplémentaires (147,7 M USD) serait tiré de la réserve stratégique en pétrole pour les infrastructures²⁴¹.

Ce projet de centrale thermique entre dans le cadre d'un projet plus large de production de gaz naturel liquéfié à Soyo, dans la province du Zaïre, financé conjointement par Sonangol, Chevron, BP, Eni et Total.

Dans la phase I du projet, terminée, la centrale thermique permet à la National Energy Distribution Company (ENDE) de répondre aux besoins énergétiques du site de Soyo. D'après le gouvernement, la centrale est fonctionnelle depuis 2017, elle produit 22 mégawatts d'énergie, utilisant la transformation du gaz naturel provenant des opérations des différents

²³⁹ « Empresa portuguesa Cobra vai assessorar construção da maior barragem de Angola ».

²⁴⁰ « Banco chinês concede empréstimo a Angola para construção da central do Soyo », *Macauhub*, 19 janvier 2017, <https://macauhub.com.mo/pt/2017/01/19/chinese-bank-grants-loan-to-angola-for-construction-of-soyo-power-plant/>.

²⁴¹ « Chinese contractor to begin work on \$1bn Angolan power plant - News - GCR », consulté le 29 août 2018, <http://www.globalconstructionreview.com/news/chinese-contractor-begin-work-1bn-angolan-p8ow8e5r/>.

blocs pétroliers nationaux et du projet Angola LNG²⁴². Le projet compte 4 turbines à gaz (125 MW chacune, fabriquées par GE à Belfort en France) et 2 turbines à vapeur (125 MW chacune, fabriquées par GE également mais aux Etats-Unis)²⁴³.

La phase II visera à intégrer la centrale au réseau énergétique national afin d'assurer l'alimentation en énergie en particulier de Luanda. Avec une capacité de production installée de 750 MW, le projet prévoit également la construction d'une ligne électrique sur une distance de plus de 400 kilomètres avec 1 500 pylônes²⁴⁴.

Il est fait état de deux autres projets de centrales thermiques : une centrale diesel à Kuito Kuanavale, une usine de recyclage des déchets solides pour la transformation en énergie. Le montant pour ces deux projets tourne autour de 235 millions USD.

4.5 Telecom

Le gouvernement et les opérateurs ont beaucoup investi dans le secteur des télécommunications ces dernières années. Environ 46% de la population angolaise a accès à un service de téléphonie fixe ou cellulaire²⁴⁵.

Les contrats remportés par les entreprises chinoises dans le domaine des télécommunications tourneraient autour de 300-400 millions USD. Ces contrats correspondent à la mise en place de réseaux nouvelle génération, MT/BT et fibre optique dans les principales villes du pays. Ils ont dans leur majorité été exécutés par CMEC²⁴⁶.

Alcatel- Shanghai Bell : en 2002, une fois la paix revenue, c'est une joint-venture Sino Française Alcatel- Shanghai Bell qui réalise un des premiers contrats dans ce domaine, pour la conception, la réalisation et la fourniture de matériel pour l'expansion et l'optimisation des réseaux de télécommunication dans le sud et l'est de l'Angola (Namibe, Huilã, Cunene, Luanda Norte), pour un montant de 60 millions USD. Le projet prévoyait également de mettre en place une station terrienne satellite et de reconstruire 4 stations terriennes de satellite et toutes les lignes extérieures d'Angolan Telecom²⁴⁷.

ZTE est l'acteur chinois le plus important dans le secteur des télécom angolais²⁴⁸. Après avoir assuré des contrats d'un montant de 69 millions USD avec l'opérateur de lignes fixes Mundostartel pour la mise en place du réseau de téléphonie fixe dans les villes de Luanda, Benguela et Lobito, elle a assuré dans le cadre d'un contrat avec Angola Telecom la mise en

²⁴² « Angola: Soyo Power Plant Starts Supplying Energy », *Angola Press - ANGOP*, 12 août 2017, http://www.angop.ao/angola/en_us/noticias/economia/2017/7/32/Angola-Soyo-power-plant-starts-supplying-energy,d68fd16c-9508-420e-a605-65f9c31fa9ad.html.

²⁴³ Quentin da Silva, compte rendu de la mission à Soyo et M'Banza Congo, Octobre 2017, service économique de l'ambassade de France à Luanda

²⁴⁴ « Banco chinês concede empréstimo a Angola para construção da central do Soyo ».

²⁴⁵ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola », 3 mai 2018. p78

²⁴⁶ Documentation du département économique de l'Ambassade de France en Angola, Luanda

²⁴⁷ Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO, « China in Africa: A Strategic Overview », octobre 2009 p.64-65

²⁴⁸ Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO.

place du réseau de télécommunication pour les régions est du pays. La remise à niveau du réseau de télécommunications militaires est aussi évoqué. Les investissements totaux de ZTE dans le pays se montaient pour la première décennie de 2000 à 400 millions USD²⁴⁹.

Movicel : en 2008 ZTE est entrée au capital de Movicel par le rachat de 31% des parts lors de la privatisation partielle de l'entreprise (80%). Cette prise de participation s'assortit de la reprise de la gestion opérationnelle de l'opérateur, confirmée par le décret exécutif conjoint n°58/08 du 28 avril 2008. L'entreprise a ainsi diversifié ses activités en Angola pour être présente dans les domaines de la fourniture et d'acheminement de l'électricité. En 2013, et décroche le contrat auprès de l'Entreprise de Distribution d'Électricité de Luanda (EDEL) pour l'installation de compteurs électriques intelligents en Angola²⁵⁰.

Huawei est présent dans 6 provinces angolaises, où il a investi 7 millions de dollars pour construire un centre de formation aux technologies de télécommunication et moderniser l'ITEL (école des technologies de télécommunications) au sein de l'université des télécommunications actuellement en construction à Luanda. L'entreprise aurait signé des accords de coopération avec l'entreprise publique Angola Telecom et la filiale de Sonangol MST Telecom.

CITCC - China International Telecommunication Construction Corporation serait également présente dans le pays.

CEIEC a réalisé la construction et l'équipement du centre de la TPA, chaîne de télévision publique angolaise, pour un montant total de 67 millions USD. Le contrat a été conclu en mars 2005 pour une fin des travaux en 2008.

4.6 Banque

Trois banques angolaises au moins sont liées à des entités chinoises.

Par ailleurs il existe un accord de convertibilité entre le Renminbi et le Kwanza signé en 2016, mais qui n'est pas en vigueur.

Bank of China: la banque chinoise est implantée en Angola depuis 2017. Elle a débuté ses opérations à Talatona à l'été 2017. En 2017, Bank of China ouvre sa première succursale à Luanda afin de promouvoir les investissements et les prêts chinois en Angola. La branche devrait se concentrer sur les consultations d'information pour les entreprises, la promotion des entreprises, le soutien à la clientèle et la prévention des risques pour les entreprises.

²⁴⁹ Japan External Trade Organisation, IDE-JETRO.

²⁵⁰ « ZTE remporte le mandat d'installation de compteurs électriques intelligents en Angola », *Agence ecofin*, 13 avril 2013, <https://www.agenceecofin.com/mobile/1304-10212-zte-remporte-le-mandat-d-installation-de-compteurs-electriques-intelligents-en-angola>.

chinois investissant en Angola et les entreprises angolaises pénétrant les marchés chinois²⁵¹

Standard Bank de Angola est une filiale de la banque sud-africaine à capitaux chinois Standard Bank, détentrice de 51% du capital, en partenariat avec Zenu Dos Santos, fils de l'ancien président de la République, qui contrôle les 49% restant. Elle ouvre sa première agence en Angola en 2012. En 2007, ICBC a acquis une participation de 20% dans banque d'investissement sud-africaine active sur le marché intérieur, mais aussi sur des particuliers et des actifs et investissements importants dans d'autres pays africains²⁵².

Banco Economico : la faillite du Banco Espirito Santo Angola (BESA) en 2014 a, par sa dimension, eu un énorme retentissement en Angola. Il a entraîné la faillite de sa maison-mère, le Banco Espirito Santo, qui était à l'époque la première banque du Portugal. Une nouvelle banque a été créée à partir de ce qu'il restait de ses actifs, le Banco Economico SA. C'est aujourd'hui la 7^e banque de l'Angola.

L'Etat a dû considérablement recapitaliser cette banque, de sorte qu'aujourd'hui elle est majoritairement détenue par la société publique pétrolière angolaise Sonangol (39,4% du capital). Son deuxième actionnaire est un groupe associé à des investisseurs chinois Lektron Capital SA (30,98%). Les autres actionnaires sont le groupe angolais Geni novas tecnologias (19,9%), contrôlé par Isabelle Dos Santos et le Général « Dino » ; et Novo Banco SA, aujourd'hui troisième banque portugaise, née en août 2014 du sauvetage de Banco Espirito Santo (9,72%)

4.7 Hydrocarbures

Aujourd'hui la Chine est de très loin le premier consommateur de pétrole angolais : en 2017 elle importe 61,6% de la production totale du pays²⁵³. La présence chinoise dans le secteur de l'extraction pétrolière en Angola est néanmoins modeste.

L'année de la signature, avec la CEXIM, du premier accord de prêt, Sinopec et le China International Fund, créent le véhicule China Sonangol. En 2005, de nouveaux contrats confèrent à China Sonangol le droit d'agir comme partenaire privilégié entre la Sonangol et Sinopec. Le pétrole vendu par Sonangol aux importateurs chinois dans le cadre des prêts des années 2000 va, dans sa quasi-totalité transiter par cet organe dont Manuel Vicente prend la présidence en plus de celle de Sonangol²⁵⁴.

La même année, la branche internationale de la China Petroleum et Chemical Corporation (Sinopec Overseas Gas Oil) réalise une joint-venture avec Sonangol. Ce véhicule, Sinopec

²⁵¹ « Bank of China opens branch in Angola », Xinhuanet, 6 juin 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-06/06/c_136342331.htm.

²⁵² Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas », p. 179

²⁵³ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola », 3 mai 2018. p.70

²⁵⁴ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*, Taylor & Francis (University of London, 2013).

Sonangol International (SSI), dont Sinopec est actionnaire à 55% rachète 50% du bloc 18 auprès de Shell pour la somme déclarée de 725 millions de dollars. Le bloc 18 en eaux profondes est situé au large de Cabinda. Ses réserves sont estimées à 172 millions de barils, ce qui en fait un des gisements les plus lucratifs de l'époque²⁵⁵. La cession est effectuée au détriment de l'exploitant indien ONGC Videsh, qui négociait l'acquisition, par l'exercice du droit de préemption de Sonangol²⁵⁶.

En mars 2005, lors de la visite du vice premier ministre Zeng Peiyang en Angola, Sonangol et Sinopec réalisent un mémorandum pour étudier de manière conjointe l'exploration des blocs peu profonds 3/05 et 3/05A, repris au groupe français Total en 2004. Les parties s'accordent ensuite sur une prise de participation à hauteur de 25% par la China Sonangol International Holding (CSIH), une subsidiaire de Sonangol EP, créée en 2004 entre Sinopec et Chuanghui International Development Co., Ltd., société parente du CIF basée à Hong Kong, dans chacun des blocs²⁵⁷.

En 2006, SSI acquiert des participations importantes dans l'exploration des nouveaux blocs en eaux ultra profondes 15/06, 17/06 et 18/06, eux aussi contestés et dont les réserves sont évaluées à 3,2 Mds USD de barils. SSI offre 750 millions pour 20% du block 15 opéré par ENI et réalise une enchère record de 1.1 milliard pour sa participation dans les blocs 17/06 (27%) et 18/06 (40%)²⁵⁸. Dans chacun cas, SSI n'est pas l'opérateur responsable des opérations d'extraction : il s'agit respectivement de AGIP / ENI (Italie), Total (France) et Petrobras (Brésil). Cette position est particulièrement avantageuse pour la SSI, car elle lui permet de s'affranchir des coûts des technologies inhérentes à l'exploration et à l'exploitation pour accéder directement à sa part du "bénéfice pétrolier", résultant des contrats de partage de production²⁵⁹. La contrepartie à cet accès aux blocs en eaux profondes était cependant la signature d'un protocole d'accord pour la construction d'une raffinerie à Lobito (Sonaref), dont les coûts budgétés de 3,5 Mds USD seraient assumés intégralement par Sinopec.

L'affaire Lobito

C'est sur cette dernière condition que les rapports entre la Chine et l'Angola dans le domaine de l'exploration pétrolière se tendent. Le projet, d'une capacité de 240 000 barils par jour²⁶⁰ aurait permis l'autosuffisance du pays en carburants raffinés et également permis l'export d'un excédent, cher au gouvernement de l'époque. En effet, l'Angola ne dispose actuellement que d'une petite raffinerie, construite en 1955 avec un capacité de 29 000 barils par jour, mais ne fonctionnant pas à sa pleine capacité. Mais un différend apparaît entre les deux parties sur la technologie utilisée dans le raffinage qui, compte tenu des

²⁵⁵ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas », p.189

²⁵⁶ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership », p.16

²⁵⁷ Indira Campos, Alex Vines. p.16-17

²⁵⁸ Indira Campos, Alex Vines. p.17

²⁵⁹ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, p.189

²⁶⁰ Indira Campos, Alex Vines. p.18

spécifications différentes utilisées en Asie et en Europe, qui est le marché cible pour la partie angolaise. Ceci aboutit à l'échec des négociations en 2007-2008²⁶¹.

Alors que Sonangol privilégiait l'exportation vers les marchés régionaux, en ligne avec les ambitions de leadership régional, et européens, Sinopec visait à exporter la production vers la Chine, dans le cadre de sa politique de sécurité énergétique. L'objectif du gouvernement angolais était de se renforcer dans la région, en tant que fournisseur de produits pétroliers, dans une période marquée par l'érosion de l'importance économique et militaire de l'Afrique du Sud. La partie chinoise jugeait les marchés régionaux africains comme peu rentables en raison des restrictions de prix et des subventions pratiquées sur ces marchés. Le projet de construction d'une raffinerie sur la côte ouest de l'Afrique du Sud rendait de plus le projet de raffinerie Sonaref moins compétitif²⁶².

L'inflexibilité de la partie chinoise dans cette affaire constituait surtout un prétexte, selon Alves, pour faire s'effondrer un accord qu'elle n'avait aucun intérêt à mettre en œuvre : si les marchés cibles étaient africains ou européens, les sociétés chinoises ne pouvaient pas fournir les équipements, ce qui ôtait tout intérêt au projet²⁶³.

Ainsi, lors de la mise en adjudication du bloc 32 opéré par Total en eaux ultra profondes, Sonangol a usé de son droit de préemption pour bloquer le consortium chinois Sinopec - CNOOC (China National Offshore Oil Corporation) qui était en passe d'en acquérir 20% auprès de Marathon Oil.

Cet épisode illustre selon certains auteurs l'incapacité de la Chine à comprendre le contexte politique et culturel local et plus largement africain. Il montrerait aussi combien le régime angolais utilisait les ressources pétrolières comme outil de négociation de sa politique étrangère, récompensant ou pénalisant les partenaires²⁶⁴.

²⁶¹ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas », p.190

²⁶² Sofia da Graça Cordeiro Fernandes. p.190

²⁶³ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes. p.191

²⁶⁴ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*, Taylor & Francis (University of London, 2013)

Le tableau suivant indique les prises de participation des exploitants chinois entre 2004 et

Shareholder	Year acquired	Oil block	Stake (%)	Other shareholders	Operator
SSI	2004	18	50		BP (50%)
China Sonangol	2005*	3/05 3/05A	25	AJOCO (20%); ENI (12%); Somoil (10%); INA (4%); Naftagas (4%)	Sonangol (25%)
SSI	2006	15/06	20	Sonangol (15%); Total (15%); Statoil (5%); Petrobras (5%); Falcon Oil (5%)	ENI (35%)
SSI	2006	17/06	27.5	Sonangol (30%); Falcon Oil (5%); ACREP (5%); Partex (2.5%)	Total (30%)
SSI	2006	18/06	40	Sonangol (20%); Falcon Oil (5%); Geminas (5%)	Petrobras (30%)
China Sonangol	2010	31	5	Esso (25%); Sonangol (25%); Statoil (13.33%); Marathon (10%)	BP (26.67%)
China Sonangol	2010	32	20	Sonangol (20%); Esso (15%); Marathon (10%); Galp (5%)	Total (30%)
China Sonangol	2011	19/11	10	Sonangol (40%)	BP (50%)
China Sonangol	2011	20/11	10	Sonangol (30%); BP (20%)	Cobalt (40%)
China Sonangol	2011	36/11	20	Sonangol (50%)	ConocoPhillips (30%)
China Sonangol	2011	38/11	15	Sonangol (30%); ExxonMobil (15%)	Statoil (40%)

Note to table: *Confusingly, although the Sonangol concession map portrays China Sonangol as the owner of the 25 per cent stake, Vines et al. (2009: 44) maintain that, while the stake was intended for China Sonangol, it was handed over to SSI in 2007. This change does not seem to have been reflected in the concession map, if it indeed occurred.

Source: Sonangol concessionary map

2011. Source : Lucy Corkin 2013 chap. 7

La Chine, qui est de loin l'acheteur le plus important de pétrole angolais, reste ainsi un acteur de second plan parmi les investisseurs directs dans l'exploration et l'exploitation des blocs. Cet état de fait est en ligne avec la forme de l'investissement chinois sur le continent africain en général : les investissements chinois sont relativement faible dans les secteurs des ressources naturelles, la plupart des projets étant dans les services et l'activité manufacturière²⁶⁵.

Sur la période 2013-2017, 57,6% des IDE dans le secteur pétrolier provenaient d'Europe, 29,4% provenaient des États-Unis et 10,4% de Chine.

	OPERATEUR	milliers b/j	Partenaire chinois	Autres partenaires
Bloc 3/05A	Sonangol (50%)	30	China Sonangol (25%),	Ajoco (20%), ENI (12%), Somoil (10%), Naftgas (4%), INA-Nafta (4%)
Bloc 15/06	ENI (35%)	112	SSI (25%)	Sonangol P&P (35%); Falcon Oil Holding Angola (5%)
Bloc 17/06	Total (30%)		SSI (27,5%)	Sonangol (20%), Somoil (10%), Falcon (5%), Acrep (5%), Partex (2,5%)
Bloc 18	BP (50%)	113	SSI (50%)	-
Bloc 19/11	BP (50%)		China Sonangol (10%).	Sonangol P&P (40%)
Bloc 31	BP (26,67%)	144	SSI (15%)	Sonangol (45%), Statoil (13,33%)
Bloc 32	Total (30%)	230	SSI (20%)	Sonangol (30%), EXXON (15%), Galp (5%)

Source : Quentin da Silva, La place du secteur pétrolier dans l'économie angolaise, 2017

Exportations

Les États-Unis ont été le plus gros importateur de pétrole de l'Angola jusqu'en 2006, date à laquelle ils ont été dépassés par la Chine. Elle représente actuellement 61,6% des exportations de pétrole brut de l'Angola. La comparaison avec les autres pays importateurs est illustrative du poids du partenaire chinois : États-Unis (3,0% en 2017), l'Inde (8,4% en 2017) et l'Union européenne (6,7% en 2017).

²⁶⁵ Wenjie Chen, David Dollar, Heiwan Tang, « Why is China investing in Africa ? Evidence from the firm level », CESifo Working Paper No. 5940, juin 2016, <https://poseidon01.ssrn.com/delivery.php?ID=123003017068029120068001107001095002035005000074066087090121007004123085030025022119100028043014103061021011012025071008072091000053057080086025030077104104073026005043030115024083093095118071066111116125067087030114124092102071096126103116000001099&EXT=pdf>.

Du fait de la baisse des cours, malgré l'augmentation des quantités exportées, le montant des exportations de pétrole brut vers la Chine a considérablement diminué entre 2013 et 2017, passant de 31,7 Mds USD en 2013 à 19,2 Mds USD en 2017.

	2013	2014	2015	2016	2017
	(U.S.\$ billion)				
China.....	31.7	27.7	14.1	13.9	19.2
United States.....	4.9	2.0	1.0	1.3	0.9
Canada.....	3.0	2.7	1.0	0.9	1.1
France.....	1.3	2.0	1.5	0.9	0.3

Source: G Sachs 2018 p.70-71

Source: Ministry of Mineral Resources and Petroleum

4.8 Autres ressources naturelles : diamants, bois

Alors que le pétrole représente la ressource minérale la plus importante produite en Angola, le pays dispose de réserves importantes d'autres minéraux : diamants, de minerai de fer, d'or et de cuivre. L'infrastructure minière du pays a été fortement perturbée pendant la guerre civile, seule l'industrie du diamant, source de revenu occultes de financement de l'effort de guerre du MPLA, s'est maintenue. Pour relancer le secteur minier, le gouvernement a adopté un programme d'enquête géologique de cinq ans, qui a commencé en 2013. L'entreprise chinoise CITIC a fait partie du programme d'enquête²⁶⁶.

Le ministre angolais de la géologie et des mines, Francisco Queiroz, rencontre en 2015 son Beijing son homologue chinois Jiang Daming pour discuter du renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la géologie et des mines²⁶⁷. En 2016, le site du forum de Macau fait état d'un accord de coopération entre les deux pays pour « l'identification de projets commun en géologie et recherche géologique »²⁶⁸. Il n'est pas anodin de noter que la Chine a une très bonne connaissance des ressources minières angolaises, ayant participé au sondage géologique de grande envergure réalisé dans le pays.

²⁶⁶ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.72

²⁶⁷ « Angola reforça cooperação com China no sector mineiro », *Angola Press - ANGOP*, 15 décembre 2015, http://cdn2.portalangop.co.ao/angola/pt_pt/noticias/economia/2015/11/51/Angola-reforca-cooperacao-com-China-sector-mineiro,1f269ea1-4c97-4b7f-a0ba-56aeda47aabf.html.

²⁶⁸ « Angola, China Sign Deal to Strengthen Research Efforts in the Mining Sector », site officiel du Forum pour la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays de langue portugaise, consulté le 6 septembre 2016, <http://www.forumchinaplp.org.mo/angola-china-sign-deal-to-strengthen-research-efforts-in-the-mining-sector/>.

Diamants

Avec une réserve de 180 millions de carats de diamants, et une production de 8,87 millions de carats en 2015, l'Angola est le cinquième plus grand producteur de diamants au monde²⁶⁹. Les deux principaux acteurs publics sont *Endiama* (production) et *Sodiam* (commercialisation).

Le 6 avril 2005, le conseil des ministres autorise une joint-venture entre la compagnie d'Etat Endiama et le CIF. Il approuve aussi la création de *Endiama China International Holding Ltd* (Endiama China) pour la prospection, la production et le marketing de diamants, incluant le découpage et la production de bijoux à Hong Kong. En mars 2007 les médias rapportent néanmoins que la joint-venture a été dissoute²⁷⁰.

Il s'y ajoute la fondation des premières installations de polissage de diamants en Angola - *Angola Polishing Diamonds*. Cette entité toutefois, bien qu'ayant reçu d'abondants financements publics, n'a jamais obtenu des résultats satisfaisants.

Un observateur fait remarquer que les échanges avec la Chine pour les denrées sensibles tels que l'exploitation des diamants, du bois, et les pêches ne font l'objet d'aucune publicité, alors même que la Chine est la destination principale pour leur exportation. A son sens, ces denrées ont pu faire l'objet de trafic entre les deux pays en parallèle des prêts du CIF²⁷¹. En 2017, les principaux importateurs de diamants de l'Angola étaient les Émirats Arabes Unis (74,3 pour cent.), Hong Kong (16,6 pour cent.) et Israël (8,9 pour cent.)²⁷².

Exploitation du bois

L'exploitation de bois était réalisée sans véritable cadre réglementaire sous le mandat Dos Santos. Selon un observateur, l'exploitation de certaines ressources en dehors des règles établies entraient dans des tractations informelles entre le gouvernement angolais et les autorités chinoises²⁷³.

Joao Lourenço cherche à encadrer cette activité à plus forte mesure. Le vice-président de la chambre de commerce Chine Angola déclare ainsi que de nouvelles réglementations mises en place bloquent l'activité chinoise, mettant en péril les investissements réalisés²⁷⁴.

Ce point de vue est à mettre en perspective : les bucherons de la région du Cuanza Sul se plaignent ainsi d'une concurrence déloyale de la part des chinois qui exploitent le bois de manière illégale, alors que l'exploitation est normalement soumise à une autorisation délivrée par le Ministère de l'agriculture de développement rural. Les chinois payent 9 000

²⁶⁹ « 国家概况 — 中华人民共和国外交部 » Angola- Le pays en bref, site officiel du ministère des affaires étrangères chinois, consulté le 4 septembre 2018

²⁷⁰ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ». p.17

²⁷¹ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018

²⁷² « Angola reforça cooperação com China no sector mineiro - Economia - Angola Press - ANGOP ».

²⁷³ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018

²⁷⁴ Entretien avec le vice-président de la Chambre de Commerce Angola Chine – 24 août 2018

Kwanzas au propriétaire de la terre pour chaque arbre coupé, ce qui engendre une inflation considérable du prix des arbres, normalement fixé à 3 000 Kwanzas²⁷⁵.

²⁷⁵ « Chineses detidos por exploração ilegal de madeira - Economia - Angola Press - ANGOP », <http://www.angop.ao>, consulté le 11 décembre 2018, http://www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/economia/2018/6/29/Chineses-detidos-por-exploracao-ilegal-madeira,b0c0f12b-7045-46db-a0bf-9173ed5cedcf.html.

RELATIONS CHINE-ANGOLA : NOUVEAU MODÈLE ?

1 Du modèle initial à l'annonce d'un changement : analyse

La relation Chine-Angola reposait jusqu'à la chute du cours des matières premières en 2014 sur un modèle « pétrole contre infrastructure ». Les prêts concédés (60 Mds USD au total depuis 2002 d'après l'ambassadeur Cui Aimin en 2018) étaient garantis en pétrole tandis que l'utilisation des fonds pour la reconstruction des infrastructures du pays et les entreprises chinoises chargées de la reconstruction était déterminée à l'avance. Avec la montée des prix du pétrole entre la fin de la guerre civile, en 2002, et 2014, ce système a battu son plein, permettant la réalisation de centaines de projets à grande échelle: logements -voire villes entières-, routes, centrales d'énergie, ports, fermes... par une main d'œuvre chinoise déployée sur place. Le pays comptait 260 000 ressortissants chinois en 2014.

La baisse du cours des matières premières à partir de 2014 remet le fonctionnement antérieur en cause. La monnaie d'échange perd ainsi sa valeur alors que la demande chinoise en termes de pétrole diminue sous l'effet de la crise économique et financière. Le coût grimpant de la main d'œuvre chinoise est aussi évoqué comme un facteur d'obsolescence du modèle, d'autant que les primes de risques des travailleurs chinois, qui font face à une recrudescence inquiétant de violences à leur encontre, sont à présent élevées. La dégradation de l'environnement d'affaires angolais a poussé au départ près de 150 000 ressortissants. Alors que le gouvernement angolais peine à rembourser les travaux réalisés et se trouve en situation de cessation de paiement, le secteur de la construction est de plus en plus saturé, ce qui force les entreprises encore en place à amorcer une diversification voire une réorientation de leurs activités. Les entreprises chinoises n'ont pas réellement réussi à s'implanter sur le territoire au-delà des prestations de service ponctuelles désignées par les contrats. Elle regrettent la mauvaise image que génère la gestion de projets déficiente après la cession d'infrastructures de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, en plus de la qualité parfois mauvaise des travaux dus à des pratiques de pot-de-vin outranciers.

L'Angola est asphyxié par la dette, ce qui force à des ré-échelonnements et des renégociations dès les années 2010. Si Joao Lourenco ne s'est pas encore officiellement prononcé sur la question alors que la dette chinoise représente 56% de la dette nationale, il y a fort à parier que la question sera centrale au prochain Forum de Coopération Chine Afrique. Le nouveau président angolais, qui se compare volontiers à Deng Xiaoping dans ses efforts pour réformer l'environnement d'affaires, s'est en revanche exprimé sur le « changement de modèle » voulu dans les relations entre les deux pays. Chantre de la diversification et de l'investissement privé, il s'aligne donc avec la rhétorique de Pékin depuis le FOCAC de Johannesburg en 2015, et promeut un programme de réforme ambitieux du cadre législatif et réglementaire. Il souhaite aussi intégrer plus avant la population angolaise aux efforts de reconstruction nationale, alors que le modèle « pétrole contre infrastructures » a alimenté le phénomène de chômage endémique, que les projets réalisés ne sont pas toujours de qualité. Les fonds chinois ont fait l'objet d'une véritable gabegie de la part des anciennes élites, Lourenço paraît décidé dans un premier temps à lutter contre la corruption, du moins à la limiter dans des proportions congrues.

Finalement, le discours chinois vis-à-vis de l'Angola est aligné sur sa stratégie globale en Afrique. Il reste à prendre en compte les caractéristiques de l'économie angolaise pour saisir le défi de la diversification. Le pays souffre d'un climat d'affaires particulièrement défavorable : problèmes de devises, environnement légal et réglementaire flou, absence de tissu industriel, manque de main d'œuvre qualifiée etc. Le nouveau gouvernement affiche néanmoins une réelle volonté de changer ces conditions, entérinée par un programme de réformes.

1.1 Critiques du modèle

Les autorités chinoises annoncent dès l'orée des années 2010 que « modèle angolais » doit être réorienté. Cette rhétorique correspond au message global que propage la Chine en Afrique, notamment pour faire face aux critiques internationales, à partir du FOCAC de 2015. Le « modèle Angolais » commence aussi à montrer des limites, compte tenu de la situation du pays. Le leitmotiv du « changement de modèle » s'accroît au fil des ans, il est aujourd'hui systématiquement employé lors des allocutions publiques impliquant les deux États. On peut penser que ce changement est aujourd'hui largement entamé.

1.2 Endettement et captation des exports en pétrole

Le retour sur investissement des prêts fonctionnant sur le modèle « pétrole contre infrastructure » est plus incertain qu'auparavant. La garantie des prêts étant dépréciée, la sécurité financière des investissements sur ce modèle n'est pas garantie. La chute des cours du pétrole fin 2013 a porté un coup au budget gouvernemental angolais, le baril passe ainsi de 25 dollars en 2002 à 110 dollars en 2012. Le pays a fait l'objet de deux ré-échelonnement de dettes en 2008 et 2015, dates où le prix par baril réalise des creux.

Pour la seule année 2018, l'Angola projette d'emprunter 31 Mds USD, portant son taux d'endettement à 70 % du PIB fin 2018, selon le gouvernement. Ces emprunts qui pèsent sur les finances publiques : le service de la dette extérieure va augmenter cette année à 5,9 % du PIB, contre 3,1 % en 2017²⁷⁶. Fin avril, l'agence de notation Moody's décidait en conséquence d'abaisser la note du pays. La Chine est le prêteur majoritaire de l'Angola depuis 2010. En 2018, 56% de la dette nationale angolaise est détenue par des banques politiques et commerciales chinoises, pour un montant total de 21,5 Mds USD. L'économie angolaise est donc particulièrement dépendante de la stabilité de la croissance chinoises et d'une bonne relation entre les deux pays²⁷⁷, d'où une politique d'ouverture à d'autres partenaires tels que l'Inde²⁷⁸, plus récemment la France et l'Allemagne.

L'ambassadeur chinois Cui Aimin rédige à l'occasion des 35 ans des relations diplomatiques une adresse aux angolais, publiée dans le Jornal di Angola. Celui-ci déclare que ce sont 60

²⁷⁶ McKinsey & Company, « Dance of the lions and dragon - How are Africa and China engaging and how will the partnership evolve? »

²⁷⁷ Goldman Sachs, Deutsche Bank AG, et ICBC, « The Republic of Angola » p.120-124

²⁷⁸ « Recuperação da economia de Angola dependente da China », *Macauhub*, 22 novembre 2015, <https://macauhub.com.mo/pt/feature/angolas-economic-recovery-is-dependent-on-china/>.

Mds USD qui ont été mis à disposition par son pays pour la reconstruction de l'Angola²⁷⁹. Il invite à « Commencer un nouveau voyage dans la relation stratégique entre la Chine et l'Angola », insistant notamment sur les résultats du forum d'investissement de 2016 et la mise en place de la nouvelle commission mixte pour la coopération économique et commerciale²⁸⁰.

La Chine fait aussi l'objet de pressions internationales vis-à-vis du modèle « ressource contre infrastructure », qui participe au surendettement des nations africaines. Ceux-ci sont en outre plus enclins à accueillir des investissements directs qui génèrent des revenus de taxes plus importants, plus d'emplois locaux et de transfert de technologies, de savoir-faire et de méthodes de management²⁸¹. Les décideurs chinois devront donc à l'avenir faire reposer une partie du risque de l'investissement sur le secteur privé, tant chinois qu'angolais.

	2013	2014	2015	2016	2017 (preliminary)
	(U.S.\$ billions)				
Bilateral	7.9	8.0	7.9	8.0	7.7
China (China Exim Bank)	3.8	3.8	3.9	4.1	5.2
Brazil (Government of Brazil and National Bank for Social and Economic Development)	2.5	2.4	2.0	1.6	1.2
Portugal (Government of Portugal/COSEC)	1.2	1.0	0.8	0.7	0.6
Others	0.4	0.8	1.2	1.7	0.8
Multilateral	0.5	1.2	1.6	2.0	2.1
World Bank (International Development Agency)	0.5	0.5	1.0	1.0	1.1
African Development Bank (African Development Fund)	0.0	0.6	0.6	1.0	1.0
Commercial banks (by lender)	5.2	8.7	8.9	20.1	22.9
CDB	0.6	1.2	1.1	12.3	15.5
Northern Lights III and IV	1.0	2.0	1.9	1.7	1.2
Deutsche/ Espanha	1.1	0.9	0.7	0.6	0.5
ICBC	0.1	0.1	0.2	0.3	0.7
VTB Plc.	—	0.8	0.8	0.8	0.6
JBIC	0.2	0.6	0.8	0.7	0.6
DBSA	0.5	0.7	0.7	0.6	0.5
Others	1.8	2.4	2.8	3.1	3.2
Suppliers (by country of origin)	1.2	3.4	3.6	3.5	4.1
Israel	0.9	3.1	3.3	3.1	3.0
Others	0.3	0.3	0.3	0.4	1.1
Eurobonds	—	—	1.5	1.5	1.5
Total external Government debt	14.9	21.3	23.6	35.2	38.3

Composition de la dette nationale angolaise. Source : Rapport Goldman Sachs p. 122

²⁷⁹ La différence dans le montant s'explique par la prise en compte des lignes de crédit par opposition à l'encours tiré sur celles-ci, et l'inclusion des prêts dont la Sonangol a bénéficié.

²⁸⁰ Celso Filipe, « Novo presidente angolano compara-se a Deng Xiaoping », *Negocios*, août 2017, <https://www.jornaldenegocios.pt/economia/mundo/africa/angola/detalhe/novo-presidente-angolano-compara-se-a-deng-xiaoping>.

²⁸¹ Cheng Cheng 程诚, « 一带一路框架下中国在非洲的投资类开发金融体系 Le système bancaire pour l'investissement et financement du développement Chinois en Afrique dans le cadre des "nouvelles routes de la soie ».

La chute des cours du pétrole a généré une captation des exports de pétrole par la Chine en tant que garantie des prêts, hypothéquant de facto la majorité de la production angolaise. En 2016, la quantité de pétrole disponible à l'export une fois retranchée la part réservée à la Chine représente moins de 50% de la production réalisée. La proportion des exports en pétrole « pré-payés » par les lignes de crédit était de l'ordre de 10% au début des années 2010²⁸². En 2017 l'Angola exporte la quantité plafond de 61,6% de sa production de pétrole vers la Chine, lui laissant peu de marge de manœuvre pour les ventes²⁸³.

1.3 La construction par des firmes d'État chinoise : moins rentable

D'autre part, la réalisation de travaux de construction par des entreprises chinoises n'est plus aussi rentable : non seulement le secteur souffre-t-il des cessations de paiement à répétition de l'État angolais et des problèmes de transfert de paiement, mais il est aussi de moins en moins compétitif²⁸⁴. Le coût d'exploitation des entreprises chinoises augmente, en particulier le déploiement de la main d'œuvre, alors que, ne remplissant que le rôle de maître d'œuvre, elles bénéficient d'un profit faible et n'ont pas de contrôle sur la réalisation des projets. Le domaine de la construction en Afrique est en outre beaucoup plus saturé qu'il ne l'était auparavant, d'autant que les bailleurs traditionnels offrent désormais des conditions de financement plus favorables pour soutenir l'activité de leurs firmes nationales en Afrique. Les prix de construction en Angola se sont alignés entre les différentes nationalités en présence. La Chine a donc tout intérêt à ce que diversifier son action vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée²⁸⁵.

Plusieurs études relèvent les disparités de comportement entre les entreprises privées chinoises, plus aventureuses et flexibles et l'investissement des entreprises d'État, plus prudentes et dépendant des lignes de financement publiques pour investir dans le marché africain²⁸⁶²⁸⁷. L'investissement chinois en Afrique est ainsi caractérisé par une multiplicité d'entreprises de petite et moyenne taille suivant des objectifs propres et ne faisant pas l'objet d'une coordination d'avec les autorités publiques. Une chercheuse disait ainsi en 2009 que la politique chinoise en Afrique « manque d'un mécanisme efficace permettant de relier la politique africaine de la Chine et sa mise en oeuvre par l'intermédiaire de l'engagement du secteur privé chinois. »²⁸⁸.

Des synergies émergent aujourd'hui entre le secteur privé chinois et le financement par les banques d'investissement pour rendre l'investissement à l'étranger plus efficace. Des entités telles que la China Africa Development Fund, créé en 2006, qui finance des projets de

²⁸² « Angola “obrigada” a renegociar dívidas com a China », *Voa Portugues VOA*, 18 mars 2016, <https://www.voaportugues.com/a/angola-china-emprestimos-petroleo/3242322.html>.

²⁸³ « Angola “obrigada” a renegociar dívidas com a China ».

²⁸⁴ Entretien avec le vice-président de la Chambre de Commerce sino angolaise - 28 août 2018

²⁸⁵ Cheng Cheng 程诚, « 一带一路”框架下中国在非洲的投资类开发金融体系 Le système bancaire pour l'investissement et financement du développement Chinois en Afrique dans le cadre des "nouvelles routes de la soie “ ».

²⁸⁶ Jing Gu, « China's Private Enterprises in Africa and the Implications for African Development », septembre 2009, *European Journal of Development Research* n°21.

²⁸⁷ Lucie Corkin, *Uncovering the african agency - Angola's Management of China's Credit Lines*. chap 3.

²⁸⁸ Jing Gu, « China's Private Enterprises in Africa and the Implications for African Development ».

développement en Afrique pour des entreprises privées, est révélateur d'une prise de conscience des autorités chinoises de la nécessité d'encadrer l'investissement privé en Afrique afin de le rendre plus efficient économiquement et plus contrôlable au regard du respect de la politique africaine nationale.

La Chine a tout intérêt à diversifier les secteurs et modes investissements. En encadrant et encourageant l'investissement privé chinois, le pays peut partager le risque de l'investissement, bénéficier de la flexibilité et de l'efficacité de ses structures et encadrer son activité à l'étranger de telle manière à ce qu'elle soit en ligne avec sa politique nationale. X dit ainsi qu'en Angola, les systèmes de prêts garantis en pétrole disparaissent progressivement à partir de l'année 2015. Un article récent d'une publication financière chinoise compare ainsi le financement « all inclusive » réalisé en Angola avec un système d'« investissement en capital contre finance de développement, utilisé au Ghana. Dans ce nouveau modèle, une entreprise privée est invitée à entrer au capital d'un projet en Afrique. Cet investissement est financé par une banque chinoise²⁸⁹. Ce second modèle est présenté comme étant à privilégier pour le financements de projets liés aux nouvelles routes de la soie.

Au Ghana, la réalisation de la centrale électrique d'Angsoli a ainsi été réalisée à hauteur de 60 millions USD en fonds propre par le groupe Shenzhen Energy via la branche Shenzhen Energy Ghana Branch. La CADF a réalisé un apport au capital de 40 millions USD. S'y ajoute une ligne de crédit de la China Development Bank d'un montant de 100 millions USD. La première phase du projet aboutit en 2011 à la finalisation d'une centrale d'une puissance de 200 MW qui ouvre une seconde phase de financement pour porter cette capacité à 400MW. Le Fond de Développement China Afrique concourt aussi au financement d'un projet conjoint de compagnie aérienne, Hainan Airlines AWA (African World Airlines) entre le fond d'investissement de la compagnie chinoise Hainan Airlines Aviation Holdings Limited (42%), le fond Ghanéen SAS financial fund (20%) et le Ghana Social Security Fund (10%). L'investissement total était de 31.2 millions USD, pour une participation du CADF à hauteur de 9.86 millions USD. La compagnie dessert les grandes villes du Ghana et les pays avoisinants. L'article affirme en conclusion que ce type d'expérimentation sert de modèle au développement des relations bilatérales avec les pays situés sur les nouvelles routes de la soie dans les domaines de l'extractif du pétrole, de l'industrie et de l'infrastructure, de la santé publique et de la manufacture²⁹⁰.

Hu Xiaolian, président du conseil d'administration de la China Eximbank, a déclaré à l'occasion du Forum de Coopération entre la Chine et les Pays de Langue portugaise en juin 2018, vouloir reconfigurer la coopération avec l'Angola en soutenant des projets du secteur privé. António Tiago Gomes, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Angola cite à ce titre des secteurs stratégiques : agriculture, agro-industrie, pêche, mines et bois, et souhaite voir se diversifier les régions cibles d'investissement dont la province du Cuando Cubango, frontalière avec la Namibie²⁹¹.

²⁸⁹ Cheng Cheng 程诚.

²⁹⁰ Cheng Cheng 程诚.

²⁹¹ Hamilton Viage, « Negócios da China », *Forbes Angola*, juillet 2017.

1.4 Le recours massif à la main d'œuvre chinoise : critiques angolaises et difficultés de gestion chinoise

Le recours massif à la main d'œuvre chinoise qui, dans les années 2000, était justifiée par les coûts et le caractère urgent de la reconstruction, n'est pas viable sur le long terme. La construction et la réhabilitation d'infrastructures, notamment les réseaux électriques et d'eau, ont pu permettre un meilleur accès de la population locale à ces ressources. L'amélioration des routes, ponts, chemins de fer ont permis de désenclaver certaines régions rendues inaccessible du fait des destructions et des mines, de mettre en place les bases nécessaire à un commerce interrégional et de permettre la circulation des personnes entre les villes. De même, la construction d'hôpitaux, d'écoles et d'instituts techniques est bénéfique à la population. Pour autant, celle-ci a peu été associée au processus de reconstruction, alors même que le taux de chômage dans le pays est restée aux alentours de 25% tout au long de la décennie²⁹².

Source : Campos et Vines 2008 p. 23

Les accords de crédit entre le gouvernement angolais et la banque d'import-export chinoise prévoyaient que les travaux de reconstruction financés seraient réalisés à 70% par de la main d'œuvre chinoise. Dans les médias chinois, l'Angola a fait l'objet d'une promotion importante : une des motivations derrière la politique d'internationalisation « going out » lancée par Pékin étant, au-delà de l'export de ses surplus manufacturiers dans le monde, une employabilité globale de sa main d'œuvre alors que le taux de chômage affichait une légère remontée au milieu des années 2000. Ainsi, l'Angola a-t-elle pu constituer une véritable « terre promise » pour les travailleurs chinois²⁹³.

²⁹² Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas » (Instituto Universitario de Lisboa, 2015).

²⁹³ Lucy Ash, « Chinese Reaching out to Angola », BBC News, 4 décembre 2007, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7047127.stm>.

Table 9: Number of Visas Issued to Chinese Nationals (2004–2007)

Year	Work Visas	Dependents	TOTAL
2007	22,043	57	22,100
2006	14,283	39	14,322
2005	1,952	18	1970
2004	192	49	241

Source: Angolan Ministry of Interior, 2007.

Le nombre de Chinois résidant en Angola a considérablement augmenté entre la signature de la première ligne de crédit de l'Eximbank en 2004 et la chute du cours des matières premières en 2004. Dès 2006, les Chinois dépassent les Portugais en termes de nombre de résidents avec près de 15 000 résidant en Angola avec des visas de travail. En 2007, le nombre a atteint plus de 22 000²⁹⁴.

Les évaluations quant à la présence chinoise sur le territoire varient grandement, la presse évalue ainsi le pic à plus de 300 000 personnes en 2014, Jean-Pierre Cabestan allant jusqu'à 400 000 (sur 23 millions d'habitants et 250 000 Portugais)²⁹⁵, l'Ambassade de Chine en Angola parle plutôt de 250 000 personnes à cette époque, pour 50 à 70 000 aujourd'hui²⁹⁶.

La gestion de la diaspora chinoise en Angola est particulièrement difficile et génère une critique considérable. Les travailleurs chinois, essentiellement des employés des grandes entreprises d'État, pour la plupart non qualifiés, sont isolés au plan géographique et interpersonnel de la population locale. Ils vivent dans des enceintes fermées, souvent sur le site même de la construction. Ils concluent généralement des contrats de un à deux ans et retournent en Chine à la fin de leur contrat²⁹⁷. La situation des travailleurs chinois en Angola se dégrade lors des périodes de crise, qui voient surgir des cas inquiétants de violence. Entre 2012 et 2018, près de 200 000 ressortissants chinois ont quitté le territoire²⁹⁸.

Les entreprises chinoises bénéficiaient à l'origine d'un avantage comparatif en terme de main d'œuvre, particulièrement en termes de coût et de motivation. Ce qui permettait des modèles de fonctionnement impossible pour les entreprises de construction occidentales.²⁹⁹

²⁹⁴ Indira Campos, Alex Vines. p.70

²⁹⁵ Jean-Pierre Cabestan, La politique internationale de la Chine p.477 et suiv

²⁹⁶ Entretien avec M Li Bin, chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola, 9 août 2018

²⁹⁷ Indira Campos, Alex Vines.

²⁹⁸ « Crise força mais de 200mil chineses a abandonar Angola », Rafael Marques de Morais, « The New Imperialism : China in Angola ».

²⁹⁹ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ». p.226-227

Dans sa thèse l'auteure précise que les entreprises chinoises reposent ainsi à plus forte mesure sur le travail manuel, au détriment des conditions de sécurité au travail. La main-d'œuvre chinoise est logée et nourrie au sein même du lieu de construction dans des logements précaires afin de maximiser les heures de travail. Le salaire est particulièrement bas : il arrive que les employeurs des travailleurs chinois détachés ne rémunèrent que les heures supplémentaires, le reste du salaire étant inclus dans les coûts de logement et d'alimentation. Les heures de travail sont déterminées en fonction des besoins découlant du type de projet et des délais pris en charge par le gestionnaire de l'entreprise. Ces méthodes ont eu un impact sur les conditions appliquées aux travailleurs du secteur de la construction d'autres nationalités, les autres entreprises devant pratiquer des conditions similaires

La population locale souffre du rabaissement des standards en termes de salaires et de condition de travail qu'opèrent les entreprises chinoises de construction qui alimentent en outre le chômage de masse. Si l'urgence de la reconstruction et le manque de main d'œuvre qualifiée justifiait la faiblesse de l'embauche locale dans les premiers temps, ce modèle n'est pas viable sur le long terme. Le détachement de travailleurs nationaux est de moins en moins rentable pour les entreprises chinoises, notamment en cause de l'augmentation des salaires chinois et la nécessité de verser des primes : un ouvrier du bâtiment chinois interrogé à la foire internationale de Luanda confie ainsi être venu ici dans la perspective d'un salaire plus élevé, ce qui est en contradiction totale avec l'esprit du modèle initial³⁰⁰. Un article rédigé par un ancien employé du China Railway Bureau en Angola souligne les difficultés des entreprises chinoises à recruter depuis la crise, en dépit de salaires attractifs proposés³⁰¹. Le président d'une association industrielle et commerciale bilatérale souligne ainsi que les coûts de transport, de logement, d'alimentation et d'habillement rendraient le recours à la main d'œuvre locale préférable³⁰². La reconstruction du pays par des firmes d'État chinoise a aussi eu pour effet, voire pour objet³⁰³, l'exclusion de la population locale du processus de reconstruction³⁰⁴.

Les constructions réalisées par les entreprises chinoises sont en outre souvent de mauvaise qualité : l'exemple le plus marquant est l'hôpital général de Luanda, évacué en 2010 soit 4 ans après son ouverture. En cause les pratiques de corruptions et de détournement de fonds publics, mais aussi l'insuffisance des inspections, particulièrement en ce qui concerne les logements : les centralités de Sequele et Kilamba présentent des fissures, des infiltrations d'eau et des déficiences dans les réseaux techniques. La reconstruction de l'Angola se fondait, selon le chercheur David Kissadila, sur une logique de quantité répondant à l'urgence, au détriment de la qualité de la conception et des matériaux employés. Ce phénomène est aussi visible sur la construction des lignes de chemin de fer, aujourd'hui fonctionnelles mais de faible qualité³⁰⁵.

La gestion de la diaspora a été un véritable borbier pour les autorités chinoises, notamment l'ambassade qui conserve, au moins jusqu'en 2013, un personnel de seulement 17 personnes, alors que la diaspora dépasse les 300 000 personnes l'année suivante. La coordination des travailleurs et investisseurs est particulièrement difficile. Un membre de la

pour rester compétitives. Les entreprises chinoises ont créé un « précédent » pour les conditions de travail précaires, sans créer de liens avec l'économie locale

³⁰⁰ Entretien réalisé à la FILDA auprès de 3 ouvriers employés par une entreprise de construction chinoise - 13 juillet 2018

³⁰¹ 蒋晨悦 Jiang Chenyue, « 中国工程大军安哥拉十年：直面枪口与石油凛冬 Pour ses dix ans, l'armée d'ingénieurs en Angola fait face à la menace de l'hiver pétrolier », *新浪财经 Finance Sina*, 25 mars 2017, <http://finance.sina.com.cn/world/gjcj/2017-03-25/doc-ifycsukm3619528.shtml>.

³⁰² « Crise força mais de 200mil chineses a abandonar Angola », *O Pais*, 13 janvier 2018, <https://opais.co.ao/index.php/2018/01/13/crise-forca-mais-de-200mil-chineses-a-abandonar-angola/>.

³⁰³ Rafael Marques de Morais, « The New Imperialism: China in Angola », *World Affairs Journal*, mars-avril 2011, <http://www.worldaffairsjournal.org/article/new-imperialism-china-angola>.

³⁰⁴ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ».

³⁰⁵ « Obras chinesas em Angola são sinónimo de má qualidade », *Deutsche Welle*, 8 août 2018, <https://www.dw.com/pt-002/obras-chinesas-em-angola-s%C3%A3o-sin%C3%B3nimo-de-m%C3%A1-qualidade/a-44995560>.

CAC affirme ainsi qu'il existait au moins une association par région administrative chinoise pour la gestion de ses ressortissants en Angola, et d'ajouter : « Nous devons nous efforcer d'aider l'ambassade dans ses efforts »³⁰⁶. Les ressortissants chinois peinent à comprendre le cadre législatif et réglementaire local, tissent très peu de liens interindividuels et méconnaissent les usages locaux, sont mêlés à des affaires de criminalité. En 2012, l'Angola procède ainsi à l'extradition de 37 ressortissants chinois mêlés à un réseau de prostitution et l'enlèvement contre rançon. On recensait la même année 14 enlèvements, dont 5 aurait entraîné la mort des victimes³⁰⁷.

La situation des travailleurs chinois en Angola se dégrade lors des périodes de crise, qui voient surgir des cas inquiétants de violence. Il est ainsi fait état de la mort de 7 citoyens chinois entre le mois de mai et le mois de juin 2018. Entre mars et juin, la population immigrée chinoise aurait fait l'objet de 15 agressions déclarées, comprenant des cambriolages, des agressions et des enlèvements contre rançon. Le responsable de l'association des volontaires chinois en Angola, Joao Shang, selon lequel ce chiffre serait beaucoup plus élevé, dépeint une situation « intenable », qui compromettrait l'investissement chinois dans le pays³⁰⁸. Le chargé d'affaires politiques à l'ambassade de Chine à Luanda recense 100 cas d'enlèvement et 20 morts sur la dernière année avec une recrudescence de un à deux cas d'enlèvements par semaine sur la période du début d'année 2017. En dehors de la crise économique, la décennie 2010 signe aussi pour un certain nombre de travailleurs chinois impliqués dans les travaux du GRN la fin du traitement de faveur qui avait été mise en place par les personnalités les mieux placées du régime dos Santos dont Kopelipa³⁰⁹.

Notons que le phénomène d'enlèvements inclut aussi des membres des communautés chinoises elles-mêmes, qui se rendent aussi coupable de détournement de matériel de construction. Les investisseurs privés chinois, pour la plupart dépendants des entreprises publiques de construction, sont mis à mal par la cessation des paiements. Ils souffrent en outre d'un climat d'affaire particulièrement défavorable, caractérisé par le manque de devises et les pratiques de pot-de-vin. Le président de la Chambre Manuel Casado souligne ainsi le harcèlement dont les entrepreneurs font l'objet de la part de faux agents de l'État, les désignant comme un frein réel à l'investissement. Entre 2012 et 2018, ce sont ainsi près de 200 000 ressortissants chinois qui quittent le territoire³¹⁰.

Finalement, le départ volontaire d'une grande partie de cette population n'est pas nécessairement une mauvaise chose pour les autorités chinoises sur place, d'autant qu'il devient plus avantageux économiquement de former la main d'œuvre locale que de détacher des employés peu qualifiés chinois. Un représentant d'une association chinoise sur place affirme ainsi vouloir effectuer un saut qualitatif dans l'immigration chinoise : « seul les

³⁰⁶ Entretien avec le vice-président de la CAC le 24 août 2018

³⁰⁷ « Angola Deports China “Gangsters” », *BBC News*, 25 août 2012, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-19378660>.

³⁰⁸ « Crise força mais de 200mil chineses a abandonar Angola ».

³⁰⁹ Rafael Marques de Morais, « The New Imperialism : China in Angola », Entretien avec un ancien journaliste de l'agence Reuters – 30 juin 2018

³¹⁰ « Crise força mais de 200mil chineses a abandonar Angola », Rafael Marques de Morais, « The New Imperialism : China in Angola ».

citoyens chinois dotés de qualités techniques et commerciales reconnues se joindront au pays de telle manière à contribuer directement et positivement à son développement ». C'est peut-être ainsi qu'il faut interpréter des du conseiller politique de l'ambassade de Chine à Luanda à propos de l'activité décroissante des zones commerciales chinoises en banlieue de Luanda : « ce n'est pas une disparition, c'est une transformation ». Une transformation vers un investissement chinois trié sur le volet dans de nouveaux secteurs³¹¹.

2 Changement de modèle : posture ou réalité ?

Pour autant, les annonces de changement se heurtent à la réalité de terrain. Entre 2010 et 2015, si des bases sont posées pour la mise en place d'un nouveau modèle plus diversifié et favorable à l'investissement privé, on ne peut parler que d'une « posture », du moins pour la partie Angolaise. En 2016, les prêts de la CEXIM pour le financement du port de Caio et de l'ICBC pour le financement de la centrale de Caculo Cabaça contribuent à alimenter les montages financiers respectifs de Filomeno dos Santos et Isabel dos Santos. L'accord de convertibilité entre les monnaies de 2015 reste au point mort. Les projets de ferme réalisés par CITIC et CAMC sont laissées à l'abandon. Depuis son élection en septembre 2017, Joao Lourenço donne des signaux positifs quant à la gestion économique du pays : lutte contre la corruption, rationalisation des dépenses et des recettes publiques, politique monétaire. Il se pose pour objectif l'amélioration du climat d'affaires, notamment mis en place par des réformes ambitieuses du cadre législatif. Dans le même temps, on assiste à une mutation de l'activité privée chinoise en Angola, plus largement tournée vers la demande locale. Si les réformes de Lourenço sont payante, les entreprises chinoises, de part des liens institutionnels entre les deux pays et de l'expérience dont elles bénéficient, seront dans une position privilégiée.

2.1 Joao Lourenço, vers un nouvel agenda politique ?

Les lignes de crédit allouées à la reconstruction du pays ont été largement détournées par l'élite angolaise. Elles ont ainsi alimenté un vaste réseau de corruption impliquant des personnalités d'État (Kopelipa, Vicente, Isabel et Filomeno dos Santos), et étrangères (Pierre Falcone, Xu Jinguang « Sam Pa ») au sein de montages financiers centrés autour du China International Fund CIF et de la China Sonangol, au détriment des intérêts financiers et politiques de Pékin. La China Sonangol a phagocyté le système de prêts Eximbank en jouant le rôle de courtier des exports en pétrole auprès des importateurs chinois. Les banques chinoises ont été forcées de financer à nouveau les projets initialement dévolus au CIF, en situation de cessation de paiement, pour qu'ils soient menés à bien par des entreprises d'État.

Le fond et la China Sonangol éveillent la curiosité des médias étrangers à partir de 2009, date à laquelle un groupe de chercheurs auprès de la commission de revue économique et sécuritaire Chine-États-Unis auprès du congrès américain³¹². Les activités du fond, assimilées

³¹¹ Entretien avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola - 9 août 2018

³¹² Levkowitz, Marta McLellan Ross, et J.R. Warner, « The 88 Queensway Group A Case Study in Chinese Investors' Operations in Angola and Beyond ».

à aux politiques chinoises, renforcent auprès de l'occident et des populations locales une image négative des rapports entre la Chine et Afrique. Taxé de « rogue donor » (donneur voyou), l'empire du milieu est ainsi accusée de rapports de copinage avec les régimes les moins recommandables du continent africain sous couvert de « non intervention ». Ceci est en contradiction avec les objectifs de Pékin, dont l'aide « sans attache politiques » constituait une opération économique mais aussi diplomatique.

In fine, l'intervention chinoise en Angola est largement perçue comme ayant favorisé le népotisme et la régression sociale. Elle a participé à la concentration pouvoir du cercle restreint de la présidence dos Santos tout en faisant reculer le dialogue interne sur la reconstruction nationale, même au sein même du parti au pouvoir³¹³. Dans les dernières années du mandat de Jose Eduardo dos Santos, un triumvirat de fonctionnaires proches du président a joué un rôle déterminant dans la gestion des relations sino-angolaises, en obtenant des prêts de la Chine et en approvisionnant les Chinois en pétrole : le général Hélder Vieira Dias « Kopelipa », chef de la *Casa Militar* (bureau des affaires militaires de Dos Santos, qui supervise l'armée, la police, la sécurité de l'État et la garde présidentielle); le général Leopoldino Fragoso, conseiller du général Kopelipa; et Manuel Vicente, président et chef de la direction de Sonangol, la société qui gère les réserves de pétrole et de gaz. Le même triumvirat a construit un empire privé de plusieurs milliards de dollars³¹⁴.

Les premiers signe de changement se font sentir dès lors par l'entrée de nouvelles institutions de prêts, la China Development Bank (2009, 1,5 Mds USD) et l'ICBC (2015, 837 millions USD). Leur entrée dans le jeu procède possiblement d'une volonté d'écarter l'Eximbank, dont on considère qu'elle a failli à garantir la rentabilité des prêts³¹⁵. A cela s'ajoute le changement dans la direction des banques : Li Ruguo passe ainsi de la direction de la China Eximbank à la CBD. Particulièrement influent, celui-ci a sans doute attiré une partie des prérogatives alloués à la Banque Import Export. Elles pratiquent des taux commerciaux et se détachent des garanties en pétrole au profit de garanties gouvernementales le système des reventes ayant été « piraté » par China Sonangol. L'ICBC semble exercer une surveillance plus accrue sur la répartition des fonds, privilégiant le financement d'un projets identifié par prêt, notamment dans les domaines de l'énergie, plutôt que de fonctionner par « lignes ».

Avec l'élection de Joao Lourenço en septembre, qui mène pour le moment une politique de réforme favorable à l'investissement étranger, les relations Chine Angola pourraient entrer dans une période charnière.

Le nouvel exécutif angolais présente des convergences d'intérêts avec la partie chinoise. Les agendas politiques tant en Chine sous Xi Jinping qu'en Angola avec le nouveau président élu Joao Lourenço, s'efforcent ainsi de limiter la corruption dans des proportions congrues afin de favoriser un essor économique et d'assurer la continuité du parti unique. À son arrivée au pouvoir, « JLo » a mené une opération de nettoyage audacieuse en s'attaquant aux

³¹³ Sofia da Graça Cordeiro Fernandes, « Os acordos de financiamento entre a China e Angola: uma reconstrução pós-conflito sem reformas políticas ».

³¹⁴ Rafael Marques de Morais, « The New Imperialism : China in Angola ».

³¹⁵ Entretien téléphonique avec Lucie Corkin – 24 aout 2018

symboles du népotisme de l'ère dos Santos. Isabel dos Santos est ainsi éjectée de la compagnie nationale de pétrole Sonangol, José Filomeno limogé du fonds souverain angolais. Des contrats impliquant deux autres membres de la famille dos Santos, Tchizé et Coréon Dú sont rompus. En parallèle, des enquêtes pour fraude ont été ouvertes contre de hauts responsables, dont José Filomeno et l'ex-chef d'Etat-major de l'armée. João Lourenço a également repris le contrôle d'instances clés : il a fait revenir à la tête de la Banque centrale José de Lima Massano, réputé pour son expertise mais évincé par dos Santos, et il a confié à José Manuel Ganga Júnior, ancien gestionnaire de l'une des plus importantes mines du pays, la direction de la société nationale de diamants, Endiama, en plus d'effectuer des changements dans la direction des médias d'Etat³¹⁶. L'exécutif a aussi sollicité l'assistance technique du FMI pour l'aider à mettre en œuvre son programme de réformes, rompant avec la méfiance de José Eduardo dos Santos envers le Fonds, des éléments jugés très favorablement par la communauté internationale selon Daniel Ribant. Le pays a ainsi pu finaliser l'emprunt de 3 Mds USD à travers l'émission de deux eurobonds, une bouffée d'oxygène financière.

Il est révélateur que Lourenço se compare plus volontiers à Deng Xiaoping qu'à Gorbatchev en aout 2017, avant sa prise de fonction³¹⁷. Il annonce alors vouloir créer un meilleur environnement d'affaires, notamment en luttant contre la corruption, qu'il désigne comme l'un des « maux » touchant le pays. Tandis que l'objectif du gouvernement Dos Santos dans sa coopération avec la Chine était de renforcer la mainmise de la nomenklatura sur l'économie du pays dans une approche opportuniste à court terme, il semble aujourd'hui y avoir une nouvelle dynamique gouvernementale : augmentation des taxes, rationalisation des dépenses, réorganisation et privatisation des grandes entreprises d'Etat. Pour autant, en se comparant à Deng Xiaoping, Lourenço réfrène les espoirs d'une ouverture démocratique et libérale rapide : loin d'être des Perestroïka et Glasnot, ces réformes sont aussi la condition *sine qua non* pour le que le MPLA se maintienne au pouvoir³¹⁸.

La diversification économique et l'encouragement de l'investissement privés sont les maîtres mot de Joao Lourenço. Il identifie à ce titre quatre secteurs prioritaires : l'agro-industrie, le secteur minier, la pêche et le tourisme. Il s'agit de favoriser le développement des secteurs non-pétroliers dans un contexte de stabilisation à la baisse du cours du baril et d'épuisement progressif des réserves angolaises en pétrole. Le plan de développement 2018-2022 prévoit ainsi des taux de croissance comprises entre 5% et 9% pour ces secteurs³¹⁹. C'est aussi à l'avantage de la Chine, qui a tout intérêt à quitter le domaine de la seule construction, moins rentable et de s'affranchir des garanties gouvernementales angolaises, fragiles.

La Chine est en très bonne position pour obtenir un traitement privilégié pour ses entreprises et ses ressortissants : elle tient le haut du pavé dans les négociations politiques (on a pu le voir avec l'accord sur la simplification/ exemption des visas, négocié en même

³¹⁶ Estelle Maussion, « Angola : Lourenço face à ses promesses économiques », *Jeune Afrique*, 29 mai 2018, <http://www.jeuneafrique.com/mag/560983/economie/angola-lourenco-face-a-ses-promesses-economiques/>.

³¹⁷ Celso Filipe, « Novo presidente angolano compara-se a Deng Xiaoping ».

³¹⁸ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018

³¹⁹ « Economia não-petrolífera de Angola sustenta crescimento entre 2018 e 2022 », *Macauhub*, 4 juillet 2018, <https://macauhub.com.mo/pt/2018/07/04/pt-economia-nao-petrolifera-de-angola-sustenta-crescimento-entre-2018-e-2022/>.

temps que des accords de prêts), mais bénéficie aussi d'une connaissance de terrain sans précédent (travaux d'infrastructure réalisés partout dans le pays, participation au sondage géologique, tests agricoles) et d'un effet de réseau vu son expérience considérable expérience (agriculture, pêche, vente). Si une ouverture du marché se réalise en Angola, les entreprises chinoises sont ainsi particulièrement bien placées. Les systèmes de coopération privilégiée mis en place sous le gouvernement Dos Santos se révéleront alors particulièrement bénéfiques à la Chine : accord sur les contrats de travail, accord sur la convertibilité des monnaies, présence de la banque de Chine sur place...

Lourenço semble engagé dans une réforme ambitieuse du cadre législatif et réglementaire commercial angolais pour mettre en place des conditions plus favorables à l'investissement étranger. Une nouvelle loi sur l'investissement privé a été promulguée le 17 mai 2018 qui élimine la condition du partenariat avec un entrepreneur local à hauteur de 35% et l'exigence d'un capital d'investissement de 1 millions USD. Elle prévoit en outre la diminution de taxes et impôts pour les nouveaux investissements. La loi sur la concurrence, me en place des outils de lutte contre les monopoles et nomme trois organismes de réglementation : la Banque Nationale d'Angola, la Commission des marchés Financiers et l'agence de régulation d'assurance. Le régime de change fixe entre le kwanza et le dollar, qui laissait fleurir le marché noir de devises, a été remplacé en début d'année par un système de change flottant. Ce changement, qui entraîne une forte dévaluation de la monnaie nationale angolaise (- 32 % par rapport à l'euro depuis janvier), doit aussi enrayer la fonte des réserves de change et faciliter le rapatriement des recettes des entreprises étrangères³²⁰.

2.2 L'investissements chinois privés en Angola : sélection naturelle et mutations

Fin 2012, la part d'IDE chinois en Afrique était de l'ordre de 3%. Bien que les investissements grandissent rapidement, la Chine est encore d'un acteur de petite envergure en Afrique, où la majorité des IDE. Les investissements chinois, comme les investissements occidentaux, sont attirés par des marchés importants et des pays disposant de ressources naturelles. Cependant, l'investissement occidental a tendance à rester à l'écart des pays avec une faible gouvernance en termes de droits de propriété et règle de droit. L'investissement chinois est indifférents à ses aspects, il est donc comparativement plus important dans les pays de faible gouvernance³²¹.

L'investissement privé chinois est resté un phénomène marginal en Angola jusque dans les années 2010³²² : les travailleurs des entreprises de construction gagnent un salaire très bas et manquent de moyens financiers, de compétences linguistiques et de contacts pour établir leur propre entreprise en Angola, où il estime que la création d'une entreprise coûte au

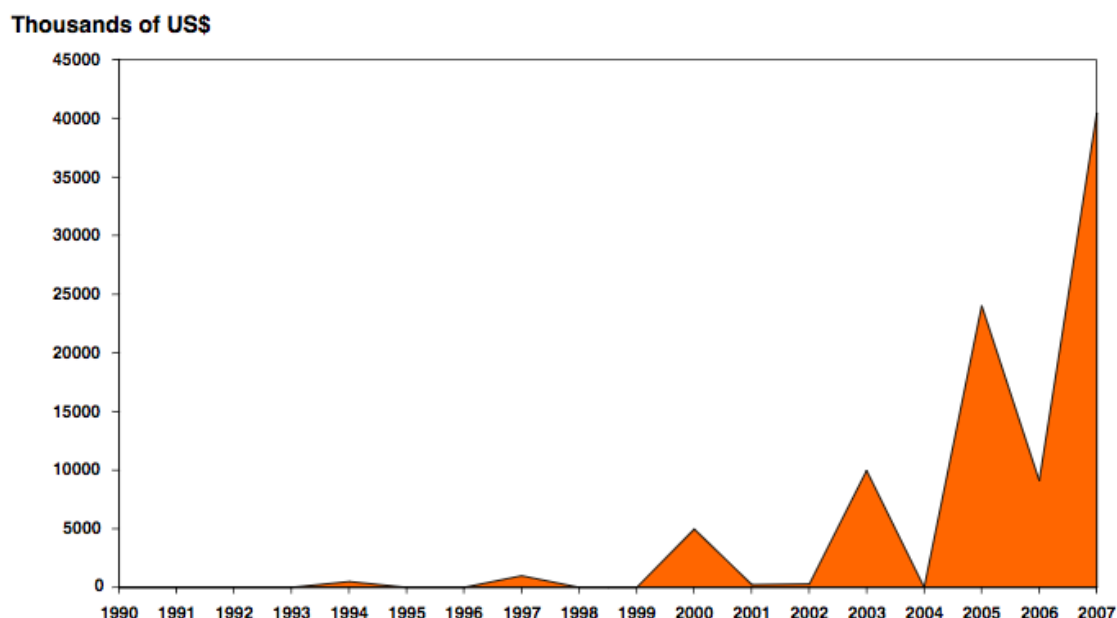
³²⁰ « Angola : Lourenço face à ses promesses économiques », JeuneAfrique.com, 29 mai 2018, <http://www.jeuneafrique.com/mag/560983/economie/angola-lourenco-face-a-ses-promesses-economiques/>.

³²¹ Wenjie Chen, David Dollar, Heiwan Tang, « Why is China investing in Africa ? Evidence from the firm level », CESifo Working Paper No. 5940, juin 2016,

³²² Aaron Weisbrod and John Whalley, « The Contribution of Chinese FDI to Africa's Pre Crisis Growth Surge », NBER Working Paper (National Bureau of Economic Research - Cambridge, octobre 2011)., Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ». p.14

moins 400 000 dollars. Les investisseurs chinois de l'époque se plaignent souvent des barrières linguistiques, du manque d'infrastructures et de la bureaucratie³²³.

Figure 2: Chinese FDI in Angola (1990–2007**)*



Source: ANIP (2007).

* Not including investments in the oil or diamonds sectors. ** January–September.

Source : Campos et Vines 2008 p.14

D'après le rapport McKinsey, les investissements directs à l'étranger chinois ont véritablement explosé en Angola sur ces dernières années, avec une croissance moyenne de 89% par an pour passer de 2 millions USD en 2004 à 1,214 Mds USD en 2014³²⁴. Pour autant, la présence chinoise est largement sous-évaluée en Angola pays, notamment à cause de l'absence de données de la part de l'autorité locale d'investissement et de la non mise à jour des données du ministère du commerce (MOFCOM) chinois. Celui-ci recense 113 firmes alors que l'enquête de terrain en révèle 248 selon l'enquête de terrain totale³²⁵. Plus important : bien que le pourcentage d'entreprise d'État vis-à-vis de la présence totale soit plus importante en Angola, celle-ci ne représentent en 2017 que le quart des entreprises chinoises en présence.

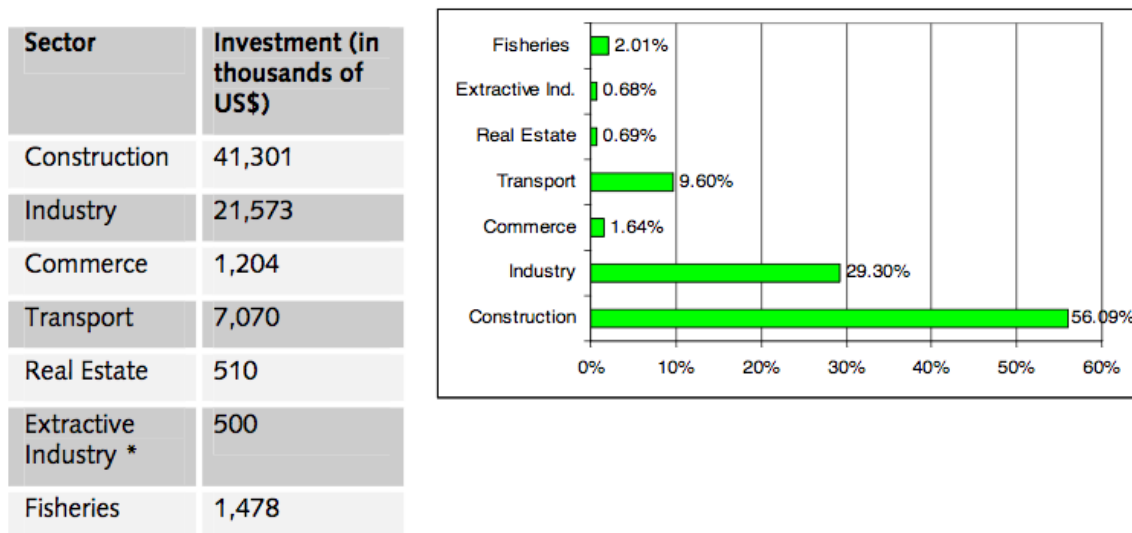
³²³ Indira Campos, Alex Vines, « Angola and China: a Pragmatic Partnership ».

³²⁴ McKinsey & Company, « Dance of the lions and dragon - How are Africa and China engaging and how will the partnership evolve? » p.22

³²⁵ McKinsey & Company. p.28

Celle-ci serait présentes avant tout dans la manufacture (31%), les services (25%) le commerce (15%) la construction et l'immobilier (15%)³²⁶. Pour autant, les investissements réalisés en Angola se distinguent des autres investissements réalisés en Afrique : moindrement difficiles à extraire, les investissements chinois ne sont pas nécessairement « fait pour durer »³²⁷. Cet état de fait participe à expliquer l'hémorragie qu'a subie la diaspora chinoise en Angola, nombre d'entreprises privées ayant choisi de mettre la clef sous la porte quand la situation économique et sociale s'est tendue.

Table 7: Chinese FDI to Angola by Sector (2005–2007)

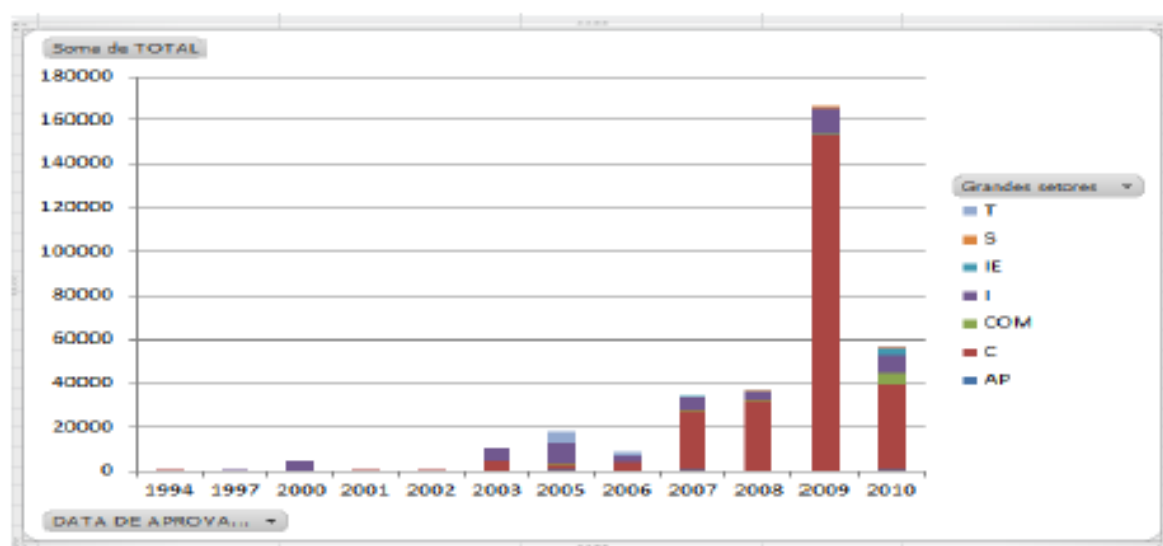


Source: ANIP (2007).

* Oil and diamonds not included.

Source : Campos et Vines 2008 p.15

Figura 6.1 Projetos aprovados de investimento chinês (1994-2010)



Legenda: T-Transportes; S- Serviços; IE- Indústria Extrativa; I-Indústria; COM-Comércio; C-Construção; AP- Agricultura e Pescas

Fonte: Elaboração da autora a partir de dados fornecidos pela ANIP

Source : Graça Cordeiro Fernandes 2015 p.212

Le marché angolais présente des perspectives de croissance importantes pour les investisseurs chinois, ce qui explique l'entrée massive d'entrepreneurs dans le pays, dans les années 2000. Nombreuses sont celles ayant fermé boutique à la dégradation de l'environnement d'affaires : la pression étant trop forte vis-à-vis des investisseurs privés par rapport aux entreprises d'État³²⁸. Néanmoins, ainsi que le résume un entrepreneur privé ancien ingénieur de la China Railway Group, « Même si l'économie est déprimée en raison des prix bas du pétrole, personne ne veut abandonner ce marché [...] : pourra manger de la

Table 2. Top 20 Destination Countries

Country	Number of projects	Number of firms
Nigeria	404	240
South Africa	280	152
Zambia	273	125
Ethiopia	255	114
Egypt	197	99
Congo (DRC)	193	80
Ghana	192	90
Angola	189	80
Zimbabwe	167	68
Tanzania	149	85
Sudan	148	78
Kenya	137	71
Algeria	123	75
Mozambique	94	41
Uganda	89	45
Gabon	71	23
Mali	68	33
Namibia	66	30
Mauritius	65	40
Cameroon	60	28

Source: China's Ministry of Commerce Transaction-level ODI Data.

viande qui survivra à l'hiver (谁能熬过这个冬天, 谁就能吃到肉) »³²⁹.

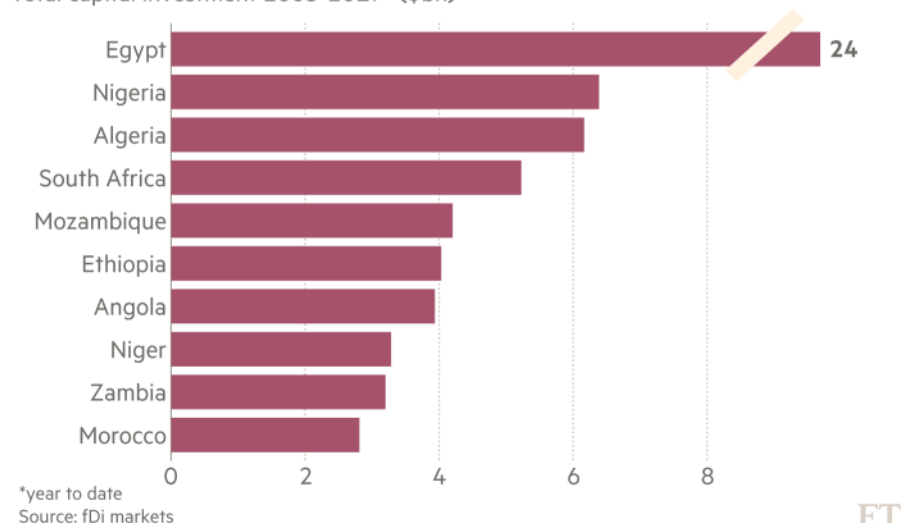
Source : Chen, Dollar, Tang, 2015 p.23

³²⁸ 蒋晨悦 Jiang Chenyue, « 中国工程大军安哥拉十年：直面枪口与石油凛冬 Pour ses dix ans, l'armée d'ingénieurs en Angola fait face à la menace de l'hiver pétrolier »

³²⁹ 蒋晨悦 Jiang Chenyue

Top 10 African destinations for Chinese investment

Total capital investment 2003-2017* (\$bn)



Source : SAIS-CARI China Africa research initiative, John Hopkins University

Parmi les entrepreneurs de petite échelle interrogés, principalement actifs dans le commerce de gros et de détail de marchandises importées chinoises, la motivation à rester est la même pour tous : la perspective d'une amélioration des perspectives économiques³³⁰. Si le chargé d'affaires de l'ambassade de Chine dit avoir un « enthousiasme modéré »³³¹ vis-à-vis de l'amélioration du climat d'affaires, la majorité des 15 personnes interrogées sur le terrain se montre pessimiste. Plus de la moitié de ces personnes étaient présente dans le pays depuis plus de 10 ans, limitant les perspectives de retour.

Le vice-président de la chambre de commerce Chine Angola de l'époque, He Faming, signale que la crise économique pousse certains acteurs chinois à étendre leur activité vers d'autres domaines dont l'agriculture. Il précise que les entreprises trouvent des difficultés particulières dans le rapatriement des devises et la difficultés d'obtenir des devises étrangères. Ainsi, les entreprises sont forcées de recourir au marché parallèle des devises³³².

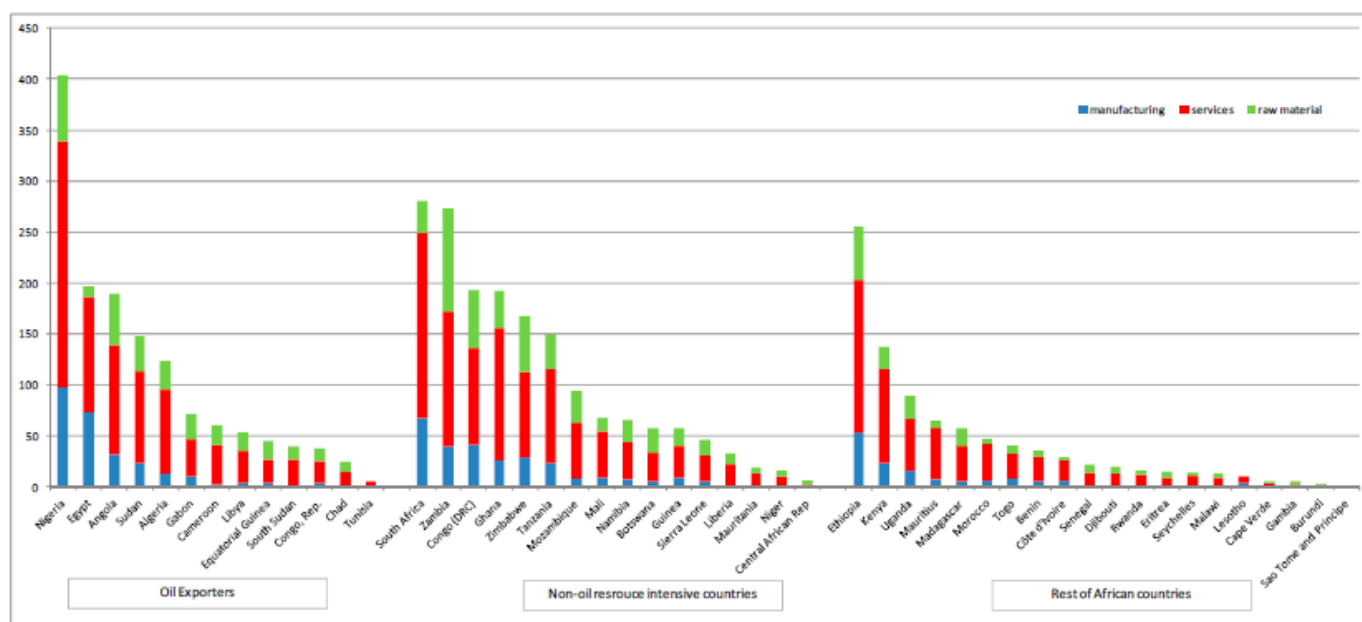
³³⁰ Entretiens réalisés au cours de déplacements dans les communautés chinoises de Kilamba Shopping les 14 juin et 24 août 2018, Cidade da China les 21 juin et 18 août 2018, auprès de travailleurs chinois présents à la FILDA le 13 juillet 2018

³³¹ Entretien avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola - 9 août 2018

³³² « Empresas chinesas com lucros, apesar das dificuldade », *Angola Press - ANGOP*, 18 décembre 2017, http://www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/economia/2017/11/51/Empresas-chinas-com-lucros-apesar-das-dificuldades,9c155e72-1034-4e0d-9676-cbeeb746ecc6.html.

Distribution des operations directes à l'étranger chinoises en Afrique en 2015. Source : Chen,

Figure 6. Distribution of Chinese ODI Projects by Country



Source: MOFCOM and authors' calculations.

Dollar, Tang, 2015 p.25

Il est difficile d'effectuer une analyse quantitative de l'investissement chinois privé dans le pays : il n'existe pas de statistique officielles disponibles précises à ce sujet, ce à quoi s'ajoute une discrétion volontaire des entrepreneurs chinois vis-à-vis de leurs activités³³³. Dans les grandes lignes, on remarque néanmoins un accroissement constant des IDE de la Chine en Angola. Les entretiens réalisés ont révélés que les chinois sont actifs avant tout dans le domaine de la construction, mais aussi en agriculture et agro-industrie où un certain nombre d'investisseurs possèdent des fermes, dans le domaine de la pêche, le leader national du secteur étant d'ailleurs chinois, dans l'exploitation minière et du bois et dans le commerce³³⁴. L'investissement privé chinois commencerait ainsi à « voler de ses propres ailes »³³⁵

Ce dernier secteur est particulièrement visible en banlieue de Luanda, où l'on compte quatre zones commerciales chinoises autour de la voie expresse en direction de Viana : Cidade da China, Kilamba Shopping, Ango Chi Shopping, Yixin Huaxia. Il s'agit de terrains possédés ou

³³³ Entretien avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola - 9 août 2018

³³⁴ Entretiens réalisés auprès de membres de la CAC le 28 juin 2018, avec le vice-président de la CAC le 24 août 2018, avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola, 9 août 2018

³³⁵ Hamilton Viage, « Negócios da China », *Forbes Angola*, juillet 2017.

loués par des groupes privés chinois, qui les louent ou les sous louent ensuite à des entrepreneurs, dans un modèle analogue à celui des zones commerciales spéciales. Ces zones ont ouvert au début des années 2010, à l'achèvement de la réalisation de la voie expresse par des entreprises de construction chinoise. Une personne interviewée confie penser que les entreprises chinoises, qui constitue une proportion importante de l'activité économique de la zone, font l'objet de conditions privilégiée pour y installer leurs locaux³³⁶. La concentration d'entreprises chinoises s'explique aussi par un effet de réseau, les entreprises de construction d'État ayant réalisé des projets d'envergure dans la zone : nouvelle ville de Kilamba Kiaxi, stade du 11 novembre, université Agostino Neto qui héberge l'institut Confucius. Il n'est pas anodin qu'on trouve par exemple plus de 20 cimenteries chinoises de taille moyenne sur la voie expresse.

Etude de cas : l'implantation chinoise sur la voie expresse de Luanda

Le cas de la zone industrielle de Luanda est une bonne illustration de la transformation de l'activité économique chinoise en Angola. Les entreprises chinoises ont certes vu leur activité affectée par la crise économique. Celle-ci a durement touché le secteur de la construction dont dépendaient une partie significative des investissements privés en tant que sous-traitant ou fournisseur des projets réalisés par les constructeurs d'État. Alors que l'État angolais se retrouve en situation de cessation de paiement, une partie de ces entreprises ont mis la clef sous la porte, en témoigne la baisse d'activité alléguée des zones commerciales : la cité de la Chine (Cidade da China) a vu 20% de ses enseignes fermer. Ce pourcentage se monte respectivement à 25% et 75% pour Kilamba Shopping et Yixin Huaxia³³⁷. En outre, les entrepreneurs chinois dans tous les domaines souffrent du manque de devises, de la résurgence des violences et des pratiques de pots de vin auxquels ils sont particulièrement vulnérables. La détérioration générale du climat d'affaires entraîne la fuite d'environ 150 000 ressortissants chinois entre 2014 et 2018.

L'activité des entrepreneurs chinois en Angola est aujourd'hui en pleine mutation : ainsi que le souligne le conseiller politique de l'ambassade de Chine en Angola, « Il ne s'agit pas d'une disparition, mais d'une transformation »³³⁸. Les entreprises privées chinoises présentes dans la zone industrielle de Luanda réorienteraient ou diversifieraient selon lui leurs activités depuis le support des entreprises d'État dans le domaine de la construction pour se tourner vers la demande locale. Cette approche est confirmée par des observations de terrain : dans le centre de Kilamba Shopping et de la Cidade da China, moins du tiers des entreprises en présence travaillent dans des secteurs liés à la construction, majoritairement de la vente de matériel. Le commerce de détail pour l'ameublement et le petit mobilier, le bricolage et l'aménagement intérieur, le textile et les chaussures, l'électronique et l'électroménager importé etc. de Chine occupent une place plus importante. Plus du quart de la surface des locaux disponibles est dédiée aux services à la communauté chinoise : supermarchés, restaurants, mais aussi coiffeurs, spa, karaoké.

³³⁶ Entretien avec un ancien journaliste Reuters en Angola – 30 juin 2018

³³⁷ « Crise força mais de 200 mil chineses a abandonar Angola ».

³³⁸ Entretien avec le chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola - 9 août 2018

En dehors de ces centres, des entreprises individuelles de taille importante sont restées en place et continuent de se développer selon des business model variables, diversifiant leur activité et entérinant parfois une réorientation complète. C'est le cas notamment de l'entreprise Yewhing et du groupe Gude. Le groupe Yewhing est créé dans les années 1990. Basé à Hong Kong, il exporte originellement des matériaux lourds pour la construction. En 2008, le groupe achète ou loue un terrain située sur la voie expresse pour en faire une zone commerciale. Une partie des locaux est louée ou sous louée à des entreprises diverses. Une autre partie est destinée à accueillir les locaux de l'entreprise de vente en ligne du groupe, *Baobabay*. Une troisième partie accueille une boutique de mobilier, de bricolage et d'aménagement d'intérieur répartie sur deux étages. La présence d'une entreprise chinoise dans le commerce en ligne n'est pas anodine, l'économie chinoise se caractérisant par l'explosion des plateformes de vente en ligne et de l'économie digitale autour des géants Ali Baba, Tencent, Didi Chuxing³³⁹

Par ailleurs, l'activité des entreprises privées chinoises en Angola en augmentation constante au regard de l'évolution des IDE dans le pays, a d'ores et déjà commencé à se transformer : le vice-président de la Chambre de Commerce Chine Angola confirme ainsi une diversification vers les domaine de l'agriculture et du commerce. Bien que l'ambiance d'affaires ne soit pas très bonne, ces domaines permettent de générer des revenus et de limiter les pertes. Les investissements dans l'exploitation minière et le commerce du bois rencontrent plus de difficultés : de nouvelles règlementations mises en place bloquent l'activité chinoise. Il dispose lui-même d'une entreprise dans le bâtiment, qui gère désormais un hôpital et une école technique privée. Le personnel est angolais. Il envisage d'investir dans des projets agricoles, notamment l'exploitation du maïs³⁴⁰.

2.3 Obstacles économiques

La nouvelle équipe gouvernementale Angolaise de Joao Lourenço, élu à l'automne 2018, donne des signes encourageants quant au climat d'affaires: lutte contre la corruption, rationalisation et transparence du fonctionnement des entreprises d'État, assouplissement du cadre réglementaire des investissements étrangers. Néanmoins, s'il affiche une volonté de diversifier l'économie, on peut douter de la faisabilité du très ambitieux plan de développement 2018. Les perspectives de croissance du pays restent compromises par un nombre important de facteurs.

Malgré une prévision de croissance de 2,2 % selon le FMI, impulsée par la récente remontée du prix du baril autour de 70 dollars ainsi que la mise en service du champ pétrolier de Kaombo (Total) durant l'été, le pays reste en crise. La fin de l'ère dos Santos a été caractérisée par des erreurs de politique économique et des nominations très contestables. Le changement de direction politique intervenu en septembre 2017 s'est accompagnée du limogeage d'une partie de l'ancienne équipe, de la montée de dirigeants plus compétents et par l'annonce et la mise en œuvre de mesures destinées à assainir l'économie.

³³⁹ McKinsey & Company, « Dance of the lions and dragon - How are Africa and China engaging and how will the partnership evolve? » p.62

³⁴⁰ Entretien avec le vice-président de la CAC le 24 aout 2018

La réduction des recettes pétrolières a entraîné une décélération de la croissance du PIB, qui est passée d'une moyenne annuelle de 10,3% (de 2004 à 2014) à seulement 1,5% (depuis 2015). Depuis mi-2014, les compagnies pétrolières ont réduit leurs activités, gelé l'exploration, licencié pour compresser les coûts. Le gouvernement, qui tire 70% de ses recettes fiscales de l'industrie pétrolière, a vu son budget amputé d'un quart entre 2014 et 2015, plafonnant à 45 Mds USD. Ont dû être appliquées des mesures d'austérité : les dépenses publiques sont passées de 40% du PIB en 2013-2014 à 21,4% dans le projet de loi de finances pour 2018. L'investissement public a été sacrifié et les salaires sont demeurés quasiment fixes, malgré une inflation importante.

Le déficit budgétaire, qui a atteint près de 6% du PIB, a aussi conduit les autorités à puiser dans les réserves et à s'endetter massivement. La dette publique représente ainsi 65% du PIB³⁴¹. La détérioration de la situation financière de certaines institutions publiques continue de peser sur le budget, alors que le service de dette prend un poids important, notamment en raison de la dévaluation du Kwanza. La dette, souvent contractée à des conditions non concessionnelles, est libellée à 78% en devises étrangères, la dette publique en pourcentage du PIB devrait augmenter considérablement en 2018. Le gouvernement entend augmenter la part de la dette locale en Kwanzas pour financer le déficit.

L'État a aussi accumulé des dettes auprès de ses fournisseurs, nationaux comme étrangers. Depuis le fin 2015 leurs demandes de transferts financiers vers l'étranger sont acceptées de manière discrétionnaire et le montant des sommes en attente de transfert ne cesse de s'accroître : il est estimé entre 3 et 5 Mds USD, dont 1,1 Md USD pour les seules entreprises françaises (800 M USD pour le groupe Castel et 350 M USD pour les autres entreprises recensées par cette Ambassade). La pénurie de devises a également entraîné la formation d'un marché parallèle des changes qui est probablement à l'origine du niveau élevé d'inflation dans le pays (42% fin 2016 et 26% à la fin 2017)³⁴².

Une des causes de la crise de change a été la surévaluation du Kwanza, permettant à la nomenclature angolaise de transférer ses avoirs à l'étranger à un taux de change très favorable. Le limogeage du gouverneur de la Banque centrale en octobre 2017 a mis fin à cet abus. Le réajustement de la parité de change amorcé entre décembre 2014 (1 USD = 103 Kwanzas) et mars 2016 (1 USD = 165 Kwanzas), a repris début 2018. Actuellement le taux est de 217 Kwanzas/USD soit une dépréciation de 30% depuis le début de l'année. Un emprunt international de 2 Mds USD est en cours pour alléger la pression sur les réserves de change.

L'Angola a des déséquilibres extérieurs, notamment des pénuries de devises, et une diminution rapide des réserves. Les réserves internationales nettes ont diminué de 20,4% depuis le début de l'année 2017, atteignant 15,6 Mds USD en août 2017, soit son plus bas niveau depuis le début de 2011. La stratégie de défense de la monnaie et de lutte de la Banque nationale d'Angola l'inflation en la reprenant à 165,9 kwanzas par dollar américain.

³⁴¹ « The economic context of Angola - Economic and Political Overview - » (Lloyds Bank International Trade Portal, août 2018), <https://www.lloydsbanktrade.com/en/market-potential/angola/economical-context>.

³⁴² « Situation économique et financière de l'Angola ».

L'écart entre les taux de change officiels et parallèles s'est depuis atténué en raison de l'augmentation des ventes de devises et de la contraction monétaire, qui ont atteint 128% en septembre 2017. La politique monétaire de la BNA a réussi à réduire substantiellement la masse monétaire, ce qui a poussé les taux interbancaires et les marchés ouverts à la hausse, même si le taux de référence est resté stable à 16,0% depuis avril 2016 et a élargi le corridor de politique de taux. Le dosage de la politique déflationniste de la BNA a permis de réduire le taux d'inflation annuel de 41,9% en décembre 2016. Mais tous les taux d'intérêt sont restés négatifs en termes réels³⁴³.

La situation sociale de l'Angola reste tendue. Les inégalités, la morosité économique et l'inflation nourrissent le mécontentement des populations. L'inflation est élevée (environ 31% mi-2017), sapant le pouvoir d'achat des ménages, malgré une croissance du salaire minimum décidée mi-2017. L'évolution des prix reste vulnérable à une nouvelle dépréciation de la monnaie locale (kwanza) en 2018³⁴⁴. La manne pétrolière est captée par une minorité peu soucieuse de diffuser cette richesse dans l'ensemble du pays. De ce fait une partie importante de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (37% en 2008, dernière année mesurée), les habitants des campagnes (55% de la population) vivent dans une économie non monétaire, basée sur l'autoconsommation et n'ont pas accès aux soins, l'Angola a un des taux de mortalité infantile les plus élevés au monde (5,5 % en 2016), l'espérance de vie à la naissance y était de 61 ans en 2015, et l'IDH y est très faible (158^{ème} rang/193 pays en 2015). La pauvreté et le manque d'infrastructures favorisent l'exode rural: le taux d'urbanisation est passé de 34% en 2002 lors de la signature des accords de paix à 45% en 2016. Du fait d'une croissance démographique parmi les plus importantes au monde, le PIB/habitant, à parité de pouvoir d'achat, ne progresse plus depuis 2013.

Sur le terrain, les frustrations demeurent. L'environnement d'affaires reste particulièrement difficile. Selon le classement « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale, l'Angola est classée 80^{ème} sur 82. Les entreprises françaises n'observent aucune amélioration de leurs transferts vers l'étranger, ceux-ci ayant d'ailleurs été amputés d'un tiers du fait de la dévaluation. Les entrepreneurs dans le pays pâtissent aussi de l'absence de liquidités, et de la quasi-impossibilité d'obtenir un crédit. L'étude des nouveaux projets de lois économiques par le parlement prend plus de temps que prévu et la rédaction de celui sur le rapatriement des capitaux montre les limites du volontarisme du président. Le pays manque enfin cruellement d'une main d'œuvre qualifiée à tous les niveaux et d'un tissu industriel propice à l'installation de firmes étrangères privées.

³⁴³ « Angola », Études économiques de Coface, mis à jour en juin 2018, <http://www.coface.com/Economic-Studies-and-Country-Risks/Angola>.

³⁴⁴ « Angola », Études économiques de Coface.

SYNTHÈSE - CONCLUSION

La relation Chine Angola reposait dans la dernière décennie sur un modèle « ressource contre infrastructure », mis en péril dès les années 2010 par la chute du cours du baril. Les financements chinois « sans conditions politiques », s'ils ont permis la reconstruction de l'infrastructure angolaise et la naissance d'échanges économiques florissants entre les deux pays, ont aussi généré une critique considérable. Associés aux malversations de l'ère Dos Santos, ils ont assis la mainmise de sa caste politique et encouragé la dépendance de l'économie au seul secteur pétrolier aujourd'hui lourde de conséquences. Cette aide liée a également permis à la Chine d'acquérir une position économique et financière dominante : l'empire du milieu possède ainsi 56% de la dette nationale et canalise plus de 60% des exportations de pétrole.

Le « changement de modèle » invoqué depuis 2010 et resté à l'état de vœu pieux sous le précédent mandat, entre lentement dans les faits avec l'élection du nouveau président João Lourenço, désireux d'encourager l'investissement privé international et la diversification économique. L'activité des entreprises chinoises dans le pays, durement touchée par la crise, est aujourd'hui en pleine mutation. Si une ouverture du marché se réalise en Angola, la relation privilégiée entre les deux pays, l'expérience et les réseaux de relations chinois les placent dans une position avantageuse.

2.4 Le cadre initial : les « modalités angolaises »

Fonctionnement

La fin du conflit civil angolais (1975-2002) donne une nouvelle dynamique aux relations Chine-Angola, rendues malaisées par le rôle ambigu de l'empire du milieu vis-à-vis du parti d'opposition UNITA. Le MPLA au pouvoir, à la tête duquel le président Eduardo José Dos Santos, est en besoin cruel de financements pour reconstruire l'infrastructure du pays. Le FMI impose des réformes économiques structurelles à l'octroi d'un prêt. La Chine et l'Angola entrent alors en négociation pour des financements sans condition de réforme économique ou politique.

Le 2 mars 2004, la Banque d'Import-Export Chinoise (Exim Bank China) réalise le premier accord cadre pour la mise à disposition de 2 milliards de dollars pour financer le programme national de reconstruction. Trois autres accords entre 2007 et 2010 montent le total des lignes de crédit réalisé sur la décennie à 7,5 milliards USD. La banque publique a mis à disposition près de 9 mds USD au gouvernement angolais entre 2004 et 2018. L'encourt sur ces prêts est de 7,7 mds USD.

Les prêts concédés par l'Eximbank sont garantis par la vente d'une quantité pré-déterminée de barils auprès d'importateurs chinois. Le produit de la vente est placé sur un compte séquestre au sein de l'Eximbank, pour être ensuite versé directement aux entreprises de construction d'État chinoises chargées de projets entrant dans le cadre du plan de reconstruction nationale. Ils sont décidés en amont par une commission mixte, le *Grupo de Trabalho Conjunto* composé de représentants du Ministère des Finances angolais et du Ministère chinois des Affaires étrangères.

Enjeux

Le mécanisme « ressource contre infrastructure » ou « modèle angolais », notamment utilisé au Soudan du Sud, au Congo, au Sénégal et au Ghana, offre des garanties de sécurité à la banque chinoise, les deniers n'entrant jamais dans le système financier du pays bénéficiaire d'une part, le remboursement à mesure de l'avancement des projets étant garanti par les exports de matière première d'autre part. Ce partenariat se veut avant tout pragmatique. Il se présente comme un véritable « mariage de raison » fondé sur des affinités objectives. La Chine, qui a lancé depuis 1999 sa politique d'internationalisation des entreprises nationales de Sortie ou *Going out*, cherche aussi à sécuriser ses approvisionnement en pétrole. Côté angolais, le gouvernement dos Santos a pu obtenir les fonds nécessaires à l'exécution de son programme de reconstruction sans s'embarrasser d'un programme de réformes politiques et économiques.

Au plan diplomatique, Pékin utilise avec succès l'Afrique comme terrain de compétition dans sa lutte d'influence avec Taiwan. Dans ses discours officiels, dont le FOCAC de septembre 2018, la Chine souligne son attachement au principe de « non intervention ». Son « modèle » ou sa « voie spéciale » d'une croissance économique non fondé sur le libéralisme économique et politique est bien reçu dans un certain nombre d'États Africain. Réaction critique aux sanctions internationales de l'après Tian'an men, cette approche correspond aussi à son récit national d'ancien pays colonisé aujourd'hui en développement et leader du tiers monde non-aligné avec lequel elle partagerait une « communauté de destins ». Elle présente les prêts concédés à l'Angola comme « sans attaches politiques », fondés sur le développement commun « gagnant-gagnant » à pied d'égalité. Par contraste elle dénigre une aide occidentale dont elle raille le caractère désintéressé au plan économique, l'accusant au contraire d'être politiquement invasive.

Les déplacements officiels sont fréquents d'un côté comme de l'autre. Le partenariat sino-angolais se renforce à travers la signature de divers accords politiques, diplomatiques, économiques, culturels et sociaux. En particulier, les deux pays signent en 2010 un accord de partenariat stratégique.

Autres véhicules

D'autres véhicules que la CEXIM sont usités. Mis en place en 2005, le *China International Fund*, fond privé dans le secteur de la construction basé à Hong Kong, émet un crédit de 2.6 milliards de dollars au profit du gouvernement angolais. L'estimation des montant va néanmoins jusqu'à 9,8 milliards USD. L'implication des élites dirigeantes, l'opacité totale vis-à-vis de la gestion de ces prêts directement assumée par un *Gabinete de Reconstrução Nacional* (GRN) ne répondant que la présidence et l'interruption des projets de construction dès 2007 soulève des accusations importantes de malversation. La China Sonangol, société parente du CIF née de la fusion avec la société pétrolière nationale Sonangol a vu transiter l'essentiel des exportations en pétrole vers les cocontractants chinois, pour lesquels elle a joué le rôle de véritable courtier.

La China Development Bank (CDB) réalise 3 accords cadre entre 2009 et 2015, mettant à disposition un montant total de 19 milliards USD, dont 10 au capital de la compagnie pétrolière angolaise Sonangol. L'encours sur ces prêts est de 15,5 milliards. Trois accords-cadres principaux conclus avec l'ICBC ont mis a disposition 5,5 mds USD pour les projets de centrales électriques de Soyo et Caculo Cabaça ainsi que la nouvelle ville de Kilamba Xiayi,

une trentaine d'autres accords existent. Plus de 700 millions USD en ont été tirés. En août 2018, d'autres négociations sont en cours auprès de l'ICBC pour un montant de 1,3 milliards et l'Eximbank pour un montant de 1,5 milliards.

Réalisations

Les prêts concédés par des banques chinoises ont permis la mise à bien de centaines de projets de diverses échelles: routes (plus de 5 mds USD), voies de chemin de fer (3,5 mds USD), ports (notamment Barra do Dande et Cabinda mds USD), aéroports (notamment Bom Jesus 3,5 mds USD) centrales d'énergie, logements et villes (plus de 5 mds USD pour les « nouvelles villes » autour de la capitale Luanda), voiries (2,5 mds), approvisionnements en eau (2,75 mds USD) approvisionnement en électricité : (1 md USD) Centrales électriques (notamment Caculo Cabaça 4,5 mds USD, Soyo 1 md USD).

Les constructeurs d'état chinois ont aussi été actifs dans les domaines des télécommunications et de l'agrobusiness. Ce dernier domaine est présenté comme une priorité depuis le partenariat stratégique entre les deux pays signé en 2010. Des entreprises Chinoises ont été chargées par le ministère Angolais de l'agriculture de la construction de 7 fermes de 1 500 à 12 000 hectares, pour un total de plus de 600 millions USD, ainsi qu'un centre de démonstration agricole. La rétrocession de ces projets au fond souverain angolais s'est avérée un échec, les deux parties affichent aujourd'hui une volonté de dynamiser les échanges dans le secteur, notamment l'investissement privé.

2.5 La remise en cause du modèle

L'annonce d'un « nouveau modèle »

Les autorités chinoises annoncent dès l'orée des années 2010 que « modèle angolais » doit être réorienté. D'un côté comme de l'autre, un « changement de modèle » est annoncé, un leitmotiv aujourd'hui systématiquement employé lors des allocutions publiques impliquant les deux États. Le maître mot est celui de la diversification des échanges, tant en termes de secteurs, que de forme. Il s'agit d'encourager l'investissement privé de petite et moyenne échelle dans une approche plus intégrative plutôt qu'avoir recours à de grands constructeurs d'état pour des projets déterminés. Des secteurs d'investissements tels que l'agriculture, la pêche et les mines sont mis en avant.

Cette rhétorique correspond au message global que propage la Chine en Afrique, à partir du FOCAC de 2015, vigoureusement repris lors de l'édition de cette année. La viabilité économique de l'échange pétrole contre infrastructure est largement compromise. En raison d'un climat d'affaires particulièrement difficile, la population chinoise en Angola passe de 270 000 à 50 000 ressortissants entre 2012 et 2018.

La chute du cours du baril

La chute du cours du pétrole en 2014 a bouleversé l'équilibre du troc « ressource contre infrastructure », entraînant un rééchelonnement du paiement des dettes existantes auprès des banques publiques chinoises, 14 milliards USD entre 2004 et 2014, et un recours massif à de nouvelles lignes de crédit : on approche aujourd'hui des 20 milliards USD auprès des banques publiques chinoises, près de 5 milliards USD auprès de l'ICBC. La Chine possède

aujourd'hui 56% de la dette nationale Angolaise, pour un montant total de 21,5 milliards USD, sans compter les prêts contractés auprès du China International Fund, et ceux contractés par la compagnie nationale pétrolière Sonangol. L'économie angolaise est donc particulièrement dépendante de la stabilité de la croissance chinoises et d'une bonne relation entre les deux pays.

Côté pétrole, l'or noir n'est plus une monnaie d'échange avantageuse pour la Chine qui accapare déjà plus de 60% des exports de l'Angola. La garantie des prêts étant dépréciée, la sécurité financière des investissements sur ce modèle n'est pas garantie. Sur les 3 prêts réalisés auprès de la CBD, un seul est garanti en pétrole, ce n'est le cas d'aucun des prêts de l'ICBC.

Côté infrastructure, le domaine de la construction l'augmentation de coûts de la main d'œuvre chinoise et une compétition internationale accrue rend le secteur moins attractif. Le gouvernement angolais est en outre régulièrement en état de cessation de paiements, obligeant les banques à émettre de nouvelles lignes de crédit pour permettre aux entreprises d'état de poursuivre leurs activités. Pékin a donc tout intérêt à faire reposer le risque de l'investissement sur l'entrepreneuriat chinois privé actif dans d'autres domaines.

Le recours massif à la main d'œuvre chinoise

Le recours massif à la main d'œuvre chinoise qui, dans les années 2000, était justifiée par les coûts et le caractère urgent de la reconstruction, n'est pas viable sur le long terme. Largement critiquée, elle a coupé la population locale du processus de reconstruction et créé un « précédent » pour des conditions de travail précaires alors même que le taux de chômage dans le pays est restée aux alentours de 25% tout au long de la décennie. La sécurité de la communauté chinoise en Angola pose problème. Les travailleurs chinois, jusqu'alors essentiellement des employés des grandes entreprises d'État, pour la plupart non qualifiés, sont isolés au plan géographique et interpersonnel de la population locale et cible privilégiée d'exactions : on recense 100 cas d'enlèvement et 20 morts sur l'année 2017 année. En dehors de la crise économique, la décennie 2010 signe aussi pour un certain nombre de travailleurs chinois impliqués dans les travaux du GRN la fin du traitement de faveur qui avait été mise en place par les personnalités les mieux placées du régime dos Santos.

Le départ volontaire d'une grande partie de la population immigrée chinoise n'est pas nécessairement une mauvaise chose pour les autorités sur place, débordées par l'afflux massif de travailleurs expatriés dans les années 2000. Elles souhaitent effectuer un saut qualitatif vers une immigration choisie d'entrepreneurs de haut niveau : l'activité économique chinoise est en pleine transformation.

Effets d'annonce et réalité de terrain

La rhétorique du changement de modèle déployée en Angola correspond au discours chinois sur le continent africain. En réponse aux critiques internationales, Xi Jinping a ainsi insisté lors du dernier FOCAC de septembre 2018 sur le développement local, les offres de formations et le développement du secteur agricole. La Chine cherche à inscrire cette relation bilatérale dans le cadre de ses forum et initiatives globales : le FOCAC, mais aussi les nouvelles routes de la soie et les BRICS.

Le changement de modèle annoncé vers une plus forte intégration des entreprises chinoises privées dès le milieu des années 2010 a longtemps fait figure de vœu pieux. Entre 2010 et 2015, si des bases sont posées pour la mise en place d'un nouveau modèle plus diversifié et favorable à l'investissement privé, on ne peut parler que d'une « posture », du moins pour la partie angolaise. En 2016, les prêts de la CEXIM pour le financement du port de Caio et de l'ICBC pour le financement de la centrale de Caculo Cabaça contribuent à alimenter les montages financiers des enfants du président, respectivement Filomeno dos Santos et Isabel dos Santos. L'accord de convertibilité entre les monnaies de 2015 reste au point mort. Une fois les infrastructures réalisées, la transmissions aux autorités angolaises est un échec (lotissements devenus villes fantômes, projets de fermes laissés à l'abandon, hôpitaux et écoles inusitées...).

La nouvelle équipe gouvernementale Angolaise de Joao Lourenço élu à l'automne 2018 donne des signes encourageants quant à la gestion économique du pays : rationalisation des dépenses et des recettes publiques, nouvelle politique de change, réformes ambitieuses du cadre législatif, reprise des discussions avec le FMI pour un programme de soutien financier.

Les agendas politiques tant en Chine sous Xi Jinping qu'en Angola avec le nouveau président élu Joao Lourenço s'alignent aussi sur le thème de la lutte contre la corruption qui a atteint un niveau alarmant dans les relations entre les deux pays. Les lignes de crédit allouées à la reconstruction du pays ont été largement détournées par l'élite angolaise. Elles ont ainsi alimenté un vaste réseau de corruption impliquant des personnalités d'État (Kopelipa, Vicente, Isabel et Filomeno dos Santos), et étrangères (Pierre Falcone, Xu Jinguang « Sam Pa ») au sein de montages financiers centrés autour du China International Fund - CIF et de la China Sonangol, au détriment des intérêts financiers et politiques de Pékin. À son arrivée au pouvoir, Lourenço a impulsé une opération de nettoyage audacieuse en s'attaquant aux symboles du népotisme de l'ère dos Santos. Se comparant volontiers à Deng Xiaoping il semble aujourd'hui s'efforcer de limiter la corruption dans des proportions congrues afin de favoriser un essor économique et d'assurer le maintien du MPLA au pouvoir.

Dans le même temps, on assiste à une mutation de l'activité privée chinoise en Angola, davantage tournée vers la demande locale. Les investissements directs chinois en Angola ont véritablement explosé ces dernières années, passant de 2 millions USD en 2004 à 1,214 milliards USD en 2014. La voie expresse de Luanda en direction de Viana est ainsi monopolisée par des entreprises et centres commerciaux chinois, tournés vers la demande locale.

Perspectives

La Chine est en très bonne position pour obtenir un traitement privilégié pour ses entreprises et ses ressortissants : au plan institutionnel, elle bénéficie d'une relation bilatérale bien rôdée, elle tient le haut du pavé dans les négociations politiques et bénéficie aussi d'une connaissance de terrain sans précédent (travaux d'infrastructure réalisés partout dans le pays, participation au sondage géologique, tests agricoles) et dans de nombreux secteurs (agriculture, pêche, distribution).

Les systèmes de coopération privilégiée mis en place sous les gouvernements dos Santos - lignes de crédit, accord sur les contrats de travail, accord sur la convertibilité des monnaies, présence de la banque de Chine sur place bientôt en opération— devraient se révéler très

utiles pour tirer le meilleur parti du nouveau cours économique sous le gouvernement Lourenço.

Pour autant, de la même manière que les autres investisseurs étrangers en Angola la Chine se heurte à un climat d'affaire particulièrement difficile et plus largement à une situation économique, sociale et politique particulièrement délicate en Angola.

ANNEXE

Liste des entretiens réalisés

Médiatrice auprès de la communauté chinoise en Angola - 14 juin 2018

Travailleurs et habitants de la communauté chinoises de *Kilamba Shopping* - 14 juin 2018, 24 aout 2018

Travailleurs et habitants de la communauté chinoises de *Cidade da China* les 21 juin et 18 aout 2018

Employés de la *Camara de Comercio Angola China* - 28 juin 2018,

Ancien journaliste *Reuters* en Angola – 30 juin 2018

Travailleurs chinois présents à la FILDA (Foire Internationale de Luanda) le 13 juillet 2018 - 13 juillet 2018

Chargé d'affaires politiques à l'Ambassade de Chine en Angola - 9 aout 2018

Vice-président de la *Camara de Comercio Angola China* - 24 aout 2018

Lucie Corkin (entretien téléphonique) – 24 aout 2018

Liste des déplacements et évènements

Communauté de Kilamba Shopping

Camara de Comercio Angola China

Communauté de Cidade da China

Évènement Foire internationale de Luanda (FILDA)

Evènement 'Ciclo da Cinema Chinês em Angola'

Quartier général de CITIC à l'occasion de la réunion 'Coopération Chine Angola en Agriculture'

Ambassade de Chine en Angola

Entreprise Yewhing et zone commerciale afférente

Institut Confucius